

Liberté et sécurité.



***Je le veux
Je le vote***

Programme du parti 2019 à 2023





Pour une Suisse forte

www.udc.ch

Mentions légales

Programme politique de l'Union démocratique du centre
2019 – 2023

Tirage: 37'000 exemplaire

Crédits photos:

iStockphoto, Imago, VBS/DDPS – ZEM, Stadler Rail AG,
UDC Suisse

UDC Suisse, Secrétariat général, Case postale, 3001 Berne,
info@udc.ch, www.udc.ch

Sommaire

2	Liberté et sécurité
5	Nous sommes la patrie
8	Politique étrangère
16	Economie et prospérité
24	Finances, impôts et redevances
30	Soutenir la propriété – renforcer la liberté
36	Politique concernant les étrangers
44	Politique d'asile
52	Sécurité, droit et ordre
58	Armée
64	Institutions sociales
70	Santé
74	Agriculture
80	Transports
86	Energie
92	Environnement
98	Médias
102	Internet et numérisation
106	Sport
110	Culture
114	Formation
120	Religion
124	L'être humain, la famille, la communauté

Liberté et sécurité

«Nous voulons être libres comme l'étaient nos pères.» Ce message du Pacte fédéral de 1291 revêt une valeur perpétuelle pour la Suisse. Sans liberté il n'y a pas d'autodétermination. L'Union démocratique du centre s'engage sans concession pour une Suisse libre dans laquelle les citoyennes et les citoyens décident de leur propre chef ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas. Notre liberté n'est pas un cadeau. Nous devons constamment la défendre contre les tentatives de pression de

l'extérieur et même de l'intérieur, contre tous les milieux qui cherchent à placer sous tutelle les citoyennes et les citoyens et à miner la démocratie directe.

Depuis plus de cent ans l'UDC se bat pour la liberté et la sécurité des Suissesses et des Suisses. C'est d'ailleurs le mandat clé de notre Etat. Nous attendons de notre Etat de droit qu'il nous offre la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur afin que chacune et chacun puissent s'épanouir dans la paix et la liberté. Or, l'Etat a

aujourd'hui tendance à s'occuper de tout et de n'importe quoi, mais à négliger sa tâche centrale : la sauvegarde des droits de liberté de la population et la protection des habitants contre le crime et les criminels.

Pour plus de liberté

Notre liberté comprend notamment le droit de participer personnellement à la politique communale, cantonale et fédérale. Mais ce droit essentiel de la liberté, qui détermine aussi l'exception suisse au niveau mondial, est aujourd'hui gravement menacé – de l'intérieur encore plus que de l'extérieur. Certaines forces de notre pays cherchent à supprimer la démocratie directe. Notre droit de vote ne compterait plus. Une majorité du Conseil fédéral, du Parlement et du Tribunal fédéral veut retirer aux citoyennes et aux citoyens le dernier mot dans les décisions politiques. Pour arriver à leur fin, donc pour contourner ou pour invalider des décisions populaires, ils ont découvert une recette miracle : le droit international. La démocratie comprend aussi la libre expression des opinions. L'UDC se bat contre les muselières et contre les opinions dites politiquement correctes et imposées d'en haut.

Menace sur la démocratie directe

Sous le prétexte du «droit international» des élites politiques autoproclamées cherchent à écarter notre Constitution fédérale libérale pour nous soumettre aux contraintes de réglementations étrangères. Ces milieux refusent d'appliquer les initiatives populaires acceptées par le souverain. Ils cher-

chent sournoisement à nous pousser dans l'UE en évitant une votation populaire. La démocratie directe les ennuie prodigieusement. Pourquoi ? Parce que les décisions prises démocratiquement les contraignent à garder le sens de la mesure. La majorité des élus de la Berne fédérale préfèrent comploter avec l'étranger parce qu'ils espèrent ainsi pouvoir faire ce qu'ils veulent au lieu de faire ce que le peuple exige d'eux. Ils privent les citoyens de leur liberté pour s'arroger plus de pouvoir, de privilèges, des revenus confortables et du prestige. Nous avons une idée différente de la liberté. Nous voulons vivre dans un pays dirigé par ses citoyennes et ses citoyens et non pas par des puissances étrangères. L'UDC se bat contre ces abus de fonction et s'engage pour la démocratie, donc pour des citoyennes et des citoyens libres dans un pays libre, pour le libre choix de la forme de vie, de l'emploi, des loisirs et des moyens de transport. Liberté signifie également impôts et redevances modérés, protection de la propriété privée, absence de détresse pour les actifs comme pour les retraités.



Menace sur la sécurité dans la vie quotidienne

L'UDC n'accepte pas que l'Etat protège de moins en moins notre sécurité, ne contrôle plus les frontières et refuse d'expulser les étrangers criminels. L'immigration de masse et une mauvaise politique d'asile permettent un afflux de gens dont souvent nous ignorons même l'identité. De nombreuses femmes et personnes âgées n'osent plus marcher dans les rues la nuit. Les assassinats, bagarres au couteau, viols, cambriolages, menaces et brigandages font partie du quotidien. Notre beau



pays est victime d'une grave dégradation des mœurs. Des agents de police et même des ambulanciers se font attaquer. Le droit du plus fort s'impose à maints endroits. Les villes sont dévastées par des batailles de rue, des manifestations violentes et des occupations illicites de maisons. La proportion d'étrangers parmi les malfaiteurs a atteint un niveau inquiétant.

L'immigration de masse provoque l'insécurité

La sécurité de l'emploi est aujourd'hui principalement menacée par la libre circulation des personnes offerte aux étrangers provenant de l'UE. L'UDC se bat pour une gestion autonome de l'immigration, pour une authentique préférence nationale et pour la réintroduction du système des contingents qui a fait ses preuves. Notre sécurité sociale est menacée. Aucun Etat social ne peut fonctionner sans frontières. Le revenu par habitant stagne et le taux de chômage selon l'OIT atteint des niveaux record malgré la bonne marche de l'économie.

L'UDC veut garantir financièrement les rentes AVS, l'assurance invalidité et l'assurance chômage. Elle s'engage pour une agriculture productrice capable d'assumer au moins une partie de notre sécurité alimentaire. Les constants agissements des milieux antimilitaristes ne sont pas sans effet : l'armée est de moins en moins capable de remplir sa mission. L'UDC se bat pour une défense nationale crédible et la protection de la population.

UDC – la seule garante de la liberté et de la sécurité.

Nous sommes la patrie



La Suisse a sa propre histoire, une histoire marquée par sa **diversité culturelle**, ses **traditions**, ses valeurs et par les **femmes et les hommes** qui cohabitent pacifiquement dans ce pays.

La Suisse est notre patrie. Cohabiter sans émotion est impossible. Nos montagnes, nos lacs, nos vallées et nos paysages déclenchent des émotions. Notre culture populaire, nos us et coutumes, nos traditions sont profondément ancrées dans l'âme suisse.

Le sentiment de la patrie naît dans un petit cadre : dans la **famille**, dans le voisinage, dans le quartier, dans le village. Les femmes et les hommes, qui éprouvent un sentiment positif à l'égard de leur proche entourage, prennent soin des autres et assument des responsabilités dans la vie collective.

La famille est le fondement essentiel de la société. Les pères et les mères éduquent leurs enfants, leur donnent l'exemple de la manière de vivre nos valeurs suisses, leur inculquent le respect de ce qu'ont construit les générations précédentes. La Suisse

n'est pas un cadeau dont on peut jouir sans effort. Chaque génération doit la mériter et veiller à son bien-être – en s'engageant sans réserve pour la Suisse, en protégeant la patrie pour la remettre intacte aux générations suivantes.

La Suisse vit du **système de milice** dans lequel les citoyennes et les citoyens s'engagent bénévolement sans appeler l'Etat à la rescousse. La patrie se construit d'en bas : grâce à l'engagement personnel dans des sociétés, partis politiques, autorités, dans le voisinage, lors de manifestations et de fêtes. Assumer les responsabilités individuelles, voilà ce qui fait la Suisse !

La patrie, c'est un **état de confiance**, c'est quelque chose qui nous manque quand nous sommes ailleurs. Les dialectes et accents suisses, l'eau fraîche du robinet, le pain croustillant, le

cervelas et même l'Aromat. Il suffit parfois de partir pour comprendre ce que signifie pour nous la patrie, notre Suisse.

Mais il s'agit aussi des gens qui viennent chez nous. Comment la Suisse se présente-t-elle ? L'intégration ne peut fonctionner que si la Suisse se manifeste avec assurance et affiche des valeurs claires. L'intégration doit avoir un objectif précis : la Suisse est une **patrie** pour chaque femme et chaque homme qui se reconnaît dans les valeurs suisses et les vit.

Le **patriotisme** est un sentiment positif. Nous avons le droit d'être fiers et reconnaissants de pouvoir vivre dans notre pays. Jamais la Suisse n'a pratiqué un nationalisme du sang et du sol. La Suisse n'a jamais été une monarchie ; jamais elle n'a suivi un dictateur, jamais non plus elle ne s'est laissé éblouir par les utopies meurtrières du socialisme.

Cette répugnance face à toute tentative de mise sous tutelle – de l'extérieur comme de l'intérieur – s'explique par la manière dont s'est créée la Suisse.

La Suisse s'est développée au fil des siècles en manifestant d'emblée une forte **volonté d'indépendance**. Nous connaissons une **participation démocratique** de la population qui remonte jusqu'aux débuts de la Confédération.

Guillaume Tell symbolise le **droit à la résistance**, Arnold de Winkelried le principe confédéral «**un pour tous, tous pour**



un», Saint-Nicolas de Flue la **Suisse consciente de ses limites** («N'étendez pas trop votre barrière»). Ensemble, ils symbolisent la capacité de notre pays à surmonter ses contradictions politiques, linguistiques et confessionnelles dans l'engagement pour la patrie commune. Le message fondamental illustré par ces symboles – **autodétermination** et non soumission à une autorité extérieure – est accessible à chacun indépendamment de son origine. Voilà précisément la force intégrante de l'idée suisse.

La gauche politique entretient des rapports perturbés avec la patrie. Son comportement masochiste à l'égard de la Suisse nuit à notre pays et aussi à l'intégration : quand on refuse de s'engager soi-même pour son pays, on ne doit pas s'étonner de voir l'émergence de sociétés parallèles parmi les migrants, voire de courants extrémistes comme l'islam politique qui occupent l'espace vide. Celles et ceux qui nient et méprisent la patrie sont aussi les premiers à se presser aux portes de l'Union européenne dans le but de détruire définitivement les bases de l'identité suisse.

Engagement pour la patrie suisse

- La Suisse est notre patrie. La patrie encourage la cohésion. Chacun y assume autant de responsabilité qu'il peut.
- Nous veillons au bien-être de notre patrie, dans la vie quotidienne personnelle tout comme dans nos positions politiques.
- La patrie est un lieu historique. La Suisse est une construction politique qui a crû au fil des siècles. Notre volonté d'autodétermination, la neutralité et la démocratie directe sont indissociablement liées à l'histoire suisse. L'école doit à nouveau placer cette formation positive de l'identité au cœur de son enseignement.
- Les élèves apprennent à l'école primaire le Cantique suisse. L'enseignement de la connaissance du pays doit comprendre l'histoire et la géographie suisses, les us et coutumes du pays. L'école respecte les fêtes chrétiennes.
- L'intégration ne peut être efficace faute d'une identité nationale forte. Celles et ceux qui viennent en Suisse doivent se conformer à la culture locale et non pas l'inverse. La Suisse est une patrie pour chaque femme et chaque homme qui s'identifie à ses valeurs et qui les vit.
- Le drapeau suisse porte la croix. Notre pays et notre culture sont d'essence chrétienne. Mais la Suisse est aussi le pays de la liberté religieuse dès lors qu'il n'y a pas conflit avec les valeurs suisses, avec notre conception de l'Etat et notre ordre juridique. Toute personne vivant en Suisse ou souhaitant y vivre doit respecter cette culture qui s'est développée au fil de l'histoire.
- Nous conservons nos traditions et nos coutumes locales. La culture populaire suisse doit être renforcée par rapport à une culture élitiste et subventionnée.
- La patrie, c'est aussi un paysage intact. Nous ménageons nos espaces cultivés et la nature.

Politique étrangère



Indépendance et autodétermination

L'UDC s'engage pour la sauvegarde d'une Suisse indépendante et neutre. Le bradage de la souveraineté suisse par les élites politiques doit être stoppé. Il faut donc empêcher le rattachement sournois de notre pays à des structures internationales comme l'UE. L'UDC s'engage pour une politique crédible des bons offices, de médiation et d'aide humanitaire sur la base de la neutralité.



“ Les êtres humains sont heureux quand ils vivent librement et de manière autodéterminée. C'est dans leur nature. Parce que nos ancêtres ont compris et respecté ce principe, la Suisse est aujourd'hui si performante. ”

La Constitution est méprisée

L'objectif de la politique extérieure de la Suisse est défini dans l'article 2 de la Constitution fédérale : «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.» Le peuple en tant que souverain décide librement et indépendamment de l'histoire et de l'avenir de la Suisse. Ces valeurs, soit la liberté, l'autodétermination, l'indépendance et la neutralité, sont sournoisement minées par la Confédération, l'administration fédérale, mais aussi par les tribunaux et divers professeurs de droit.

La neutralité est minéet

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) ne s'emploie plus à adopter une position neutre face aux conflits. Les diplomates et conseillers fédéraux préfèrent se pavaner sous les projecteurs de l'actualité internationale en prenant ouvertement position pour une partie ou une autre à un conflit international. Or, il serait infiniment plus décent de la part de la Suisse d'adopter une attitude globalement neutre et de se présenter comme une médiatrice crédible en offrant ses bons offices aux parties en conflit. Les tentatives d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU sont diamétralement opposées à la neutralité suisse. Il s'agit là d'un projet que la classe politique de la Berne fédérale caresse depuis longtemps. Faut-il rappeler que le Conseil de sécurité est l'endroit où l'on décide de ladite paix mondiale, donc, concrètement, de guerres et de sanctions ? Il est strictement impossible d'adopter une attitude neutre dans cet organe. Cette immixtion dans les disputes

internationales pour le pouvoir et le prestige n'apporte aucun avantage à un petit Etat neutre comme la Suisse.

Priorité donnée au droit international

Aujourd'hui le droit international est ouvertement placé au-dessus du droit national édicté par le Parlement et le peuple. Preuve en sont les initiatives populaires de plus en plus nombreuses qui ne sont pas appliquées. Ce droit international public appelé aussi trompeusement «droit des peuples» n'a en réalité rien de populaire et sa légitimité démocratique est faible, voire inexistante. Le rapport établi avec les droits humanitaires est lui aussi fallacieux. Ce que l'on qualifie aujourd'hui par calcul politique, donc pour accroître pouvoir et influence, de droits de l'homme n'a plus aucun rapport avec la signification première donnée à cette notion, mais relève du développement et des interprétations exagérément extensives que la Cour européenne des droits de l'homme fait de la Charte européenne des droits de l'homme. Les tribunaux internationaux sortent de plus en plus de leur réserve et se mêlent de droit national en méprisant les constitutions des pays. La souveraineté législative des nations est systématiquement minée. Le principe politique élémentaire de la séparation des pouvoirs se perd.

L'adhésion insidieuse à l'UE

Autodétermination signifie refus d'un rattachement institutionnel à l'UE, donc refus de la reprise obligatoire de droit UE et de la reconnaissance de juges étrangers. L'accord-cadre projeté dans le but de rattacher la Suisse aux institutions de

l'UE constitue l'attaque la plus dangereuse contre notre autodétermination. Selon ce traité, la Suisse doit se soumettre au développement du droit et de la jurisprudence de l'UE, donc reprendre des lois UE. Cette reprise devra être «dynamique», ce qui signifie concrètement que la Suisse s'expose à des sanctions si elle ne reprend pas le droit UE comme l'exige Bruxelles. Et il appartiendrait aux juges UE de décider si, effectivement, la Suisse applique fidèlement les décisions de Bruxelles. Il faut absolument éviter de s'engager sur cette voie de la subordination, voire de la servilité. Notre pays doit au contraire sauvegarder son indépendance pour défendre sa prospérité et son succès économique.

Bons offices

L'engagement de la Croix-Rouge, les actions humanitaires de la Suisse et la Genève internationale contribuent à la réputation internationale positive de la Suisse et soutiennent le rôle neutre et ouvert joué par notre pays. Ce comportement peut être assimilé à celui d'un infirmier au bord du terrain de jeu qui offre rapidement, de manière non bureaucratique, discrètement et impartialement les premiers secours aux blessés. Ces efforts diplomatiques discrets en faveur de la paix et de la réconciliation sont préférables aux déclarations bruyantes faites dans le cadre du tourisme conférencier. Alors que l'engagement humanitaire doit être maintenu, il faut enfin faire de l'ordre dans le domaine de l'aide au développement. Par exemple, cette aide doit être liée à la conclusion d'accords de réadmission de requérants d'asile et de migrants illégaux. Au lieu

d'augmenter constamment les dépenses publiques pour l'aide au développement, il faut encourager les dons privés par des facilités fiscales.

Restreindre l'aide au développement

Malgré le versement de sommes énormes durant des décennies par les pays occidentaux, l'aide au développement n'a guère

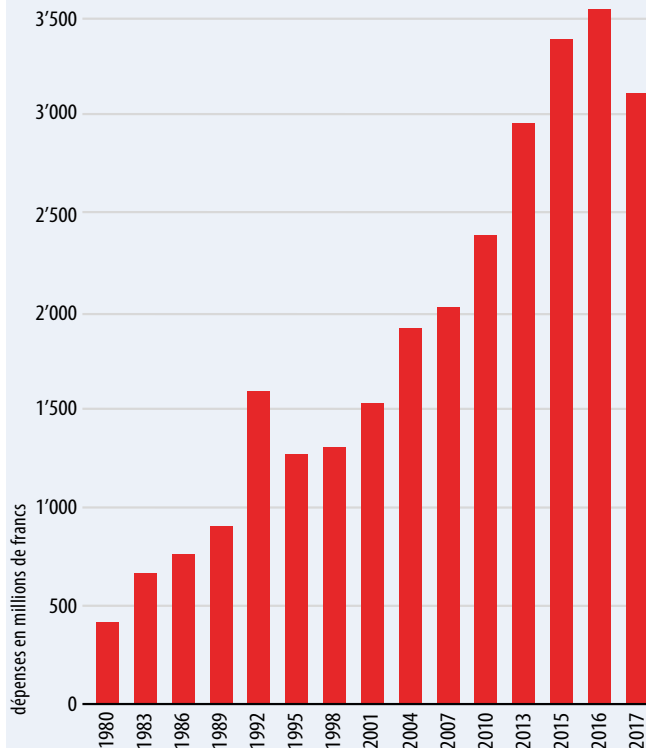


re amélioré les conditions de vie sur le continent africain. Ces efforts sont annihilés par des guerres civiles, la corruption et la désintégration des Etats. Les flux migratoires du sud vers le nord persistent et ne permettent qu'une seule conclusion : les onéreux projets de développement financés par les Etats occidentaux ont raté leur objectif. Pire, l'aide au développement favorise et rend possible la migration. Non seulement elle conduit à un gaspillage énorme de deniers publics, mais en plus elle contribue à maintenir au pouvoir des régimes et des clans dictatoriaux et corrompus. C'est dire qu'il est urgent d'agir avec force. Il faut commencer par cesser d'augmenter continuellement l'aide au développement. Les projets de durée indéterminée qui sont en réalité un tonneau des Danaïdes doivent être stoppés.

L'impartialité est payante

Le Conseil fédéral doit revenir à l'idée de la neutralité permanente, armée et globale. Par neutralité globale il ne faut pas seulement entendre une neutralité purement juridique et militaire (droit de la neutralité), mais aussi et surtout une neutralité vécue (politique de la neutralité) qui détermine l'ensemble de l'action gouvernementale en politique étrangère en lui imposant les principes d'impartialité et de non-immixtion. Mais pour être reconnue, cette neutralité doit aussi être défendue par une armée de milice prête à être engagée, car disposant de suffisamment de personnel, de matériel et de moyens financiers. C'est la seule manière d'assurer la crédibilité de l'indépendance et de la neutralité suisse. En outre, la Suisse n'a

Plus de 3 milliards de francs par an pour l'aide au développement



Source: DDC – service statistique (APD)



pas à participer à une politique de sanctions unilatérales (en termes diplomatiques, financières et économiques), même si elles sont décrétées par des organisations comme l'ONU, l'UE ou l'OCDE.

Relations avec le monde entier

La Suisse doit intensifier ses efforts pour faire du commerce avec tous les Etats du monde au lieu de se focaliser aveuglément sur ses relations avec l'UE. Une telle politique commerciale universelle comprend une diversification des rapports grâce à des accords de libre-échange équilibrés avec un nombre maximal de pays, car le commerce est la meilleure base de rapports amicaux et d'une paix durable. Les conventions économiques sont en effet l'expression de la reconnaissance d'intérêts communs. Les rapports économiques n'ont pas besoin d'institutions, d'organisations et de rattachements politi-

ques pour exister. Le droit national doit avoir la priorité sur le droit décrété par des institutions internationales éloignées des citoyens. L'uniformisation et l'égalitarisme sont en opposition avec le libre commerce. La liberté, l'innovation et le succès se nourrissent de la concurrence.

Succès suisse grâce au non à l'EEE

L'éloignement des citoyens de la bureaucratie bruxelloise et les déficits démocratiques de l'UE sont à juste titre la cible de critiques régulières. La Suisse est supérieure à l'UE dans tous les classements internationaux : par l'attractivité de son économie, sa prospérité, l'efficacité de son système social, son faible endettement et même par le sentiment de bonheur de ses citoyennes et citoyens. Si la Suisse n'est pas membre de l'UE aujourd'hui, ce n'est certainement pas grâce aux élites prétentieuses de la politique, de l'économie, de la société et des médias, mais uniquement grâce à sa démocratie directe, donc à la participation politique des citoyennes et des citoyens. Et c'est aussi le mérite de l'UDC que de se battre depuis plus de deux décennies aux côtés du peuple contre l'adhésion à l'EEE et à l'UE. Il est intéressant de rappeler à ce propos que, contrairement aux allégations et prédictions bruyantes des europhiles, le refus d'adhérer à l'UE n'a nullement provoqué le naufrage économique de la Suisse. Depuis les années nonante, la Suisse se porte économiquement mieux que jamais – précisément parce qu'elle a su préserver son indépendance. Mais cela n'empêche pas ces mêmes milieux d'entonner aujourd'hui le même refrain : faute d'un rattachement à l'UE et d'autres accords avec Bruxelles, la

Accord-cadre UE **NON**



Suisse tombera dans la pauvreté. On ne voit pas pour quelles raisons il faudrait aujourd'hui accorder plus de crédit qu'autrefois à ces prophètes autoproclamés de l'administration fédérale et des organisations économiques. De toute évidence leur unique but, faute d'arguments sérieux, est de semer la panique.

Non à un rattachement à l'UE

La Suisse a certes besoin de relations économiques efficaces et de rapports de bon voisinage avec l'UE, mais son succès ne dépend absolument pas d'un rattachement institutionnel qui la pousserait dans une dépendance aussi dangereuse qu'humiliante de Bruxelles. Des relations bilatérales et des accords utiles aux deux parties doivent être soutenus, mais il faut s'opposer absolument à une politique d'intégration dans l'UE dont le but est l'adhésion ou à une politique visant à accroître sournoisement la dépendance et l'alignement jusqu'à ce que la Suisse soit mûre pour tomber dans l'escarcelle de Bruxelles. L'autodétermination et l'indépendance de la Suisse ainsi que les droits démocratiques doivent être renforcés. Des adaptations et alignements supplémentaires à l'UE sont inacceptables. D'ailleurs, pourquoi devrions-nous nous adapter à un système manifestement moins bon car marqué par un fort chômage des jeunes, la pauvreté, l'éloignement des citoyens, la bureaucratie et le centralisme ? Les valeurs efficaces de la Suisse comme la liberté, l'indépendance, la neutralité, la démocratie directe, le fédéralisme et l'économie de marché doivent être défendues inlassablement.

Positions

L'UDC ...

- exige que l'objectif premier de la politique étrangère soit la garantie de la liberté, de l'autodétermination, des droits démocratiques, de l'indépendance et de la neutralité de la Suisse;
- exige que la Suisse en tant que petit Etat mise sur les bons offices de sa diplomatie, sur le CICR et le Corps d'aide en cas de catastrophe au lieu de chercher à se mêler des grandes puissances;
- exige que la Suisse fasse preuve de retenue devant les crises internationales au lieu de se précipiter pour montrer du doigt d'autres pays, lancer des accusations unilatérales et prononcer des sanctions;
- exige que les délégués suisses aux organisations internationales (l'ONU, l'OCDE, etc.) défendent davantage les intérêts d'une Suisse indépendante ;
- s'oppose à l'entrée de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU;
- combat l'adhésion insidieuse à l'UE;
- s'engage pour la poursuite de la voie bilatérale comme partenaire égal en droit de l'UE;
- refuse le versement de milliards de francs au fonds de cohésion de l'UE sans contrepartie équitable;
- s'engage pour une réduction sensible des dépenses publiques pour l'aide au développement et pour un transfert des fonds ainsi libérés à l'AVS afin de garantir les rentes;
- est favorable à une limitation dans le temps de l'aide publique bilatérale au développement. Ce délai doit être réglementé

contractuellement avec les pays bénéficiaires et aucun nouvel engagement multilatéral ne doit être pris en matière d'aide au développement;

- exige que l'aide au développement soit liée à la conclusion d'accords de réadmission des requérants d'asile et que les dépenses pour l'asile soient imputées intégralement à celles de l'aide au développement;
- soutient, tout en demandant que les intérêts de l'agriculture soient pris en compte, des rapports économiques avec tous les Etats du monde sur la base d'accords de libre-échange en lieu et place d'une concentration unilatérale sur l'UE.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme citoyen, la garantie de pouvoir continuer de décider des règles valables dans mon pays;
- ✓ comme chef d'entreprise, des bonnes relations avec le monde entier et moins de bureaucratie;
- ✓ comme contribuable, la certitude de ne pas avoir à payer pour la mauvaise gestion d'autres pays;
- ✓ comme citoyen, d'avoir un gouvernement qui défend les intérêts réels de la Suisse et de ses habitants au lieu de chercher les projecteurs de la scène mondiale.

Economie et prospérité



Plus de liberté économique et moins de bureaucratie

L'UDC se bat pour augmenter la liberté entrepreneuriale et contre la multiplication des lois et interdictions qui entravent nos entreprises. Les tendances de ces dernières années à réguler toujours plus notre marché du travail initialement libéral, à renchérir l'énergie et les transports et à alourdir les charges administratives doivent enfin cesser. Nos performantes petites et moyennes entreprises, mais aussi les nombreuses grandes sociétés qui ont leur siège en Suisse doivent être ménagées. L'UDC s'engage pour la qualité suisse et se bat pour des conditions-cadres compétitives, seule manière de préserver l'emploi en Suisse.



“ Nous autres chefs d'entreprises, nous devons remplir un trop grand nombre de formulaires officiels. Cela coûte du temps, des nerfs et beaucoup d'argent. L'économie privée crée de la prospérité, la bureaucratie la détruit. ”

Une période difficile pour le libéralisme économique

Être social, c'est créer des emplois. Le travail est le remède le plus efficace contre la pauvreté. Voilà qui explique pourquoi les économies de marché libérales sont historiquement et mondialement les plus efficaces et affichent le moins de pauvreté. Notre pays est certes toujours en assez bonne position économique, mais la productivité stagne et, en termes de revenu par habitant, la Suisse a constamment perdu du terrain depuis 1980 par rapport à d'autres pays. Des emplois ne sont créés et la prospérité ne peut augmenter que si les entreprises disposent de conditions favorables qui encourageant les investissements.

L'Etat ne cesse de s'étendre

Depuis quelques années l'emploi progresse presque uniquement dans le secteur public, soit dans les administrations, la santé publique et le domaine social. Ces nombreux nouveaux postes publics chargent non seulement les contribuables, mais aussi l'économie. Plus de fonctionnaires, cela signifie toujours plus de bureaucratie et d'activisme étatique et encore plus de reprises de règles de droit UE. Le marché et la concurrence sont remplacés par des prescriptions et interventions de l'Etat ainsi que par un égalitarisme international qui évince les entreprises privées du marché. Des monopoles inutiles comme ceux de la Poste, de la SUVA ou de la SSR renchérisent les prestations et entravent une authentique concurrence.

Feu roulant sur le secteur financier

On constate de surcroît que l'obligation économique de chaque employeur et artisan de réaliser des bénéfices est aujourd'hui remise en question sur le plan moral. Pourtant, des chefs d'entreprise, commerçants et artisans performants sont les vrais travailleurs sociaux de ce pays. La pression exercée sur la branche financière est particulièrement forte. Rappelons que le secteur des banques, des assurances et des finances produit 9,2% de la performance économique globale de la Suisse. La jalousie et des finances publiques proches de la banqueroute font de cette branche la cible d'attaques constantes venant de milieux étrangers qui trouvent en Suisse des complices bénévoles jusqu'au niveau du Conseil fédéral. Le secret bancaire suisse et la sphère privée financière ont été de facto supprimés pour les étrangers et les avantages concurrentiels dont bénéficiait l'économie suisse ont été sacrifiés sur l'autel de standards internationaux ou de la protection des consommateurs.

La sphère financière privée des citoyennes et citoyens par rapport à l'étranger a été fortement compromise. L'UDC s'oppose à toute nouvelle atteinte à la sphère privée par un renforcement des échanges d'informations avec l'étranger, car ces interventions – notamment si elles imposent des automatismes – violent des principes suisses élémentaires comme la protection de la sphère privée et les rapports basés sur la bonne foi entre les citoyens et l'Etat.

La sphère privée des Suissesses et de Suisses est inviolable

Le secret protégeant les clients des banques doit absolument être maintenu à l'intérieur de la Suisse. La sphère privée financière des personnes et entreprises domiciliées en Suisse doit rester protégée. Au niveau de la juridiction européenne et globale, l'UDC continue de se battre pour que la Suisse ne reprenne que les standards internationaux obligatoires et indispensables à l'accès au marché global.

Il faut rappeler à ce sujet que la branche financière suisse doit sa position forte à son savoir-faire, à la stabilité politique et économique du pays, la sécurité du droit, la sécurité globale



du pays ainsi qu'à la sauvegarde de la sphère privée financière. Mis à part le savoir-faire, tous ces avantages sont aujourd'hui menacés.

Le tourisme sous pression

Le tourisme avec ses nombreux emplois est d'une grande importance pour l'économie suisse. La beauté exceptionnelle des paysages suisses est cependant contrebalancée par des facteurs négatifs comme des monnaies étrangères en crise, des coûts de production élevés et des structures surannées. Les entreprises touristiques suisses peuvent certes régler elles-mêmes bon nombre de ces problèmes, mais non pas tous. Afin de soutenir la lutte contre l'explosion des coûts, l'UDC s'engage pour le maintien du taux de TVA spécial dans l'hôtellerie et la gastronomie.

Soutenir les petites et moyennes entreprises

Plus de 99% des entreprises suisses sont petites à moyennes (PME), donc employant moins de 250 personnes. Les deux tiers des salariés suisses travaillent dans des PME. C'est dire que ces dernières forment l'épine dorsale de l'économie nationale. Consciente de cette situation, l'UDC s'engage tout particulièrement pour le bien-être de ces entreprises. Les conseillères nationales et conseillers nationaux UDC ont soutenu très fermement les projets favorables au PME comme en témoigne une enquête de l'Union suisse des arts et métiers (usam). Une évaluation de 215 votes portant sur 169 thèmes pertinents pour les PME a permis de constater, en 2015 déjà, que 41 membres

de l'UDC figuraient parmi les 50 premiers conseillers nationaux. Au Conseil des Etats, les élus UDC occupent les quatre premiers rangs. Conclusion : aucun autre parti politique ne défend aussi systématiquement l'économie en général et les arts et métiers en particulier que l'UDC. Des réglementations, lois, prescriptions et interdictions superflues ainsi que la reprise automatique du droit UE sont un poison pour les entreprises, si bien que l'UDC s'y oppose fermement.

Protéger la souplesse du marché du travail, c'est une protection contre le chômage

Un marché du travail souple est la meilleure protection contre le chômage en permettant à un maximum de personnes d'y accéder et d'y trouver un bon revenu. Un droit du travail libéral et une formation libre et décentralisée des salaires sont les principaux atouts du marché du travail suisse.

Or, depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002, le nombre de conventions collectives de travail (CCT) a massivement augmenté en Suisse. Aujourd'hui plus de 2 millions de salariés sont soumis à une CCT. Les syndicats agissent comme représentants officiels de plus de la moitié des salariés alors que seuls 15% d'entre eux sont syndiqués. Aspect alarmant, la Confédération et les cantons tentent de plus en plus souvent de réglementer le marché du travail par des CCT déclarées de force obligatoire. Le nombre de conventions de ce type a plus que doublé depuis 2001.





Recherche et innovation

L'innovation est le moteur du développement économique. La Suisse avec ses coûts de production élevés, son petit marché intérieur et son manque de matières premières est totalement tributaire de l'innovation et passe d'ailleurs pour être la championne du monde dans cette discipline. La recherche et l'innovation ont besoin de conditions-cadres avantageuses. Ces dernières comprennent notamment une main-d'œuvre bien formée, un faible niveau de régulation, un contexte fiscal compétitif, la stabilité politique et la protection de la propriété intellectuelle. Il faut également veiller à sauvegarder notre système unique de formation professionnelle duale qui constitue la meilleure protection contre le chômage des jeunes et assure une relève de professionnels bien formés.

Commerce avec le monde entier

Le libre-échange, donc un échange de biens et de prestations de service qui n'est pas entravé par des droits de douane et d'autres obstacles au commerce, est le moteur de l'économie mondiale. Petit Etat dépendant fortement de ses exportations (en 2018 la Suisse exporte marchandises d'une valeur de 233 milliards de francs) notre pays a toujours visé un commerce mondial avec le moins d'obstacles possibles, donc réglé par des accords de libre-échange. Elle doit encore accroître ses efforts afin de multiplier les accords de libre-échange en respectant toutefois les intérêts de son agriculture et en veillant à un degré d'auto – approvisionnement suffisant. Compte tenu de l'importance changeante des marchés et de l'arrivée en force

des pays émergents, la Suisse doit adopter une démarche universelle et ne pas s'aligner uniquement sur l'UE. La Suisse ne pouvant évidemment pas mener une politique de puissance au niveau mondial en raison de sa petite taille, sa survie économique dépend de toute manière de règles commerciales contraignantes. C'est pour cette raison qu'elle est membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dont l'objectif est d'assurer un commerce mondial libéral.

Retour vers les valeurs du libéralisme

Notons finalement que le rôle de l'Etat n'est pas de concurrencer ou d'entraver l'économie privée, mais au contraire de mettre

en place des conditions-cadres garantissant une activité économique aussi libre que possible. Lorsque la bureaucratie foisonne, l'activité entrepreneuriale est forcément entravée et les coûts de la régulation deviennent étouffants. Les réglementations bureaucratiques inutiles imposées par l'Etat – notamment à la suite de l'éventuelle conclusion d'un accord-cadre institutionnel avec l'UE – nuisent aux entreprises, donc à la Suisse. L'UDC s'engage pour faire cesser l'activisme croissant de l'Etat et donner plus de place à la responsabilité individuelle.



Positions

L'UDC ...

- exige des conditions-cadres optimales pour les petites, moyennes et grandes entreprises qui forment l'épine dorsale de l'économie suisse;
- exige plus de liberté et moins de régulations, de prescriptions et d'interdictions pour assurer l'emploi et faciliter la création de nouvelles places de travail;
- exige que l'Etat cesse de concurrencer ou d'entraver l'économie;
- veut maintenir le franc suisse comme monnaie souveraine et indépendante;
- s'oppose à la réduction, voire à la suppression de l'argent liquide comme moyen légal de paiement;
- s'oppose à la hausse de la TVA;
- soutient la place financière et le secret protégeant les clients des banques en Suisse;
- exige la protection de la propriété intellectuelle;
- exige la sauvegarde de l'infrastructure stratégique (eau, énergie, routes, etc.) en mains suisses;
- soutient la recherche et l'innovation en Suisse, les chefs d'entreprise et les jeunes entrepreneurs;
- s'engage pour des coûts salariaux annexes modérés;
- refuse des réglementations par quotas imposés par l'Etat;
- demande que les quorums pour la déclaration de force obligatoire générale ne soient en aucun cas abaissés et que la validité des co

ventions collectives de travail ayant force obligatoire générale ne soit pas étendue au-delà de la branche concernée;

- veut donner plus de souplesse au marché du travail suisse et le moderniser, flexibiliser l'enregistrement du temps de travail et renforcer l'indépendance de la Suisse;
- s'oppose à toute nouvelle mesure d'accompagnement et entend réduire les mesures existantes dès que la Suisse reprendra le contrôle de l'immigration de manière indépendante.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme salarié, un emploi sûr;
- ✓ comme chef d'entreprise, plus de marge financière pour innover;
- ✓ comme artisan et agriculteur producteur, moins de bureaucratie et de paperasses à remplir;
- ✓ comme hôtelier et restaurateur, une meilleure position sur le marché et davantage de clients.
- ✓ comme client d'une banque, la certitude qu'à l'avenir également les pouvoirs publics ne pourront pas accéder automatiquement à mes données financières;
- ✓ comme Suisse, l'assurance de disposer d'un moyen de paiement fort, le franc suisse, également sous forme liquide.

Finances, impôts et redevances



Plus pour la classe moyenne, moins pour l'Etat

L'Etat ne cesse d'enfler. Depuis 1990 les dépenses de la Confédération ont plus que doublé. Les pouvoirs publics assument de plus en plus de tâches. Ne faisant aucun effort pour tenter de contrôler cette explosion des dépenses, les responsables politiques acceptent aussi la hausse constante des impôts, taxes et redevances. C'est avant tout la classe moyenne qui paie la facture de cette politique. Il faut enfin briser cette dynamique, car la prospérité du pays dépend avant tout de la bonne santé de la classe moyenne. Chaque franc dépensé doit d'abord être gagné.



“ De nombreuses familles suisses sont financièrement serrées à cause de la lourdeur des impôts et redevances. Parallèlement, 3 milliards de francs disparaissent à l'étranger via l'aide au développement. C'est injuste. ”

Halte à la croissance constante des dépenses

Malgré quelques soldes positifs dans les comptes de la Confédération, les finances fédérales sont en mauvais état à cause d'une politique excessivement dépensière. En 1990 l'Etat fédéral dépensait encore 32 milliards de francs. Ce montant a passé à 68 milliards en 2017, soit plus que le double. Selon le plan financier, la Confédération a l'intention de dépenser 77 milliards de francs en 2021. Ces dernières années, les dépenses fédérales se sont accrues en moyenne de plus de 3% par an alors que la croissance économique annuelle n'était que de 2% environ.

Taux de croissance très différents d'un secteur à l'autre

Alors que la Confédération économise depuis des années dans les secteurs de l'agriculture et de l'armée, elle a beaucoup de mal à contrôler la hausse des charges dans d'autres domaines. La sécurité sociale est de loin la position la plus importante en représentant aujourd'hui plus d'un tiers du budget fédéral. Contrairement aux lamentations régulières de la gauche qui se plaint d'un «démontage de l'Etat social» et d'«économies étouffant l'Etat», la branche sociale fleurit : depuis le début du millénaire, les charges sociales de la Confédération ont passé de 14 milliards (2000) à 23 milliards de francs (budget 2019), soit une hausse de plus de 50%. La sécurité sociale a ainsi absorbé à elle seule davantage de deniers publics que la formation, les transports et la défense nationale réunis.

L'administration gonfle à nos frais

L'administration fédérale a elle aussi connu une rapide expansion ces dernières années. Les charges de personnel de la Confédération ont progressé entre 2007 et 2017 de 4,5 à 5,9 milliards de francs, ce qui équivaut à une hausse de plus de 20% en 10 ans. Une part importante de cette croissance est due à la création de nouveaux postes et aux changements de fonction. 36 946 personnes étaient employées par la Confédération en 2017 contre 32 000 en 2007.

Halte au terrorisme des amendes

A côté des impôts, taxes et redevances qui ont augmenté ces dernières années au niveau communal, cantonal et fédéral (par ex., TVA, taxes CO2, pourcent de solidarité dans l'assurance-chômage, taxes sur les déchets et les eaux usées), les pouvoirs publics s'offrent de juteuses rentrées supplémentaires en multipliant les amendes de toutes sortes. De nombreux cantons et communes ont augmenté discrètement, mais efficacement leurs recettes par le biais des amendes. Les amendes et redevances ont de plus en plus le caractère de prélèvements fiscaux. L'effet dissuasif des amendes pour promouvoir la sécurité est passée au second plan. Le mécanisme intéressant les pouvoirs publics est facile à comprendre : les amendes sont un moyen facile de ponctionner les citoyennes et les citoyens, alors que les impôts ne peuvent être augmentés qu'avec l'assentiment du peuple.

Afin qu'il nous reste davantage pour vivre

La prospérité et l'emploi ne peuvent être sauvegardés que si les citoyens et les entreprises ont la possibilité de disposer plus librement de leur revenu. Aujourd'hui nous travaillons près de la moitié de l'année juste pour financer les prélèvements obligatoires (impôts, primes, redevances et taxes). Seul un allègement substantiel de la charge fiscale par une réduction des impôts et redevances peut générer des investissements privés, une hausse de la consommation et de la croissance économique, donc des emplois et des places d'apprentissage. L'UDC combat tous les nouveaux impôts, taxes et redevances et exige même une réduction de la charge fiscale. Les questions d'interprétation doivent être réglées en faveur des contribuables, donc des citoyens et des entreprises.

Un Etat svelte

L'UDC s'engage pour un Etat économe et svelte. L'action politique doit viser d'abord les dépenses publiques. Il n'est pas acceptable de créer sans cesse de nouvelles ressources fiscales pour financer de nouvelles tâches de l'Etat. Le domaine où une intervention serait la plus urgente est sans conteste le social où les dépenses explosent et qui absorbe un franc sur trois du budget fédéral. Il est absolument indispensable de prendre des mesures structurelles pour garantir nos acquis sociaux au lieu d'étendre sans cesse l'Etat social. La hausse constante des dépenses pour l'aide à l'étranger et au développement, qui ont atteint 3 milliards de francs chaque année, doit également être endiguée.

Maintenir la concurrence fiscale

Parti du fédéralisme, l'UDC défend la souveraineté fiscale des cantons et des communes. C'est la seule manière d'assurer une concurrence fiscale qui force des autorités devenues paresseuses à axer leur politique fiscale sur les intérêts des citoyens et non pas sur ceux de l'administration publique. La Suisse doit résister aux pressions que l'étranger exerce sur le système fiscal suisse. Des réglementations avantageuses au niveau international ne doivent être adaptées que si elles sont compensées par des allègements fiscaux dans d'autres domaines. L'UDC s'engage en faveur d'une fiscalité suisse compétitive pour l'ensemble des entreprises.

Péréquation financière équitable

La péréquation financière nationale (RPT) redistribue des moyens financiers entre la Confédération et les cantons dans le but d'équilibrer dans une certaine mesure les ressources et les charges des cantons économiquement forts et faibles. L'UDC est d'avis que la compensation financière et l'équilibre des charges doivent être équitables afin de réduire réellement les disparités entre les cantons et de compenser des charges financières excessives dues à des conditions structurelles particulières. La péréquation doit être plafonnée et inciter les cantons bénéficiaires à accroître leur capacité financière. Ladite «responsabilité solidaire», qui pénalise unilatéralement les cantons payeurs économes et performants, doit être levée.

Positions

L'UDC ...

- s'engage pour des impôts, taxes et redevances modérés et refuse tout nouveau prélèvement fiscal;
- veut réduire les dépenses pour l'aide au développement d'au moins un milliard de francs par an et transférer le montant ainsi libéré à l'AVS;
- se bat pour que l'Etat ne dépense pas plus qu'il n'encaisse et pour que les dépenses s'alignent sur les recettes et pas inversement;
- refuse tout affaiblissement du frein à l'endettement. Les excédents budgétaires doivent comme jusqu'ici être affectés à la réduction de la dette fédérale;
- exige un examen régulier et complet des tâches de l'Etat dans le but de supprimer les interventions et unités superflues de l'administration;
- exige une réduction du personnel fédéral au niveau de 2015 et une baisse substantielle des charges financières de personnel dans l'administration centrale (états-majors, communication, conseillers, etc.);
- demande des programmes d'allègement supplémentaires pour freiner la croissance rapide des dépenses fédérales;
- s'engage pour une réduction des dépenses liées;
- se bat pour un référendum financier afin de donner au peuple le dernier mot en matière de dépenses fédérales;
- exige que l'Etat ne croisse pas plus rapidement que l'économie;
- exige une imposition compétitive des entreprises au niveau international;
- s'oppose à toute hausse de la TVA;
- demande la correction d'un système fiscal qui pénalise les couples mariés;
- exige que les pouvoirs publics cessent d'abuser des amendes pour alimenter leurs caisses;
- s'engage pour la sauvegarde du fédéralisme fiscal suisse qui a fait ses preuves;
- demande un plafonnement de la péréquation financière en général et pour les cantons contributeurs en particulier;
- exige la suppression de la responsabilité solidaire dans la péréquation financière.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme salarié, plus d'argent dans mon portemonnaie à la fin du mois et la sécurité de mon emploi;
- ✓ comme consommateur, des prix plus bas;
- ✓ comme automobiliste et motocycliste, moins d'amendes à but fiscal et des carburants à un prix modéré;
- ✓ comme chef d'entreprise, plus de moyens pour des investissements dans l'avenir.

Soutenir la propriété – renforcer la liberté



Non aux expropriations, oui à la protection de la sphère privée

La garantie de la propriété privée est l'une des tâches les plus importantes d'un Etat libéral et démocratique. L'UDC s'engage à ce que les citoyens puissent disposer librement des biens matériels et immatériels qu'ils ont acquis. Il s'agit notamment de veiller à ce que l'État laisse autant d'argent que possible à ses citoyens afin que ces derniers puissent en disposer librement. Mais la défense de la sphère privée des citoyennes et des citoyens devient elle aussi de plus en plus importante. Le citoyen transparent est une notion à rejeter.



“ Je veux décider moi-même ce que je fais avec mon salaire. L'Etat doit s'occuper de ses tâches centrales et me laisser en paix pour le reste. Baissez les impôts et les redevances afin qu'il reste plus d'argent aux familles et à la classe moyenne. ”

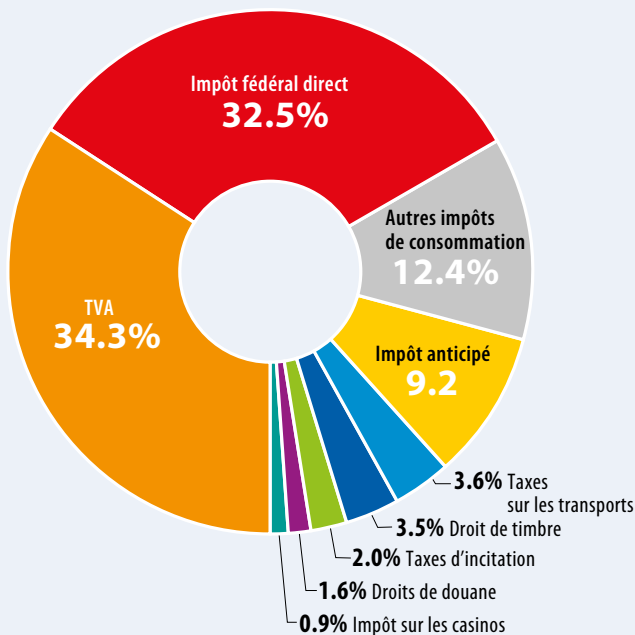
Contre la redistribution à la mode socialiste

Celui qui travaille, qui a mis de l'argent de côté en assumant ses responsabilités et qui veut en profiter par la suite a toutes les raisons de se méfier de la politique voulue par la gauche. La grande majorité des interventions socialistes visent à prendre de l'argent aux uns pour le redonner à d'autres, donc à priver les gens de la propriété qu'ils ont acquise. Le mode de réflexion de la gauche politique est le plus matérialiste et le plus égoïste qui soit, car ces milieux croient que tous les problèmes peuvent être résolus en prenant l'argent des autres. Qu'il s'agisse de l'intégration des étrangers, des retraites anticipées, de la garde extrafamiliale des enfants, des écoles de jour, du congé parental ou des logements sociaux, tout est pour la gauche une question d'argent dont la classe politique doit pouvoir disposer pour le redistribuer.

L'Etat poursuit son expansion

L'Etat n'a cessé de s'étendre ces dernières années et la densité de la réglementation a considérablement augmenté. Preuve en est notamment l'augmentation massive de la quote-part fiscale (somme de tous les impôts, taxes et redevances par rapport au produit intérieur brut). Nous travaillons durant une partie de plus en plus grande de l'année pour payer les impôts, taxes et redevances. L'Etat s'attribue un nombre croissant de tâches qui étaient autrefois assumées par le secteur privé. Nous travaillons cinq mois par an pour l'Etat. La Suisse se classe dans ce domaine au-dessus de la moyenne de l'OCDE.

66.3 milliards de francs d'impôts par an pour la Confédération en 2018



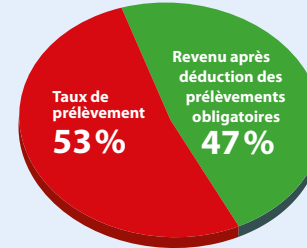
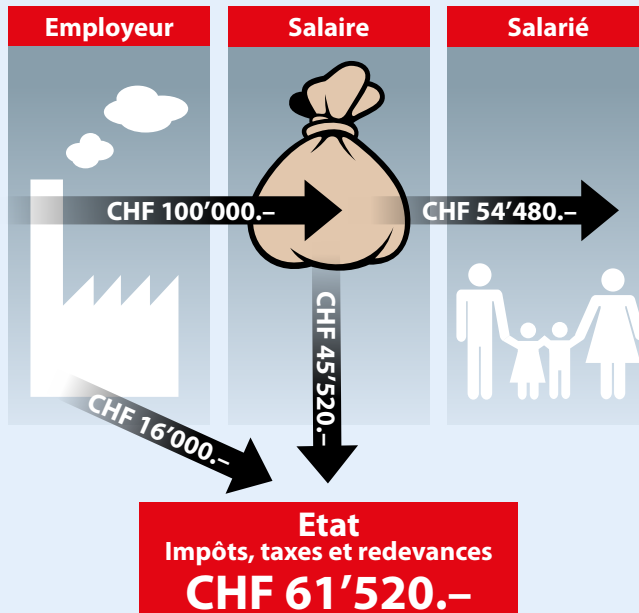
Source: budget 2018

Plus de liberté en matière de propriété foncière

La propriété privée des Suissesses et des Suisses est menacée par une charge fiscale toujours plus lourde. L'acquisition d'un logement pour un usage personnel est compliquée par des exigences et restrictions imposées par l'Etat. Les locataires en pâtissent également, car des logements à des prix équitables ne sont créés

que si les investissements, la construction et la rénovation sont rentables. Sur un marché totalement sur-réglementé par le droit du bail, les lois de l'offre et de la demande ne jouent plus. Qui plus est, des exigences sans cesse nouvelles en termes d'énergie et de sécurité ainsi que la hausse des taxes et redevances accroissent les frais de logement de toute la population.

Les couples avec deux enfants travaillent plus que six mois pour l'Etat!



Revenu effectif du couple:	116'000.00 CHF
Pourcentage employeur (AVS, AI, APG, AC, caisse de pension, assurance-accident professionnel et non professionnel, allocations familiales)	- 16'000.00
Pourcentage salarié	- 14'000.00
Primes d'assurance-maladie	- 11'500.00
Impôt sur le revenu (moyenne nationale)	- 8'700.00
Impôt fédéral direct	- 220.00
TVA sur les dépenses de consommation (denrées alimentaires, vacances, restaurant, téléphone, vêtements, meubles, abonnements journaux, etc.) pour environ 40'000 francs	- 3'000.00
Impôts sur les véhicules à moteur et sur les huiles minérales, vignette autoroutière, droit de douane sur la voiture	- 1'500.00
Impôt sur le tabac (1 paquet de cigarettes par jour)	- 1'600.00
Diverses taxes et redevances (taxes déchets et eaux usées, droit de timbre, assurance-maladie complémentaire, impôt sur les billets, impôt sur l'alcool, impôt pour le chien, franchises dans les coûts de la santé, etc.)	- 5'000.00
Revenu après déduction des prélèvements obligatoires	54'480.00 CHF
Taux de prélèvement	53%

De moins en moins de vie privée

La gauche et les autres partisans du tout à l'Etat veulent nous prendre non seulement notre propriété, mais aussi nous priver de notre sphère privée : suppression du secret protégeant les clients des banques, échange automatique de renseignements bancaires, restriction des paiements en argent liquide, surveillance constante des citoyennes et citoyens. Avec un sans-gêne croissant l'Etat pénètre dans notre vie privée. Le but est toujours d'éduquer les citoyens et de tirer un maximum d'argent de leurs poches. L'UDC n'accepte pas ce développement.

La sphère privée des citoyennes et citoyens doit être respectée et protégée. L'UDC soutient donc les efforts visant à inscrire la protection de la sphère privée dans la Constitution fédérale. Elle se bat aussi avec détermination pour la sauvegarde du

secret protégeant les clients des banques en Suisse et contre l'extension des moyens permettant à l'Etat d'intervenir dans la sphère privée des citoyens et de les surveiller.

Renforcer la propriété privée

L'UDC s'engage de toutes ses forces pour que les citoyens puissent disposer librement des biens matériels et immatériels qu'ils ont acquis. Faute d'une propriété privée garantie par la Constitution, tant le droit à l'autodétermination de l'individu que l'existence d'une société libérale et prospère relèvent du domaine de l'impossible. L'histoire ne cesse de nous le rappeler : dès qu'un Etat ne garantit plus la propriété de ses habitants, voire les en prive, la vie et l'intégrité physique des personnes sont elles aussi menacées.

Moins de redistribution imposée par l'Etat

L'UDC se bat aussi contre l'extension de la redistribution. Un Etat libéral et misant sur la responsabilité individuelle doit veiller à ce que chaque citoyen puisse disposer aussi librement que possible de sa propriété et de son argent et les engager comme bon lui semble. L'UDC ne veut pas d'un Etat qui tire des poches des citoyens un argent durement gagné pour le redistribuer à sa guise – même si l'intention paraît a priori bonne. Le citoyen sait parfaitement lui-même comment et où il peut dépenser son argent sous sa propre responsabilité. Le minage de ce principe conduit tout droit au socialisme, donc vers un Etat qui accapare la propriété des citoyens pour s'en servir à des fins fixées par lui.



Moins de bureaucratie dans la planification et la construction

Dans le secteur immobilier l'UDC demande un assouplissement aussi bien des prescriptions d'exploitation relevant du droit de bail que des contrôles des loyers. La propriété d'un logement pour l'usage personnel doit être encouragée par des

incitations fiscales. L'imposition de la valeur locative actuellement en vigueur est hostile à la propriété foncière et doit donc être supprimée. L'UDC refuse la construction de logements sociaux subventionnés par l'Etat. Il en résulte toujours des effets de distorsion de la concurrence qui entravent les investissements privés.

Positions

L'UDC ...

- s'engage pour un minimum d'interventions et de prescriptions de l'Etat;
- accorde une place importante à la protection de la propriété privée;
- combat les tendances de l'Etat à restreindre l'utilisation d'argent liquide et s'oppose aussi à la mainmise de l'Etat sur les économies et les fonds des caisses de pension;
- s'oppose à des réglementations hostiles à la propriété dans le droit du bail et de la construction ainsi que dans le domaine immobilier;
- soutient la suppression de l'imposition de la valeur locative qui pénalise la propriété du logement;
- exige un tassement des taux de progression fiscaux;
- défend la propriété intellectuelle, base essentielle de la recherche et de la production industrielle en Suisse;
- s'engage pour la protection de la sphère privée et contre les excès de la surveillance que l'Etat exerce sur les citoyens.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme citoyen, le droit à l'autodétermination;
- ✓ comme famille, des moyens financiers supplémentaires;
- ✓ comme salarié ou rentier, une baisse de la charge des impôts et redevances;
- ✓ comme propriétaire de mon logement, la garantie de ma propriété;
- ✓ comme client d'une banque, la protection de ma sphère privée;
- ✓ comme chef d'entreprise, le fruit de mes développements et innovations;
- ✓ comme assuré d'une caisse de pension, la garantie que le capital que j'ai versé reste ma propriété.

Politique concernant les étrangers



Katia Weber
Assistante en photographie

Ramener l'immigration à un niveau raisonnable

Les personnes qui veulent s'installer en Suisse doivent subvenir elles-mêmes à leurs besoins, s'intégrer et respecter l'ordre juridique du pays. L'immigration doit être utile à la Suisse. Or, l'arrivée en masse et incontrôlée d'étrangers en provenance de l'UE menace les emplois des travailleurs âgés. Au lieu de professionnels qualifiés, ce sont avant tout des travailleurs bon marché et leurs familles qui affluent en Suisse. La décision du peuple de gérer à nouveau de manière autonome l'immigration doit enfin être respectée.



“ Le peuple ne veut pas d'une immigration démesurée. Notre infrastructure, la nature, le marché du travail et tous les domaines de la vie sociale en pâtissent. La politique ignorant la volonté du peuple, il faut soutenir l'initiative de limitation. ”

Une Suisse attractive

La Suisse est un pays magnifique qui offre de surcroît une qualité de vie élevée et une grande prospérité. Ces avantages doivent être préservés. Il n'est guère étonnant que notre pays attire des migrants qui sont séduits par les conditions économiques, politiques et sociales de notre pays. Nous devons donc veiller d'autant plus à ce que l'immigration ne dépasse pas une mesure tolérable. En particulier, nous devons pouvoir décider nous-mêmes de la qualité et du nombre d'immigrants que nous acceptons.

Fixer et imposer des règles claires

La Suisse doit fixer des règles claires pour les étrangers et les imposer rigoureusement. Chaque étranger doit savoir si et dans quelles conditions il peut séjourner en Suisse. Les étrangers qui tombent à la charge de l'Etat, deviennent criminels, refusent de se conformer aux us et coutumes de notre pays ou manifestent des tendances extrémistes doivent être renvoyés. Une intervention rigoureuse à ce niveau donne plus de crédit à nos lois, accroît notre sécurité et réduit nos charges sociales. Parallèlement, les étrangers qui font un effort, qui s'intègrent et qui respectent nos règles sont avantagés.

Des professionnels qualifiés au lieu d'une main-d'œuvre bon marché

Les entreprises aux activités internationales doivent pouvoir faire venir les meilleurs spécialistes en Suisse pour répondre à la concurrence mondiale. C'est indispensable pour sauvegarder la position de la Suisse comme site d'institutions de recherche leaders au

niveau mondial et de fabricants de produits novateurs. Or, d'une part, l'immigration de spécialistes venant de pays en dehors de l'UE est limitée, d'autre part, n'importe quel ressortissant UE peut, grâce à la libre circulation des personnes, immigrer en Suisse indépendamment de ses qualifications professionnelles.

La prospérité stagne à cause de l'immigration

Les associations économiques comme *economiesuisse* prétendent que la Suisse a profité de la libre circulation des personnes puisque le produit intérieur brut a augmenté. Mais pourquoi le citoyen individuel n'aperçoit-il aucun avantage et pourquoi les salaires stagnent-ils ? La raison est simple : le PNB a certes légèrement augmenté, mais il se répartit entre un nombre beaucoup plus élevé d'habitants. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE, la part des étrangers à la population s'est accrue de plus d'1,1 millions de personnes (700'000 immigrants de l'UE) pour atteindre 2,1 millions. Un habitant sur quatre de la Suisse est aujourd'hui un étranger. Le produit intérieur brut de la Suisse stagne à environ 79 000 francs par habitant (2017). La Suisse perd du terrain en termes de productivité et de création de valeur. Cela doit changer.

L'immigration démesurée a des conséquences négatives pour tous

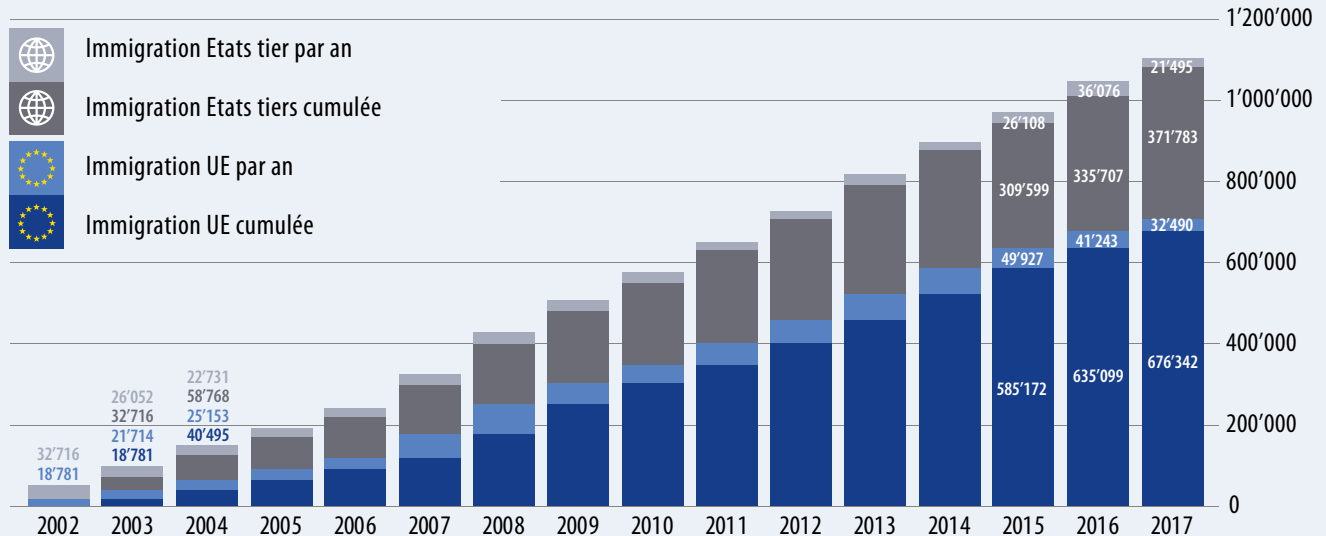
Les conséquences de cette croissance démographique massive sont perceptibles tous les jours et pour tout le monde : trains bondés, routes bouchées, hausse des loyers et des prix des terrains, perte de précieuses terres cultivables par le bétonnage, pressions

sur les salaires, salariés indigènes évincés du marché du travail, changement culturel dans la direction des entreprises. Cette immigration démesurée menace notre liberté, notre sécurité, le plein emploi et nos paysages. L'UDC ne veut pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants.

La libre circulation des personnes : une expérience ratée

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, nous ne pouvons plus décider nous-mêmes qui nous voulons accepter en Suisse et qui nous ne voulons pas admettre dans notre pays. Cela doit cesser. Il ne viendrait jamais à l'esprit des gouvernants

Plus de 1,1 million de migrants depuis l'introduction de la libre circulation des personnes



Source: OFS, migration internationale de la population résidente selon la nationalité, le sexe et l'âge

de pays d'immigration classiques comme les Etats-Unis, le Canada ou l'Australie de donner le droit d'immigrer à plus de 500 millions de ressortissants d'Etats étrangers. Bien au contraire, de nombreux pays réagissent face aux développements internationaux en durcissant leurs lois d'immigration. L'objectif doit être de réglementer l'immigration strictement en fonction des besoins de l'économie, dans l'intérêt de la sécurité et selon les ressources disponibles en Suisse.

L'initiative de limitation règle l'immigration

L'objectif de l'initiative populaire «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)» lancée par l'UDC est de permettre à la Suisse de gérer à nouveau indépendamment l'immigration sur son territoire et d'interdire toute libre circulation des personnes. Elle a été déposée le 31 août 2018 avec 119 000 signatures valables. Le Parlement ayant refusé d'appliquer l'initiative contre l'immigration de masse, le peuple doit le rappeler à l'ordre. La nouvelle initiative charge le Conseil fédéral de négocier avec l'UE et d'abroger l'accord sur la libre circulation des personnes au plus tard six mois après l'acceptation de l'initiative. Faute d'une entente avec Bruxelles pendant cette période, l'accord de libre circulation doit être résilié dans les trente jours.

Limiter les prestations sociales et le regroupement familial

Une restriction claire et nette du regroupement familial et des prestations sociales empêchera d'emblée la venue en Suisse d'étrangers sans moyens de subsistance et espérant vivre au crochet de l'Etat.

Il faudra par exemple imposer la règle selon laquelle seules des personnes ayant cotisé au moins deux ans à l'assurance-chômage suisse ont droit à une indemnité. Des délais devront également être imposés au niveau suisse pour l'obtention de l'aide sociale. Concernant le regroupement familial, il s'agira de veiller à ce que seules soient autorisées à faire venir leur famille les personnes qui peuvent effectivement en assurer la subsistance et qui disposent d'un logement suffisamment grand et financé par elles-mêmes pour accueillir la famille. Cette réduction des prestations sociales permettrait de réduire sensiblement l'immigration sans pour autant empêcher l'économie de recruter des professionnels qualifiés.

Interventions systématiques contre les clandestins

La Suisse doit enfin se montrer plus sévère à l'égard des immigrants illégaux et des étrangers vivant clandestinement dans le pays. Il suffirait en réalité que la législation en vigueur concernant les étrangers soit rigoureusement appliquée. Les cantons doivent notamment prendre leurs responsabilités. Les nouvelles réglementations selon lesquelles des clandestins peuvent fréquenter les écoles, suivre des apprentissages et même payer les cotisations AVS sont à rebours de toute conception normale du droit. Non seulement lesdits «sans-papiers» séjournent illégalement en Suisse, mais en plus ils ne paient pas d'impôts. Les personnes interpellées qui n'ont pas d'autorisation de séjour doivent être expulsées et, pour empêcher les entrées illégales, les frontières doivent être mieux surveillées. Le régime actuel provoque des incitations contre-productives et pénalise les étrangers qui s'efforcent d'obtenir légalement un permis de séjour.

L'effort d'intégration doit venir des immigrants

L'intégration est l'affaire des immigrants. Une personne, qui souhaite immigrer dans un pays, doit au préalable être parfaitement consciente de ce que cela signifie. Elle doit apprendre la langue locale et se familiariser avec les us et coutumes. Pour être efficace, l'effort d'intégration doit venir des immigrants. Or, la politique actuelle prône la démarche inverse : les autorités suisses doivent veiller à l'intégration des étrangers. Des mesures et offres onéreuses financées par les contribuables sont mises en place pour encourager les étrangers à s'intégrer. Les étrangères et étrangers qui refusent de s'intégrer doivent quitter la Suisse.

La naturalisation doit être précédée d'une intégration effective

Seule une personne qui s'est intégrée avec succès, qui subvient à ses propres besoins, qui n'a pas de passé criminel et qui maîtrise bien une langue nationale doit avoir droit à la naturalisation, donc bénéficier du privilège de participer à la vie politique de la Suisse. L'UDC refuse le droit de vote et d'élection des étrangers, tout comme les facilités supplémentaires apportées à la naturalisation. Il faut également introduire une naturalisation à l'essai pour pouvoir exclure les individus qui tombent dans la criminalité peu après leur naturalisation. Ainsi, le passeport suisse ne sera accordé



qu'à une personne qui, durant plusieurs années, aura fait la preuve qu'elle respecte le droit de notre pays. En outre, il doit être possible de retirer le passeport suisse aux doubles-nationaux qui ont commis des crimes ou qui participent à des organisations extrémistes.

Naturalisation en masse depuis plusieurs années

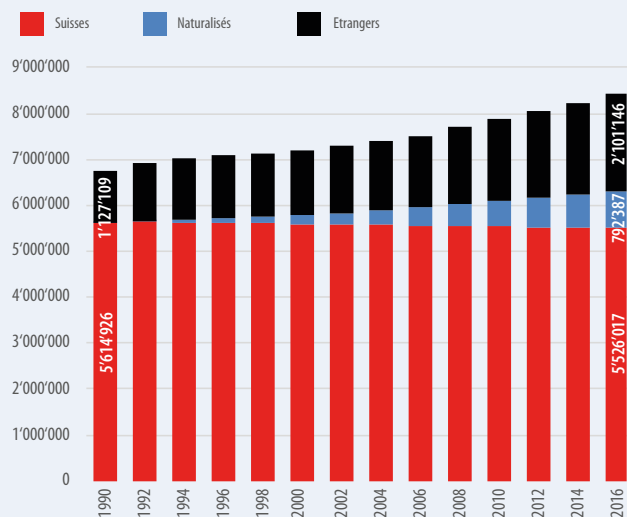
La gauche avance régulièrement l'argument selon lequel la forte proportion d'étrangers vivant en Suisse s'explique par une pratique restrictive en matière de naturalisation. Cette allégation est invalidée par les statistiques. Depuis 2002, la Suisse naturalise entre 35 000 et 46 000 étrangers par an. La tendance est à la hausse. Ce chiffre est très élevé en comparaison internationale compte tenu de la population totale. Au niveau européen, la Suisse se classe ainsi parmi les cinq premiers pays. Cela n'empêche pas la proportion d'étrangers d'augmenter d'année en année.

Les problèmes sont «naturalisés»

La pratique de naturalisation laxiste de certains cantons et des villes gouvernées par la gauche a pour effet que le passeport suisse est donné à des personnes qui sont mal ou qui ne sont pas du tout intégrées. Nombre de ces nouveaux Suisses ne parlent guère une langue nationale, ignorent les us et coutumes du pays ou tombent dans la criminalité après leur naturalisation. Du point de vue statistique cependant, ces personnes sont ensuite considérées comme des Suisses. C'est dire que les problèmes posés par la surpopulation étrangère sont tout simplement «naturalisés». La logique voudrait pourtant que la naturalisation soit la conséquence d'une intégration réussie. Le droit de cité suisse ne doit être ac-

cordé qu'à une personne se comportant correctement, subvenant elle-même à ses besoins et parlant au moins une langue nationale.

La population suisse reste stable – explosion démographique à cause de l'immigration croissante!



Développement de la population résidente permanente en Suisse

Naturalisations par an cumulées depuis 1990

Positions

L'UDC ...

- veut, avec son initiative de limitation, instituer une gestion autonome de l'immigration et interdire toute libre circulation des personnes;
- veut permettre le recrutement de professionnels étrangers qualifiés, également en provenance d'Etats hors UE;
- veut empêcher que la pression sur les salaires continue d'augmenter et que notamment des salariés âgés soient évincés de leur place de travail en raison de l'immigration;
- demande le renvoi rigoureux et rapide des étrangers sans autorisation de séjour et des étrangers criminels;
- exige la restriction du regroupement familial et des prestations sociales pour tous les immigrants afin d'empêcher l'immigration dans l'Etat social;
- exige la révocation du permis d'établissement de personnes vivant depuis plus de deux ans de l'aide sociale;
- exige que tout le monde respecte les règles, les us et coutumes et les traditions de notre pays;
- combat les onéreux programmes d'intégration mis en place par l'Etat; l'effort d'intégration doit partir des immigrants;
- n'accepte pas que les cantons versent une aide sociale à des personnes sous le coup d'une décision de renvoi ayant force de loi et qui auraient dû quitter la Suisse depuis longtemps;
- s'oppose à la naturalisation de criminels et d'assistés sociaux;
- refuse des facilités supplémentaires en matière de naturalisation;
- demande une naturalisation à l'essai afin que le droit de cité accordé à des personnes tombant dans la criminalité peu après l'obtention du passeport suisse puisse être révoqué;
- s'oppose à toute forme de droit de vote et d'élection pour les étrangers;
- demande au Conseil fédéral, avant d'approuver le pacte mondial sur les migrations et les réfugiés et d'adopter des mesures dites «softlaw», de soumettre au Parlement un arrêté fédéral ordinaire susceptible de faire l'objet d'un référendum.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme citoyen, la possibilité d'intervenir dans la politique d'immigration;
- ✓ à la place de travail moins de pression provenant de l'arrivée d'une main-d'œuvre bon marché en provenance de l'UE;
- ✓ comme voisin, des étrangers qui respectent les règles de mon pays;
- ✓ des concitoyens bien intégrés avec lesquels je peux facilement communiquer;
- ✓ plus de sécurité parce que les étrangers criminels sont systématiquement expulsés;
- ✓ une Suisse qui reste comme elle est, comme nous la connaissons et comme nous l'aimons.

L 989 J

Politique d'asile



Romain Belotti
Chef d'entreprise

Corriger enfin le chaos qui règne dans la politique d'asile

Fidèle à sa tradition humanitaire, la Suisse accueille des personnes dont l'intégrité physique et la vie sont menacées. Or, depuis qu'elle ne fait plus de distinction entre politique d'asile et politique de migration, la Suisse doit entretenir des milliers de migrants économiques aux frais des contribuables. Les autorités acceptent systématiquement de se laisser mener par le bout du nez. L'UDC combat cette mauvaise politique d'asile et l'explosion des coûts, la croissance de la criminalité et les problèmes sociaux qui en résultent.



“ Le système suisse de l'asile n'a plus aucun rapport avec notre tradition humanitaire. C'est devenu une industrie qui nous coûte des milliards. En Afrique, les bandes de passeurs encaissent, en Suisse, l'industrie du social s'engraisse. ”

Humains, oui, naïfs, non !

La Suisse accueille depuis toujours des hommes et des femmes qui sont persécutés dans leur patrie et dont l'intégrité physique et la vie sont menacées. Notre tradition humanitaire est bien plus ancienne que n'importe quelle convention internationale sur les réfugiés ou les droits de l'homme. Mais cette tradition humanitaire ne signifie pas que nous devons nous laisser rouler dans la farine. La réalité est évidente : on ne distingue plus clairement entre requérants d'asile et migrants économiques (travailleurs étrangers). De plus en plus de personnes provenant des régions pauvres du monde abusent du droit d'asile pour tenter leur chance en Suisse sans visa et sans autorisation de séjour. En finançant complètement le séjour de réfugiés économiques avec l'argent des contribuables, l'Etat encourage en réalité ces personnes à se faire passer comme «réfugiés» et se comporte injustement à l'égard des personnes qui respectent notre législation sur l'immigration.

L'industrie de l'asile rapporte des milliards

Une personne qui dépose une demande d'asile bénéficie dès le premier jour du soutien de l'Etat. Elle a droit à des soins médicaux gratuits ; elle peut se mouvoir librement ; elle est reçue, conseillée et suivie attentivement par les juristes de l'asile et les employés des œuvres d'entraide. Cet hébergement tout compris financé par l'Etat a provoqué l'émergence d'une véritable industrie de l'asile. Les juristes, travailleurs sociaux et autres profiteurs de gauche n'ont évidemment aucun intérêt à conseiller à un requérant d'asile de renoncer à un recours ou à

l'encourager à rentrer rapidement dans son pays. Résultat : les procédures s'allongent. Des personnes, dont il est d'emblée évident qu'elles ne sont nullement persécutées ou menacées, peuvent ainsi séjourner des années, voire définitivement en Suisse.

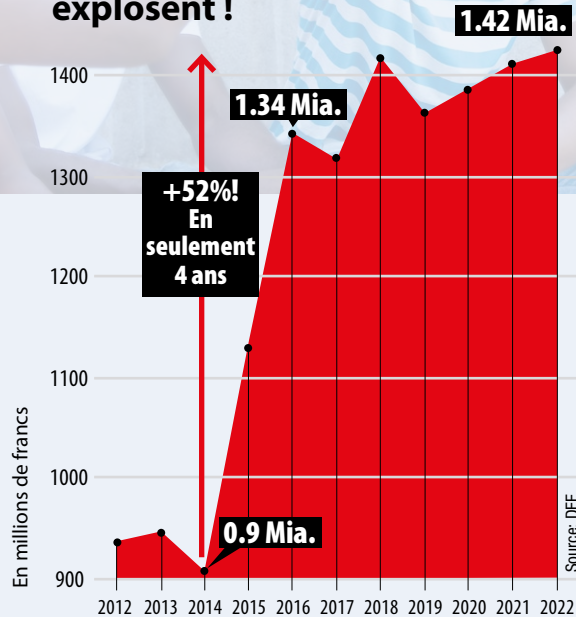
«Schengen/Dublin» ne fonctionne pas

Les accords de Schengen/Dublin interdisent à la Suisse de contrôler systématiquement ses frontières. L'idée est que l'immigration illégale est stoppée dès la frontière extérieure de l'espace Schengen. Or, la protection frontalière UE ne fonctionne absolument pas. Les organisations criminelles de passeurs en sont les principaux profiteurs. Seule une partie des personnes arrivées en Europe est enregistrée. C'est dire que les pays méditerranéens, complètement dépassés par cet afflux de migrants, violent ouvertement l'accord de Schengen. Conséquence de la libre circulation (frontières ouvertes à la suite de l'accord de Schengen), des migrants clandestins ne sont arrêtés que par hasard. Ils peuvent ainsi se rendre librement et sans s'enregistrer dans le pays qui leur offre les meilleures prestations, soit le nord de l'Europe et la Suisse. Même les requérants qui ont déjà été enregistrés dans le pays du premier accueil ne peuvent souvent pas y être renvoyés. Soit les Etats concernés refusent de les reprendre, soit les délais sont sciemment dépassés.

Les coûts de l'asile augmentent massivement

Le nombre de demandes d'asile influence directement les coûts du secteur de l'asile. Au seul niveau fédéral, on prévoit jusqu'en 2022 des charges annuelles de plus de 1,4 milliard de francs,

Les coûts de l'asile explosent !



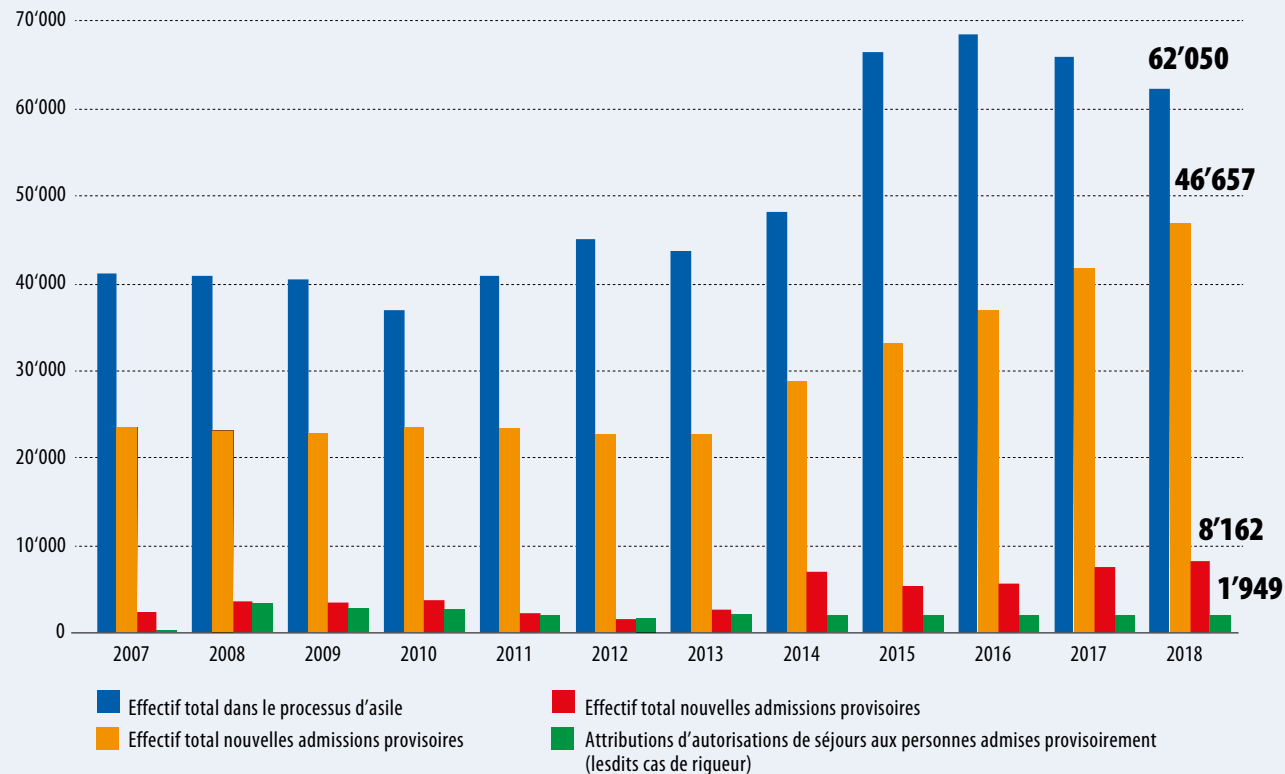
Coûts annuels du secteur de l'asile au niveau fédéral, sans les communes ni les cantons

soit environ 57% de plus qu'en 2014. Il s'agit là principalement de paiements de transfert aux cantons. La Confédération est en effet obligée d'assumer l'aide sociale donnée aux réfugiés durant 5 à 7 ans selon le statut de ces derniers. A l'échéance de ce délai, les cantons et les communes supportent seuls toutes les conséquences de la désastreuse politique d'asile de la Confédération. Ces charges comprennent aussi les coûts subséquents au niveau des écoles, de la pédagogie curative, des travailleurs sociaux, de l'infrastructure, de l'industrie d'accompagnement, de la police, des tribunaux, des services de traduction, etc.

Les cantons et les communes doivent augmenter les impôts

Le département fédéral responsable de ce dossier refuse obstinément de répondre aux questions des parlementaires sur le coût global de l'asile en Suisse. Il se contente d'arguer du partage des compétences de la Confédération et des cantons alors que des statistiques précises sont établies dans tous les autres domaines politiques. On sait cependant qu'aujourd'hui déjà les cantons et les communes ploient sous les coûts énormes de l'aide sociale versée dans le secteur de l'asile. Voyons l'exemple de la commune d'Aarburg avec ses 8000 habitants : un tiers du budget communal revient à l'aide sociale dont la majeure partie des bénéficiaires sont des anciens requérants d'asile. Cette situation s'aggravera massivement au niveau national lorsque les subventions fédérales pour l'année record 2015 seront supprimées. La proportion de requérants d'asile vivant de l'aide sociale atteint en 2018 l'incroyable chiffre de 90,4% au niveau suisse ! La facture doit être principalement payée par la classe moyenne.

Faute d'être renvoyés dans leur pays, les requérants d'asile sont toujours plus nombreux à rester en Suisse!



Criminalité disproportionnée chez les requérants d'asile

La lutte contre la criminalité et l'exécution des peines est une lourde charge pour les cantons. Les requérants d'asile violent proportionnellement beaucoup plus souvent les lois que les Suisses ou les étrangers résidants. Alors que les personnes du secteur de l'asile représentent 1,4% de la population, 10% des viols et homicides sont à mettre sur leur compte. Des personnes qui violent aussi grossièrement le régime juridique de leur pays d'accueil ne peuvent pas être menacées ou persécutées dans leur pays d'origine, sinon ils ne mettraient pas en péril par un comportement criminel leur droit de séjour dans un pays sûr. Les requérants d'asile récalcitrants et délinquants doivent donc être placés dans des centres fermés et expulsés dans les plus brefs délais.

La conduite politique est déterminante

La responsabilité du chaos qui règne dans le domaine de l'asile incombe au membre du Conseil fédéral chargé de ce dossier et dépend de sa volonté politique. Au lieu de s'attaquer réellement aux problèmes, on se précipite régulièrement devant les médias pour annoncer de grandes réformes sans aucune utilité réelle et on se décharge de ses responsabilités sur les cantons et les communes. C'est à ces derniers qu'il incombe ensuite de régler les problèmes de logement, de sécurité et d'intégration qui ne devraient en fait même pas exister. Il faut absolument que la Confédération agisse pour que la Suisse soit moins attrayante pour les faux réfugiés et les migrants économiques.

Les abuseurs du droit d'asile doivent être renvoyés le plus rapidement possible dans leur pays d'origine.

Mesure contre les entrées illégales

Le moyen le plus efficace de résoudre le problème de l'asile serait de veiller à ce que les faux réfugiés ne puissent pas entrer en Suisse. Le contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen ne fonctionnant de toute évidence pas et divers Etats UE ne respectant pas l'accord de Dublin, la Suisse doit à nouveau contrôler elle-même ses frontières. Le Corps des gardes-frontière doit à cet effet être muni d'équipements techniques de surveillance modernes et doit être soutenu par les polices cantonales et, si nécessaire, par des renforts de l'armée.

Pas d'entrée en provenance d'Etats sûrs

Les entrées et séjours clandestins en Suisse et les complicités dans ces délits doivent être sévèrement poursuivis. Une personne qui entre illégalement en Suisse en provenance d'un Etat sûr n'a pas droit à l'asile puisqu'elle est censée avoir trouvé aide et protection dans ce pays. Ce principe, qui est au cœur de l'accord de Schengen, doit enfin être appliqué. S'agissant des réfugiés de guerre, la priorité doit être donnée à l'aide sur place et dans le contexte géographique immédiat.

Réduire l'attractivité pour les faux réfugiés

Il faut enfin cesser de récompenser les faux réfugiés en leur permettant de déposer une demande d'asile en Suisse. L'attractivité que la Suisse exerce sur ces gens doit être massivement

abaissée. D'une part, il faut diminuer fortement les prestations sociales afin d'inciter les réfugiés reconnus à se trouver un emploi ; d'autre part, l'aide sociale et d'urgence ne doit être accordée que sous la forme de bons ou en nature. Les envois d'argent dans les pays d'origine doivent cesser, car ils encouragent encore plus d'habitants de ces régions lointaines à prendre le chemin de l'Europe.

Pendant la durée de la procédure d'examen, les requérants d'asile doivent être installés dans des centres contrôlés avec un rayon de déplacement géographiquement limité pour les empêcher de disparaître dans la nature. Tous les moyens techniques, y compris les données de téléphone mobile, les réseaux sociaux et les informations des services de renseignement doivent être exploités pour déterminer l'origine des requérants et vérifier leurs déclarations. Les personnes qui boycottent la procédure ou qui ne respectent pas le régime légal suisse doivent être placées dans un centre fermé.

Vérifier régulièrement le statut de réfugié

Les personnes ayant reçu le statut de réfugié ou admises provisoirement doivent faire l'objet d'une vérification régulière quant à la justification de leur autorisation de séjour. Un réfugié qui voyage dans son pays d'origine pour y passer ses vacances ou pour une autre raison n'y est de toute évidence plus menacé. Par conséquent, son statut de réfugié avec tous les privilèges qu'il comporte doit être révoqué et son renvoi doit être ordonné ou son retour en Suisse refusé. Par ailleurs, le Conseil fédéral doit donner la priorité à la conclusion d'accords de ré-

admission. Des Etats qui refusent d'admettre leurs concitoyens renvoyés par la Suisse ne doivent plus bénéficier de l'aide au développement. Une fois de plus, nous exigeons avec force que la diplomatie se mette au service des intérêts nationaux.

Exécuter immédiatement les renvois

Les personnes dont la demande d'asile a été refusée ou dont le statut de réfugié a été révoqué doivent être renvoyées le plus rapidement possible dans leur pays. Durant la période séculant jusqu'à leur départ, elles ne doivent bénéficier que de l'aide d'urgence en nature. Celles et ceux qui s'opposent à leur renvoi doivent être placés en détention et expulsés de force. Les cantons doivent être soutenus dans cet effort, mais il serait aussi temps de leur rappeler leurs obligations légales. Une pratique de renvoi laxiste ou la poursuite de l'aide sociale à des personnes sous le coup d'une décision de renvoi, comme c'est le cas dans certains cantons, nuit aux intérêts nationaux et doit donc absolument cesser.



Positions

L'UDC ...

- exige le renvoi systématique des réfugiés économiques afin que la Suisse puisse aider les personnes réellement menacées;
- demande une application rigoureuse de la législation sur l'asile et des décisions rapides;
- exige que pour les réfugiés de guerre la priorité soit donnée à l'aide sur place;
- exige l'application rigoureuse de l'accord de Dublin afin qu'on cesse d'accorder une procédure d'asile aux personnes entrant en Suisse en provenance d'Etats sûrs;
- veut que la protection des frontières soit renforcée par des mesures architecturales et des contrôles plus intenses;
- demande le recours systématique à des méthodes scientifiques pour déterminer l'âge réel de requérants d'asile se prétendant mineurs;
- exige la surveillance des appareils de télécommunication pour identifier des requérants d'asile;
- demande que les requérants soient placés dans des centres contrôlés durant la procédure d'examen et que des centres fermés soient prévus pour les requérants d'asile récalcitrants et délinquants;
- exige la réduction des prestations d'assistance accordées aux personnes de l'asile à tous les niveaux;
- exige que les prestations de soutien accordées aux requérants d'asile refusés soient limitées aux stricts besoins vitaux;
- exige l'interdiction ou du moins la restriction du regroupement familial;

- exige que les réfugiés qui voyagent dans leur pays soient immédiatement privés de leur droit de séjour en Suisse;
- exige que les requérants d'asile, les sans-papiers et les personnes admises provisoirement soient, à des fins de transparence des coûts, assurés auprès d'une caisse-maladie au catalogue de prestations réduites;
- exige que les requérants d'asile tombés dans la criminalité soient immédiatement exclus de la procédure d'asile et renvoyés;
- exige le renvoi rapide des personnes admises provisoirement, donc aussi qu'on renonce à les intégrer dans le marché du travail.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme contribuable, une charge réduite grâce à des économies dans le domaine de l'asile et de l'aide sociale;
- ✓ comme être humain, la garantie que la Suisse offre protection aux personnes réellement persécutées conformément à sa tradition humanitaire;
- ✓ comme citoyen, la certitude que notre Etat ne se laisse par rouler dans la farine par des migrants économiques;
- ✓ dans la vie quotidienne, plus de sécurité parce qu'il y aura moins de requérants d'asile traînant dans les rues, souvent en état d'ébriété, et parce que la criminalité violente sera sévèrement punie.

Sécurité, droit et ordre



Protéger les victimes et pas les délinquants

La Suisse faisait autrefois partie des pays les plus sûrs du monde. Une politique laxiste, une application molle des lois et l'ouverture des frontières à la suite de l'adhésion à l'espace Schengen ont eu pour effet que la Suisse figure aujourd'hui parmi les pays affichant un taux de criminalité élevé. Il ne faut pas que la Suisse devienne l'eldorado des criminels. La punition des criminels doit être dissuasive et les peines et mesures doivent être rigoureusement appliquées.



“L'Etat doit garantir la sécurité des habitants. Or, la Suisse est beaucoup moins sûre depuis l'ouverture des frontières. Conclusion: l'Etat suisse doit à nouveau contrôler ses frontières.”

L'insécurité s'accroît

Toutes les treize minutes de l'année 2017 un cambrioleur a pénétré quelque part en Suisse dans un appartement ou une maison. Cette même année on a compté près de 500 cambriolages pour 100 000 habitants. C'est dire que la Suisse est depuis des années la destination européenne favorite des bandes criminelles. Ce développement se répercute directement sur le sentiment de sécurité des citoyennes et des citoyens. Beaucoup d'entre eux ne se sentent plus en sécurité en Suisse. Des personnes âgées et des femmes n'osent plus marcher dans les rues la nuit venue. Des jeunes gens et notamment des jeunes femmes sortant le soir sont menacés, voire attaqués physiquement.



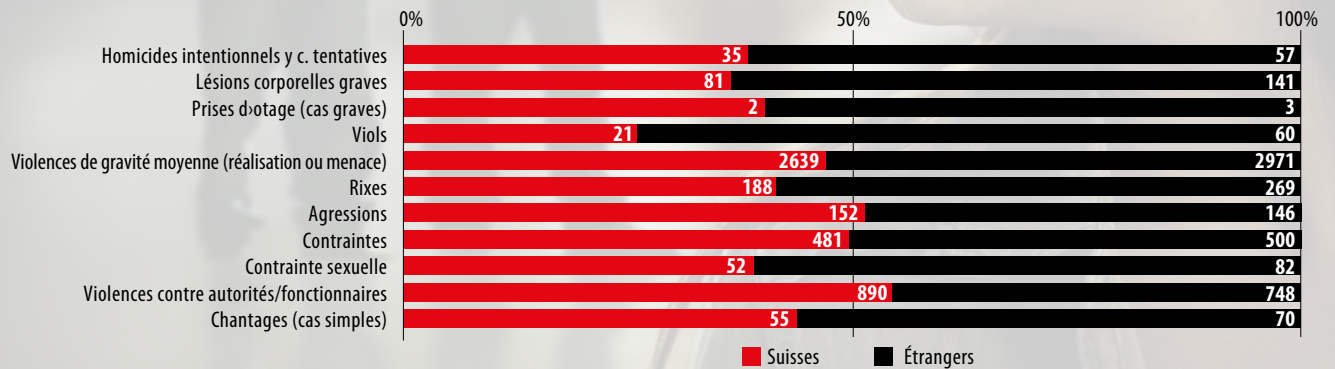
La politique refuse de faire son travail

Le peuple et les cantons ont approuvé en 2010 l'initiative populaire UDC pour le renvoi des étrangers criminels. C'était un mandat clair et net que le Conseil fédéral et le Parlement se sont empressés d'affaiblir en y ajoutant une «clause pour les cas de rigueur». Les tribunaux peuvent donc continuer de décider à leur guise s'ils veulent expulser un criminel étranger ou non. Le souverain a par la suite refusé l'initiative UDC de mise en œuvre en faisant confiance à la promesse des élus du centre et de la gauche de veiller à une application «extrêmement sévère» de la première initiative et à une utilisation rarissime de la clause de rigueur. Comme l'UDC l'avait pronostiqué déjà durant les débats parlementaires, les délinquants étrangers continuent de bénéficier d'une grande clémence en matière d'expulsion. La statistique des renvois confirme ce constat. La «clause pour les cas de rigueur» est en réalité une «clause de protection des malfaiteurs».

Adolescents en péril

Notre système pénal est insuffisant de plusieurs points de vue. D'abord, les tribunaux prononcent systématiquement des peines trop douces, notamment dans les cas de crimes violents. Un trop grand nombre de jugements cléments et une exécution laxiste des peines et mesures enlève tout caractère dissuasif au système pénal. Ensuite, la conception actuelle de notre système pénal tend vers des sanctions douces et visant surtout à assister les délinquants. L'idée de l'effet thérapeutique l'emporte sur le caractère punitif et dissuasif que doit avoir une peine.

Condamnations selon les actes pénaux en 2017



Source: Office fédéral de la statistique, section criminalité et droit pénal, crimebsf.admin.ch

Les juges qui prononcent de tels jugements oublient volontiers les victimes, notamment les victimes d'actes de violence. Des durcissements sont également nécessaires dans le droit des mineurs. Le fait que des malfaiteurs âgés de 17 ans bénéficient de peines et sanctions beaucoup plus douces que les adultes est bien connu dans les milieux du crime organisé qui recrutent de plus en plus d'enfants pour commettre des délits.

Tolérance zéro face à la violence

L'UDC exige des peines beaucoup plus sévères contre les actes de violence, notamment lorsque des agents de police sont attaqués. Dans le droit pénal, seules des sanctions rigoureuses ont un effet dissuasif. Il faut donc multiplier les peines minimales pour réduire la marge d'appréciation des juges. Il est aussi urgent de durcir le droit pénal des mineurs et de donner à la justice la possibilité d'appliquer à des délinquants mineurs le droit pénal des adultes. En outre, il faut corriger un mode d'exécution excessivement onéreux, car axé principalement sur la thérapie. Une peine d'emprisonnement ne doit pas ressembler à un séjour dans un établissement de bien-être.

Contrôler les frontières

La Suisse doit rétablir les contrôles aux frontières existant avant son adhésion à l'accord de Schengen. Un pays qui doit ouvrir ses frontières et renoncer aux contrôles systématiques

des passages frontaliers abandonne un élément essentiel de sa souveraineté et met en jeu sa sécurité. Des bandes de voleurs étrangers organisent de véritables rapines en Suisse. Cela n'empêche pas que la Suisse doive consacrer chaque année plus d'argent des contribuables au système inefficace de Schengen. Alors que le Conseil fédéral avait parlé avant la votation populaire sur l'accord de Schengen d'un montant de quelque 8 millions de francs, la facture annuelle s'élève aujourd'hui à plus de 100 millions (tendance à la hausse).

Un contrôle total des frontières est évidemment impossible. Toutefois, la possibilité de tomber sur un contrôle exerce un effet dissuasif qu'il ne faut pas sous-estimer. Il n'est pas surprenant que lesdits touristes criminels sévissent principalement dans les villes et villages proches des autoroutes, car ils peuvent disparaître rapidement au-delà de la frontière après avoir commis leurs méfaits. La Suisse doit aussi se réserver le droit de décider souverainement en matière de visas et ne pas reprendre aveuglément les visas Schengen.



Positions

L'UDC...

- exige que les intérêts des victimes passent systématiquement avant les intérêts des criminels;
- exige une action rapide et rigoureuse contre les criminels violents afin de renforcer la protection de la population;
- demande des peines minimales plus élevées pour les délits contre l'intégrité physique et invite les juges à user effectivement de la possibilité de prononcer des peines plus sévères;
- exige que le délai de prescription pour les condamnations à perpétuité qui est actuellement de 30 ans soit remplacé par l'imprescriptibilité;
- exige un casier judiciaire dans lequel les délits graves ne soient pas rayés afin de combattre les récidives;
- soutient un durcissement des jugements et une action plus rapide des tribunaux, notamment dans le droit pénal des mineurs;
- exige une réorientation en matière d'exécution des peines: moins de thérapie et plus de travail, participation des délinquants aux coûts qu'ils ont provoqués;
- exige que les statistiques criminelles de la Confédération annoncent la nationalité, voire le contexte migratoire des délinquants;
- demande que l'accord de Schengen soit effectivement appliqué par les Etats situés sur les frontières extérieures de l'espace Schengen;
- exige que la Suisse fasse usage du droit inscrit dans l'accord de Schengen de réintroduire des contrôles frontaliers pour empêcher l'entrée d'immigrants clandestins et de touristes criminels;
- exige l'application systématique de la loi sur le service de renseignement dans la lutte contre le terrorisme et la cybercriminalité.

Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme citoyen, une meilleure protection contre les cambriolages et les vols;
- ✓ comme adolescent, une meilleure protection contre le harcèlement et les agressions lorsque je suis de sortie;
- ✓ comme victime d'un acte de violence, la certitude que mon agresseur sera puni;
- ✓ comme juge et policier, des bases juridiques plus efficaces pour agir contre la criminalité.

Armée



La sécurité de la population

La sécurité est une condition indispensable à la liberté, à l'indépendance et à la prospérité. Une armée de milice crédible et forte garantit la sécurité également en temps de crise et répond aux besoins particuliers de la Suisse. La sécurité ne va pas de soi. Des guerres violentes se sont déchaînées à quelques heures d'avion seulement de la Suisse. Des attentats terroristes peuvent être perpétrés toujours et partout. Nous avons l'obligation de mettre à disposition de notre armée et de la défense nationale les moyens dont elles ont besoin – afin que les femmes et les hommes habitant en Suisse puissent continuer à vivre en sécurité et en liberté dans ce pays.



“ L’armée suisse apporte une contribution décisive à la sécurité et à la liberté. Sans liberté et sans sécurité le pays s’enfoncé dans le chaos. Nous avons donc absolument besoin d’une armée bien équipée. ”

L'armée est une assurance

Avec son armée de milice la Suisse défend le pays et ses habitants contre des dangers violents menaçant de l'extérieur. La neutralité permanente et armée a sauvé l'indépendance et la liberté de notre pays et lui a permis de vivre en paix. En temps de crise l'armée garantit la vie, la propriété, l'espace vital, mais aussi les droits démocratiques, donc la souveraineté des citoyennes et des citoyens. Un pays qui ne peut plus assurer sa sécurité par ses propres moyens n'est plus souverain. L'armée est l'ultime moyen de défense de notre liberté. Un ultime moyen ne doit en aucun cas échouer.

Les guerres sont malheureusement une réalité

La paix éternelle qu'on nous avait promise n'est pas en vue. C'est le contraire qui est vrai : les tensions et conflits armés sont toujours présents partout dans le monde. La violence et la guerre restent les moyens préférés dans la lutte globale pour le pouvoir, pour les matières premières et pour renforcer l'influence religieuse ou idéologique. Les actions des grandes puissances sont elles aussi marquées par des intérêts nationaux. C'est dire qu'il est essentiel pour un petit pays de pouvoir garantir lui-même sa capacité de défense s'il veut sauvegarder sa souveraineté. La Suisse doit faire une analyse sérieuse de la menace en se basant sur une conception réaliste du monde et dans le cadre d'une authentique politique de sécurité. La protection efficace du pays et de ses habitants ne tolère ni demi-mesures, ni compromis.

La Suisse est vulnérable

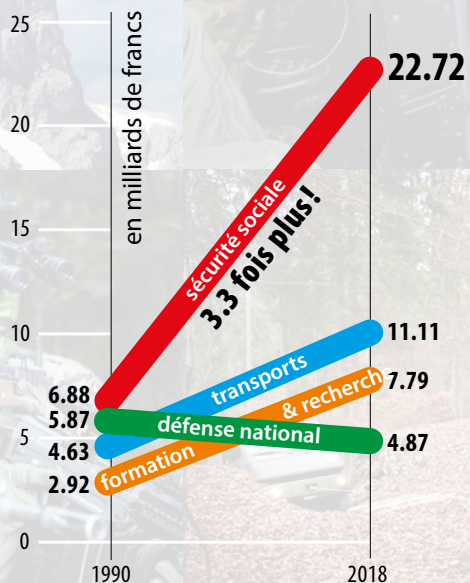
Face à la lutte pour le pouvoir, pour les ressources et les voies de transport, nos axes de transit restent au cœur de nos intérêts stratégiques. La violence et le terrorisme à motivation religieuse – de plus en plus visible depuis quelques années sous la forme d'un islamisme radical – n'occupent pas seulement des espaces, mais aussi des têtes. Internet, en particulier, offre une plateforme largement incontrôlable pour répandre en un clin d'œil et avec peu de moyens des idées radicales au-delà des frontières nationales. La menace terroriste provenant d'acteurs non-étatiques et le risque de cyberattaques s'accroissent constamment. Preuve en sont différents événements récents qui se sont produits dans le contexte immédiat de la Suisse. Même s'il paraît peu probable que la Suisse devienne une cible privilégiée de ce genre d'agressions, des actions hostiles et des attentats sont toujours possibles également chez nous. Pays très prospère, château d'eau de l'Europe, plaque tournante du commerce de matières premières et importante place financière, la Suisse a beaucoup à défendre.

Suffisamment de moyens pour une armée crédible

L'UDC exige une armée défensive possédant un équipement moderne et bien formé, qui défend l'indépendance nationale et qui contribue à faire admettre la Suisse dans le monde comme un partenaire prévisible et participant au maintien de la paix. Les cinq milliards de francs par an que le Parlement a approuvés et un effectif de 100 000 conscrits ne permettent



De moins en moins d'argent pour la sécurité des habitants de la Suisse



Source: AFD

pas à l'armée de remplir sa mission qui, à côté de la défense, comprend aussi le soutien des autorités civiles (par ex., l'aide en cas de catastrophe). Il faut stopper une politique qui saigne l'armée en coupant constamment dans le budget de la défense. En comparaison avec des Etats comme la Suède, l'Autriche et la Finlande, la Suisse est le pays qui dépense le moins pour son armée (par rapport à son produit intérieur brut). Du point de vue de l'UDC, un montant annuel d'au moins 5,4 milliards de francs et un effectif de 140 000 conscrits au minimum sont indispensables. Il faut en outre renoncer à l'idée de fixer un nombre maximal de jours de service par an. Le cours de répétition doit en règle générale durer trois semaines.

Il n'y a pas d'alternative par rapport à une défense indépendante

La garantie de la sécurité du pays et de ses habitants est une tâche centrale de l'Etat. Nous avons donc besoin d'une armée forte, percutante et dotée d'un mandat clair, d'objectifs contraignants et d'une stratégie réaliste. Les membres de l'armée doivent être mobilisables en quelques jours et rester opérationnels 24 heures sur 24 pendant une période à déterminer. Une reconstruction de l'armée après l'achèvement du projet de développement de l'armée s'impose. Il s'agit donc dans une première étape, d'appliquer rapidement et complètement le projet en cours de développement de l'armée qui servira de base pour la suite. Ensuite de rédiger un rapport de politique de sécurité selon les connaissances les plus récentes dans le but de garantir une sécurité complète et d'actualiser constam-

ment ce rapport avec des rapports complémentaires. Ainsi de vérifier les besoins de l'armée, élément le plus important de la sécurité nationale, et de les fixer dans un rapport en vue de la reconstruction de l'armée.

Non aux interventions à l'étranger et aux pactes militaires

L'armée doit quitter la voie fatale de l'internationalisation. Membres de l'armée d'un petit Etat neutre, les soldats suisses n'ont pas leur place à l'étranger. La maxime de politique de neutralité «Ne vous mêlez pas des conflits étrangers» énoncée par Nicolas de Flue doit revenir à l'honneur. Il faut mettre fin aux engagements à l'étranger comme celui au Kosovo. Notre armée ne doit pas être conduite par l'OTAN, pas plus qu'elle ne doit être intégrée dans une politique de défense commune de l'UE. Les tendances à réduire encore l'effectif de l'armée et de la transformer sournoisement en une armée professionnelle doivent être immédiatement stoppées. Les structures de direction et états-majors boursoufflés doivent être élaguées. Une armée percutante a aussi besoin de forces aériennes bien équipées qui sont à même d'intercepter des agressions par la voie des airs. Il est donc indispensable de prendre rapidement en main le renouvellement de notre armée de l'air.

Positions

L'UDC...

- s'engage pour une armée de milice parfaitement formée et pour l'obligation générale de servir;
- s'engage, dans l'intérêt de la protection de tous les habitants de la Suisse, pour des forces terrestres complètement équipées et des forces aériennes modernes;
- exige une armée moderne qui répond rapidement aux exigences de son temps, notamment dans le domaine de la cybersécurité et de la guerre hybride;
- combat toutes les tentatives de réduire encore le budget militaire et l'effectif de l'armée. Les ressources financières et l'effectif de l'armée doivent être à même de garantir à tout moment la défense du pays et de ses habitants;
- exige le renouvellement complet des forces aériennes et combat toute réduction supplémentaire du nombre d'avions de combat. L'armée de l'air doit être capable d'assumer de manière autonome et avec ses propres moyens durant au moins un mois les missions qui lui sont confiées;
- exige pour l'armée une disponibilité élevée et adaptée à la menace;
- exige qu'il soit mis fin aux engagements armés à l'étranger comme celui du Kosovo;
- veut que la Suisse demeure hors de tout pacte militaire et refuse sa participation à l'OTAN;
- demande une présence équilibrée de l'armée dans toutes les régions du pays;
- s'engage pour la sauvegarde d'un droit des armes indépendant et libéral;
- demande que le Service civil soit supprimé et que les personnes incorporées soit intégrées dans l'Armée ou la Protection civile;
- exige que l'on cesse de réduire les unités armées au profit de l'administration militaire.

Avantages

Ce que cela me rapporte

- ✓ comme citoyen, un surcroît de sécurité;
- ✓ comme famille, la certitude que notre pays peut être protégé;
- ✓ comme membre de l'armée, la conviction que l'armée dispose des ressources nécessaires pour assumer sa mission au service du pays et de ses habitants;
- ✓ comme membre responsable d'une autorité, la certitude de pouvoir disposer de l'armée pour surmonter des crises et des catastrophes;
- ✓ comme parent, la certitude que nos fils et filles n'ont pas à se battre dans des guerres étrangères.

Institutions sociales



Garantir les institutions sociales – combattre les abus

Nos institutions sociales aident les citoyennes et les citoyens dans le besoin et apportent donc une contribution importante à la paix sociale. Les problèmes structurels de ces mêmes institutions et les abus dont elles ont pu faire l'objet ayant toujours été couverts par les recettes fiscales dans le passé, il est d'autant plus urgent aujourd'hui de retrouver l'équilibre et la solidarité entre les personnes âgées et les jeunes, entre les personnes qui sont réellement dans le besoin et les payeurs de primes et les contribuables. Des solutions responsables nécessitent une politique rigoureuse. Il faut absolument garantir les rentes AVS.



“L'aide sociale a été conçue comme filet social pour les personnes dans le besoin. Or, elle est de plus en plus abusée et devient hamac social. Une personne qui travaille doit gagner plus qu'une personne qui vit à la charge de la collectivité. Toute autre attitude est injuste et antisociale.”

L'argent pour couvrir les problèmes

La politique de centre-gauche a eu pour conséquence que les lacunes évidentes des institutions sociales, les abus et le sous-financement structurel n'ont pas pu être traités de manière honnête et franche. On a fermé les yeux sur les vrais problèmes. Les dysfonctionnements ont été purement et simplement dissimulés en injectant de l'argent – de l'argent prélevé auprès des citoyens et des entreprises en augmentant les impôts et redevances.

La prévoyance vieillesse en mauvaise posture

Nous devenons toujours plus âgés et nous touchons donc toujours plus longtemps une rente. En conséquence, un nombre d'actifs en baisse doit financer un nombre croissant de ren-

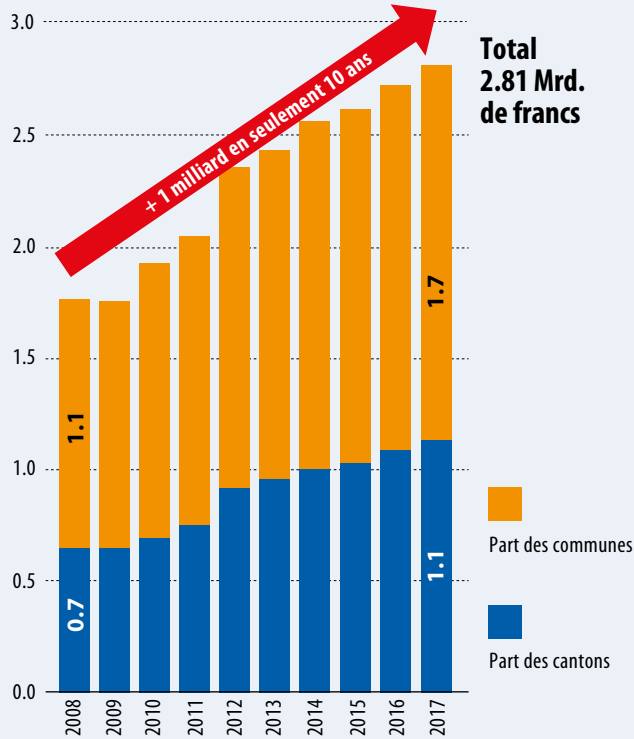
tiers. Alors qu'en 1970 cinq actifs cotisaient pour un rentier, ils ne sont actuellement plus que trois à financer une rente. L'AVS dépense d'ores et déjà plus qu'elle n'encaisse. Cela ne peut pas continuer ainsi. L'UDC entend changer cela et garantir les rentes AVS pour les Suisses, et ce, sans prélever de nouveaux impôts et redevances. Il s'agit en particulier, dans ce contexte, d'égaliser l'âge de la retraite des femmes et des hommes. L'UDC demande en outre un transfert vers l'AVS des fonds destinés à l'asile et à l'aide au développement.

L'Etat social touche à ses limites

L'Etat social touche de plus en plus à ses limites. Alors que les dépenses totales pour la sécurité sociale étaient encore inférieures à 2 milliards de francs en 1950, elles ont passé à 62 milliards en 1990 pour atteindre 177 milliards en 2016. Elles représentent donc environ un quart du PIB national. L'Etat social ne cesse de s'étendre, encore et encore – au détriment des générations futures. De moins en moins de payeurs déboursent pour un nombre croissant de bénéficiaires de prestations. Cet Etat providence doit être globalement remis en question : AVS, prestations complémentaires, assurance chômage, caisses de pension, loi sur les allocations pour perte de gain, assurance invalidité, assurance maternité et, dernier filet, l'aide sociale – aucune de ces institutions ne repose sur un financement solide. En dix ans seulement, les dépenses au titre de l'aide sociale ont augmenté d'un milliard de francs pour atteindre 2,8 milliards en 2017. De plus en plus de personnes vivent de plus en plus longtemps de l'aide sociale alors que cette institution a été



Explosion des coûts pour l'aide sociale en milliards de francs



Explosion des dépenses pour l'aide sociale (OFS)

créée initialement comme un soutien temporaire, comme une aide à l'auto-assistance. Elle a, aujourd'hui, perdu cette fonction. Les tendances à la centralisation et à la professionnalisation ont également conduit les systèmes sociaux à s'éloigner des personnes concernées et à ne plus offrir une aide efficace et digne. Un constat qui ne vaut pas seulement pour l'aide sociale, mais également, par exemple, pour la protection des enfants et des adultes, protection dont la centralisation sous la forme des APEA a conduit à une aggravation de la situation.

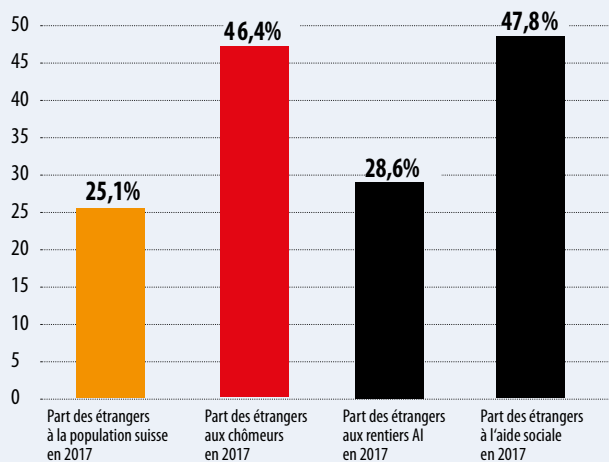
Réformes indispensables

L'UDC s'engage pour la sécurité financière à long terme des institutions sociales. Elle sait que chaque franc dépensé pour le social doit d'abord être gagné. Les réformes doivent en conséquence reposer sur des faits établis et des scénarios réalistes. Aussi, l'UDC s'engage-t-elle pour que l'âge de la retraite de 65 ans soit le même pour les femmes et les hommes. En matière de prévoyance professionnelle, le parti préconise la dépolitisation des paramètres techniques comme le taux de conversion et le taux d'intérêt minimal afin de tenir compte des conditions économiques réelles et que les sensibilités politiques n'aient aucune influence sur le calcul de ces variables.

Supprimer les incitations contre-productives

Il faut en outre engager les réformes annoncées pour l'AI. Le nombre d'étrangers qui touchent une rente AI est depuis longtemps disproportionné par rapport à leur part de la population totale. L'échelle des rentes doit être affinée. Il faut mettre un

Proportions d'étrangers soutenus par les institutions sociales suisses (en %)



Source: OFS, statistique AI 2017

terme à l'exportation à l'étranger des rentes AI qui ne tiennent pas compte du pouvoir d'achat sur place. Pour ce qui est des troubles mentaux, qui sont de plus en plus souvent diagnostiqués, il faut des contrôles plus sévères. Les tests portant sur la diminution des capacités et d'aptitude à l'effort doivent être généralisés pour prévenir les abus et les erreurs de diagnostic.

L'aide sociale n'est pas une chaise longue

Les cantons doivent concevoir leurs lois sur l'aide sociale afin que celle-ci ne puisse plus faire l'objet d'abus ni de détournements. Les personnes qui ne font pas d'effort pour se réinsérer et trouver du travail ne doivent pas recevoir d'aide. Le travail doit être récompensé. Les lignes directrices de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) doivent être considérées comme des recommandations non contraignantes par les organes chargés de l'application et désignées comme telles dans les lois et ordonnances cantonales sur l'aide sociale. Pour des raisons idéologiques, la CSIAS calcule en effet des tarifs beaucoup trop élevés. Les personnes qui refusent un travail acceptable ou qui, de quelque manière que ce soit, ne respectent pas les dispositions des autorités devraient s'attendre à une réduction sensible des prestations. L'UDC s'oppose également à la professionnalisation croissante du domaine de l'assistance sociale. Il s'agit plutôt en effet de renforcer le système de milice, l'autonomie communale et la proximité des citoyens, autant de facteurs qui sont les meilleurs garants d'une assistance équitable, avantageuse et en même temps digne. Les familles, les sociétés locales, les églises et les entreprises doivent pouvoir y jouer un rôle important.

Positions

L'UDC...

- s'engage pour la stabilisation des institutions sociales et s'oppose à l'extension de l'Etat social;
- refuse toute augmentation des impôts et des taxes pour assainir les institutions sociales;
- s'engage en faveur d'une lutte permanente contre les abus dans les assurances sociales;
- exige pour toutes les institutions sociales une durée de cotisation minimale afin d'empêcher l'affaiblissement de l'Etat social par l'immigration de la pauvreté;
- exige que l'AVS soit garantie par les mesures suivantes:
 - âge de la retraite à 65 ans pour les femmes et les hommes
 - utilisation intégrale du pourcentage de TVA supplémentaire prélevé depuis 1999 pour l'AVS
 - remboursement à l'AVS de la dette de l'assurance-invalidité
 - relèvement modéré et progressif de l'âge de la retraite en fonction de l'augmentation de l'espérance de vie ou du sous-financement du fonds de réserve AVS
- demande un transfert vers l'AVS de fonds destinés à l'aide au développement et à l'asile;
- exige la libération des rentes AVS de l'impôt fédéral et des autres impôts;
- lutte contre le subventionnement croisé des rentiers des caisses de pension par des actifs;
- exige un droit de participation des communes dans le domaine de la protection des enfants et des adultes et que des solutions familiales soient privilégiées par rapport au placement dans des homes;

- appelle à repenser le système d'aide sociale:
 - le système de milice doit à nouveau l'emporter sur la centralisation et l'extension de l'Etat social; l'autonomie communale doit être renforcée dans ce domaine
 - la réinsertion doit primer sur l'aide sociale; celle-ci doit redevenir une aide transitoire
 - les lignes directrices de la CSIAS doivent cesser d'être contraignantes pour les législations cantonales sur l'aide sociale
- lutte contre la mauvaise politique d'asile et d'immigration actuelle qui impose des charges insupportables à l'aide sociale;

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ en tant que rentier, des rentes sûres;
- ✓ en tant que jeune, la perspective de disposer d'institutions sociales fiables à long terme;
- ✓ en tant que personne dans le besoin, la garantie de ne pas subir de préjudice à cause des abus commis par d'autres;
- ✓ en tant que consommateur, la certitude de ne pas subir une hausse de la TVA pour financer les institutions sociales;
- ✓ en tant que politicien local, la possibilité d'agir dans chaque situation en fonction des besoins réels;
- ✓ en tant qu'artisan, la garantie de ne pas devoir payer des redevances et des charges supplémentaires.

Santé

La qualité grâce à la concurrence

Notre système de santé figure parmi les meilleurs qui soient mais aussi parmi les plus chers du monde. L'étatisation croissante de la santé publique fait que les revendications augmentent sans cesse, tout comme les primes. Il convient donc, si nous voulons contrer cette évolution, de supprimer les incitations contre-productives dans le système actuel. La responsabilité individuelle doit être renforcée et la mise sous tutelle des citoyennes et des citoyens, sous prétexte de promotion de la santé, doit cesser. Il s'agit enfin de mettre des limites à l'activisme de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).

Système de santé sur-réglémenté

Une société dont les membres vivent de plus en plus longtemps et des progrès médicaux qui offrent de plus en plus de possibilités de traitements sont deux facteurs qui conduisent à une consommation toujours plus grande de prestations médicales. Conséquence également de l'assurance maladie obligatoire, la demande de prestations de santé restera certainement élevée. Un renforcement des interventions de l'Etat dans ce domaine ne freinerait pas la hausse des coûts, mais aggraverait encore la situation.

Catalogue de prestations trop long

Aujourd'hui, l'assurance maladie n'est plus un contrat individuel entre un patient et sa compagnie d'assurance, mais un catalogue de prestations fixé par les autorités. Ce ne sont plus le médecin et le patient qui définissent quel traitement sera «efficace», «adéquat» et «économique», mais l'Etat. Complètement dépassés par ce système, les politiciens ne savent pas faire autre chose que d'allonger constamment ce catalogue en y ajoutant des nouvelles prestations agréables. Face à une offre de plus en plus étoffée et à une demande croissante, il est de plus en plus difficile de dire non. Mais les patients, les médecins, l'industrie pharmaceutique et les entreprises spécialisées dans les techniques médicales veulent eux aussi inclure leurs souhaits et services dans ce catalogue. Cette couverture excessive de chaque risque de maladie et de chaque besoin individuel génère au sein de la population une «mentalité casco-complète» où toute responsabilité individuelle est absente.

L'onéreuse manie de la prévention

L'étatisation de la santé publique et la bureaucratie qui en résultent coûtent toujours plus cher. L'OFSP absorbe à lui seul 3 milliards de francs par an. Le budget de cet office, qui verse des salaires princiers de 135 000 francs par an en moyenne, devrait augmenter de plus de 100 millions de francs chaque année jusqu'en 2021. Une hausse massive des dépenses qui est justifiée par la nécessité de contrôler l'application des règlements toujours plus nombreux, règlements qui sont justement introduits par l'OFSP. Les fonctionnaires de la santé de l'OFSP multiplient les lois et les campagnes onéreuses dans le but d'inciter les gens à vivre sainement. La lutte contre le tabac et l'alcool est étendue au laser, à la lumière et aux sons, puis au sucre, à la graisse et la viande, qui seront les futures cibles du délire de la prévention qui anime ces fonctionnaires. De plus en plus d'argent est investi dans des études et des campagnes de sensibilisation aux motivations douteuses et idéologiques.

Supprimer les incitations contre-productives

L'UDC lutte contre la poursuite de la centralisation et de l'étatisation de la santé publique. Il faut empêcher de nouvelles interventions de l'Etat, de nouvelles lois ainsi que de nouveaux organes de contrôle et des compétences supplémentaires de l'Etat central, car cette politique entrave la concurrence et provoque des incitations contre-productives. Au lieu de faire confiance aux citoyens responsables, les apôtres de la santé de l'OFSP voudraient empiéter sur les compétences politiques des cantons. Ce qui est inacceptable. Le rôle des cantons

doit être redéfini et se limiter aux tâches essentielles de surveillance et de contrôle. L'UDC plaide donc en faveur d'une répartition claire des rôles et d'une réduction des conflits d'intérêts. Il s'agit pour ce faire d'autonomiser les hôpitaux, de laisser les partenaires négocier les tarifs et les faire approuver si nécessaire par une instance judiciaire indépendante.

Renforcer la responsabilité individuelle

La concurrence et la liberté contractuelle doivent être considérées comme des principes de base dans le secteur de la

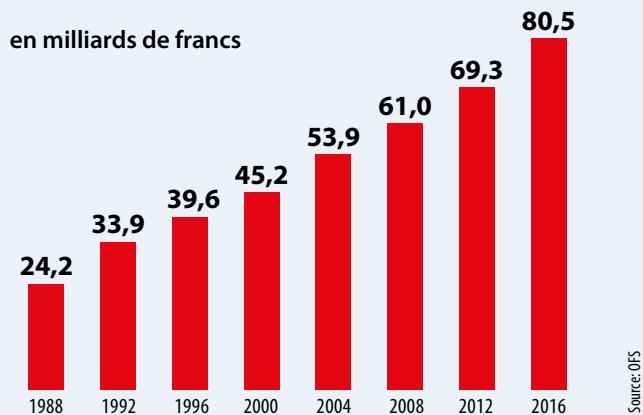
santé également, et donc, à ce titre, être renforcées. Il faut augmenter la responsabilité individuelle des assurés, et donc également sa participation aux coûts, afin d'empêcher l'émergence d'une mentalité d'assisté. La priorité doit être donnée aux rapports personnels et aux responsabilités directes qui en découlent pour le médecin et le patient, le pharmacien et le client ou encore pour l'assurance et l'assuré. L'UDC préconise donc la création d'un catalogue de prestations de base limité aux besoins de santé essentiels dans le domaine de l'assurance de base, qui peut être complété par des prestations facultatives, mais financées par des assurances complémentaires. Les requérants d'asile et les personnes admises à titre provisoire doivent être traités en dehors du système de la LAMal aux frais de la Confédération ou des cantons.

Les frais de santé échappent au contrôle

Coût de la santé en % du PIB

8,8 9,4 9,7 9,8 11,0 10,2 11,1 12,2

en milliards de francs



Halte à l'académisation des professions de la santé

La pénurie actuelle de personnel soignant est une conséquence de mauvaises décisions prises dans le domaine de la formation. L'UDC ne voit pas comment l'académisation des professions de la santé permettrait d'améliorer tant leur qualité que leur nombre. Un titre universitaire est certes la preuve d'une formation théorique, mais ne dit rien de la qualité réelle dont profitent les patients. Il faut au contraire renforcer la formation pratique dans les différentes professions soignantes. Il s'agit également d'encourager la formation d'une relève des médecins sur le plan national.

Positions

L'UDC ...

- s'engage pour un système de santé libéral qui garantit une couverture médicale de qualité et efficace;
- exige plus de transparence au niveau de la qualité et des prix des soins de santé afin de renforcer la liberté de choix des patients;
- demande la suppression systématique de prestations superflues afin de freiner la hausse des primes;
- prône la liberté contractuelle entre les assurances maladies et les fournisseurs de prestations;
- s'engage pour que les erreurs de traitement ne soient pas payées par le patient, respectivement par les payeurs de primes et les contribuables, mais par les responsables eux-mêmes;
- approuve l'adaptation des franchises facultatives dans l'assurance de base selon la LaMal afin de renforcer la responsabilité individuelle;
- préconise, pour les consultations ambulatoires en cabinet ou à l'hôpital, qu'une partie des coûts soit prélevée en espèces pour chaque nouveau cas;
- demande que les sans-papiers et les requérants d'asile déboutés ne soient plus soumis à l'assurance maladie obligatoire, y compris à des réductions des prime, mais qu'ils ne bénéficient d'un traitement médical qu'en cas d'urgence;
- s'oppose aux campagnes aussi onéreuses que douteuses lancées par les pouvoirs publics sous couvert de prévention;
- s'oppose à la légalisation et à la banalisation des drogues;
- lutte contre la pénurie de personnel soignant en préconisant que les soins de longue durée s'appuient davantage sur l'aide de voisinage, le soutien des parents, le bénévolat et des formes

innovantes de soins, et qu'ils soient encouragés par des incitations fiscales;

- préconise d'introduire des incitations fiscales afin que les soins de fin de vie puissent être choisis et financés par les personnes concernées elles-mêmes;
- se bat contre la bureaucratie dans le domaine de la santé afin que le personnel soignant dispose de plus de temps pour s'occuper des patients;
- s'engage pour un financement uniforme des traitements stationnaires et ambulatoires;
- s'engage pour une introduction rapide et à l'échelle nationale du dossier électronique du patient, afin d'utiliser les gains d'efficacité ainsi réalisés en faveur des payeurs de primes et des contribuables;
- demande que les primes pour l'assurance de base puissent être complètement déduites du revenu fiscal;
- soutient l'objectif visant à garantir que les dépenses de santé n'augmentent pas plus vite que les salaires des assurés.

Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ en tant que patient, une couverture de qualité;
- ✓ en tant qu'assuré, des primes d'assurance maladie supportables;
- ✓ en tant qu'habitant d'une région périphérique, des prestataires de soins proches de chez moi;
- ✓ en tant que médecin, le libre exercice de ma profession sans mise sous tutelle croissante par l'Etat.

Agriculture



Adrian Ledergerber
Agriculteur

Pour une production indigène

L'UDC s'engage en faveur d'une agriculture qui fournit à la population des denrées alimentaires saines et produites à proximité. Les familles paysannes doivent gagner un revenu raisonnable pour les services importants qu'elles rendent à la collectivité. La sécurité de planification et la capacité novatrice indispensables à une agriculture fonctionnant selon des principes entrepreneuriaux doivent être renforcées. Il faut notamment pour ce faire ramener à un niveau raisonnable l'écologisation et la bureaucratie excessives qui grèvent actuellement le secteur agricole. En contrepartie, les terres cultivées doivent être entretenues et préservées de manière adéquate.



“ Nous voulons tous des aliments de qualité, sains, provenant de la région et à un prix abordable. C'est exactement ce que nous fournissent les paysans suisses. Voilà pourquoi nous devons soutenir l'agriculture et renforcer notre sécurité alimentaire. ”

Les familles paysannes disparaissent

Il y a cent ans, la Suisse comptait plus de 243 000 exploitations agricoles. En 1990, on en recensait encore 108 000, alors qu'il n'en restait plus que 51 620 en 2017.

Ce changement structurel a également provoqué une baisse massive du nombre de personnes employées dans l'agriculture. On en comptait encore 153 864 en 2017, soit environ 25% de moins qu'il y a 18 ans.

La population suisse soutient son agriculture, à laquelle la Constitution fédérale et la loi attribuent des tâches importantes. Le succès de la future politique agricole dépend aussi de l'application rigoureuse de la volonté populaire et des dispositions sur la sécurité alimentaire qui en découlent. Le mandat formulé par le souverain est parfaitement clair : mettre un terme à la priorisation exclusive de l'écologie dans l'agriculture, ne pas ouvrir davantage les frontières, améliorer les conditions-cadres et encourager ainsi la production indigène de denrées alimentaires.

La politique agricole menée par la Confédération empêche cependant les paysans de remplir leur mandat constitutionnel : la réglementation excessive, notamment en matière d'aménagement du territoire, de droit de la construction et d'environnement, entrave la marge de manœuvre d'une agriculture qui se veut productive. La préservation du plus haut degré d'autosuffisance possible, mais aussi l'exploitation et l'entretien des terres cultivables sont ainsi gravement menacés.

Empêcher une nouvelle baisse du degré d'autosuffisance

La Suisse est aujourd'hui déjà l'un des principaux importateurs nets de denrées alimentaires par habitant au monde. Elle importe chaque année des produits alimentaires d'une valeur de 600 francs par habitant, montant environ 10 fois plus élevé que la moyenne UE. Le degré d'autosuffisance net (déduction faite des importations d'aliments destinés à la production animale indigène) était encore de 59% en 2000, mais est tombé depuis en dessous de 50%. La Suisse est donc très loin d'être autosuffisante dans ce domaine. Ce constat confirme aux yeux de l'UDC la nécessité de soutenir des exploitations familiales performantes et dotées de structures modernes.

Agriculture productive

Notre agriculture productive assure de la manière la plus efficace et la plus avantageuse possible l'entretien des paysages cultivés diversifiés et bien structurés. Une approche qui est plus écologique que de transporter d'un continent à l'autre des denrées alimentaires qui peuvent être produites ici et avec la qualité suisse. Or, notre politique agricole a justement pris le chemin inverse, à savoir : on encourage une agriculture extensive au détriment d'une agriculture productive. La Suisse fait donc exactement ce qu'elle devrait éviter : premièrement, elle importe de plus en plus d'aliments dont elle ne connaît pas les méthodes de production et, deuxièmement, elle accroît du même coup sa dépendance vis-à-vis des pays étrangers. En ou-

tre, de plus en plus de précieuses terres agricoles sont victimes du reboisement et de la renaturation des cours d'eau. Enfin, la forte immigration accélère le bétonnage du pays au détriment de la surface cultivable.

Ne pas sacrifier l'agriculture sur l'autel du libre-échange

Les accords de libre-échange agricole demandés par le Conseil fédéral, qui prévoient une ouverture beaucoup trop large des frontières dans ce domaine, auraient des conséquences graves pour la survie de nos familles paysannes. La baisse des prix des denrées alimentaires au niveau de l'UE, voire à celui du marché mondial, alors que les coûts de production restent ap-

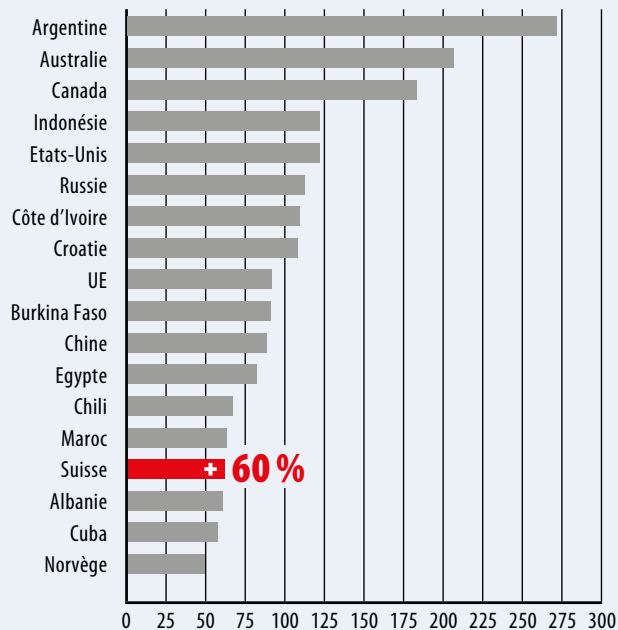
proximativement les mêmes, détruirait l'existence d'une agriculture nationale. Cela aurait également un impact négatif sur l'occupation décentralisée du territoire, l'entretien des paysages cultivés et affecterait la sécurité et la qualité des denrées alimentaires. L'UDC s'oppose donc à un libre-échange agricole incontrôlé.

Aménagement raisonnable du territoire

La loi sur l'aménagement du territoire doit permettre aux agriculteurs entrepreneurs de développer leurs exploitations dans une optique d'avenir et de marché. L'UDC préconise un aménagement du territoire qui autorise une exploitation souple



Degré d'auto-approvisionnement brut en %



Il faut conforter la sécurité alimentaire de la Suisse.

Source: Agristat 2014

et complète des bâtiments et installations existant en dehors des zones à bâtir. Cette approche permet de protéger les terres cultivables, de préserver le paysage et de garantir la création de valeur ajoutée dans l'espace rural. L'UDC s'engage en faveur d'une gestion économique des terres cultivables. De plus, les exploitations agricoles viables doivent être autorisées à l'avenir à construire de nouveaux bâtiments agricoles conformes aux zonages, et ce, sans que leurs droits de propriété soient limités.

Moins de bureaucratie agricole, de l'eau potable propre et une protection contre les grands prédateurs

L'UDC s'oppose en outre à l'extension constante des directives et prescriptions relatives à la protection des animaux, des eaux et de l'environnement. Cette politique a pour effet d'augmenter les coûts de production toujours plus élevés et des charges administratives disproportionnées. Pour ce qui est de la qualité de l'approvisionnement en eau, il convient de relever que la qualité de l'eau potable suisse est excellente en comparaison internationale et qu'elle revêt une importance considérable pour l'agriculture. L'UDC prend très au sérieux les défis liés à la qualité de l'eau potable. Il est également clair pour elle que les grands prédateurs n'ont pas leur place dans un pays avec une telle densité démographique. Le bien-être des animaux de rente et la conservation d'espèces rares méritent une plus grande attention que celui des grands prédateurs comme le loup ou l'ours.

Positions

L'UDC ...

- exige le maintien de la sécurité alimentaire en Suisse à un degré d'autosuffisance d'au moins 60%;
- se bat pour sauvegarder les moyens de subsistance des exploitations agricoles familiales;
- veut renforcer l'agriculture productive et minimiser les charges administratives des agriculteurs;
- s'oppose à la répercussion des coûts supplémentaires de la politique agricole sur les cantons;
- mise sur la production, la transformation et la commercialisation indigènes et s'oppose au libre-échange agricole;
- s'oppose à la multiplication des prescriptions sur la protection des animaux, des eaux et de l'environnement qui augmentent les coûts de production et multiplient les contraintes administratives;
- s'engage en faveur d'un aménagement du territoire permettant une utilisation souple et complète des bâtiments et installations situés en dehors des zones à bâtir;
- lutte pour la sécurité des investissements afin que les bâtiments et installations réalisés conformément aux dernières connaissances et prescriptions ne doivent pas être modifiés ou adaptés pendant la durée de leur amortissement;
- soutient des mesures d'encouragement ciblées en faveur de l'élevage afin de renforcer les exploitations herbagères productives;
- demande que la protection absolue des forêts soit assouplie en faveur de la préservation des terres cultivées;
- s'oppose aux «expériences de politique agricole» sous le couvert de la «qualité de l'eau potable» alors que celle-ci est déjà excellente en comparaison internationale;
- soutient l'intervention rapide des cantons pour éliminer, après consultation avec la Confédération, les grands prédateurs problématiques. A plus long terme, la Suisse doit être à l'abri des grands prédateurs.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme consommateur, des denrées alimentaires de production indigène;
- ✓ en tant que famille paysanne, des perspectives d'avenir;
- ✓ en tant qu'agriculteur, l'indispensable liberté entrepreneuriale;
- ✓ en tant que randonneur et touriste, des paysages cultivés bien entretenus;
- ✓ en tant qu'ami de la nature, des paysages beaux et bien entretenus.

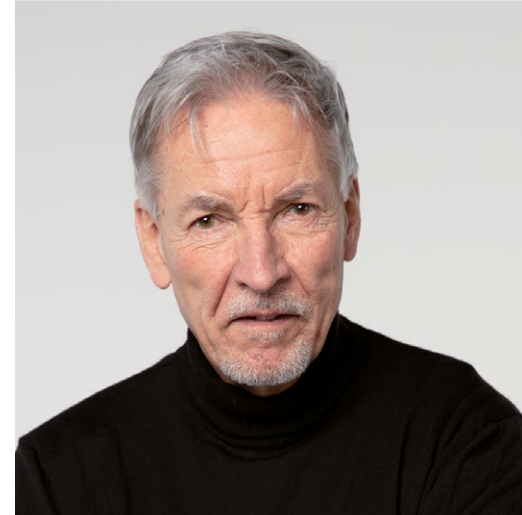
Transports



Nicolas Nikitine
Auteur de livres spécialisés

Halte aux bouchons et aux mesures chicanières dans le trafic routier

La mobilité passe pour être le moteur de l'économie et du commerce et garantit la prospérité du pays. C'est dire que l'infrastructure de transport est non seulement un facteur du succès économique et un atout dans la concurrence internationale, mais aussi la carte de visite de notre pays. Les constants embouteillages sur le réseau routier ternissent cependant l'image d'un pays avancé.



“ Les places de parc et un trafic fluide sont en fait des revendications sociales. Les voitures relient les hommes et les emplois. Pour les personnes âgées, notamment, il est important de disposer de places de parc devant un magasin d'alimentation. ”

Depuis 2007 la route est négligée par rapport au rail alors que chaque année plus de 70 000 personnes en moyenne ont immigré en Suisse (chiffre de 2007-2018), chargeant par la même occasion les routes du pays. Des autorités qui veulent recevoir autant de personnes en Suisse doivent aussi veiller à mettre à leur disposition des infrastructures suffisantes. Cela n'a pas été le cas pour le trafic routier. Depuis 2007 les routes nationales n'ont pas reçu assez de moyens, ne fût-ce que pour assurer un entretien correct. Résultat : l'état général des chaussées et des revêtements se dégrade en raison du trafic supplémentaire. Il faut que ça change, et très vite.

Il faut cesser de désavantager la route par rapport au rail. Les pays voisins de la Suisse pratiquent une politique inverse. Chez eux, le commerce et les échanges économiques passent presque totalement par la route. La Suisse pourrait fort bien avoir misé sur la fausse infrastructure après y avoir consacré des moyens énormes en son temps. Avec la mobilité électrique et les voitures depuis en plus automatisées, les routes risquent d'être encore plus sollicitées.

Les redistributions de fonds, subventionnements transversaux et changements d'affectation doivent cesser, tout comme les rapines organisées par l'Etat contre les usagers de la route sous la forme de hausses constantes des taxes, redevances et d'un système d'amendes totalement abusif.

Il faut aussi cesser de bloquer le développement du trafic aérien qui joue un rôle essentiel pour l'économie en général et le tourisme en particulier. L'UDC s'engage pour une amélioration des conditions-cadres de la navigation aérienne moyen-

nant des mesures et des accords judicieux et économiquement favorables ainsi que par le biais d'une réduction des exigences et réglementations.

Le réseau routier est en retard

L'énorme croissance du trafic durant les dernières décennies soumet nos infrastructures à de fortes pressions. Les goulets d'étranglement se multiplient. Preuves en est l'augmentation des heures d'attente dans les bouchons sur l'ensemble du réseau routier. La majorité des bouchons, obstacles à la circulation et accidents se produisent sur les axes principaux, comme en témoigne la statistique des ralentissements sur le réseau des routes nationales. Non seulement les arts et métiers souffrent de cette situation, mais le tourisme en pâtit également. Si rien ne change, notre pays subira de gros dommages.

Politique des transports unilatérale

Cette situation est la conséquence, d'une part du développement économique, de la mobilité croissante et de l'immigration massive et, d'autre part, de la politique des transports unilatérale menée depuis des années par le Conseil fédéral et le Parlement. L'amélioration de la fluidité de la circulation par des mesures de gestion du trafic (utilisation des bandes d'arrêt d'urgence, réductions temporaires de la vitesse, dépassements par la droite, interdictions temporaires de dépasser imposée aux poids lourds, etc.) peut certes atténuer les problèmes, mais seulement de manière passagère. Compte tenu des taux de croissance pronostiqués, la Suisse ne peut pas échapper à un

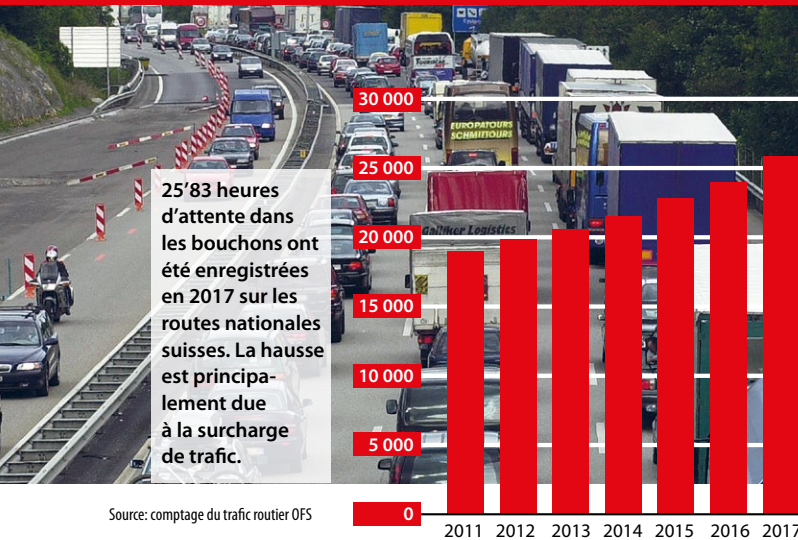
renforcement massif de son infrastructure routière. Même des voitures électriques et des voitures à conduite automatisée ont besoin de routes et de places de parc !

Supprimer les goulets d'étranglement

Les Suissesses et les Suisses paient toujours plus pour leurs déplacements en voiture (impôts et redevance), mais bénéficient de moins en moins de contre-prestations. L'objectif premier doit être de corriger avec les moyens disponibles les princi-

paux goulets d'étranglement et d'aménager les tronçons les plus fréquentés. Les fonds FAIF (pour le rail) et FORTA (pour les routes) donnent à la Confédération les moyens nécessaires à cet effet. L'UDC veillera à ce que les moyens financiers du FORTA soient attribués en fonction des priorités effectives et non pas détournés en faveur du trafic d'agglomération (transports publics et pistes cyclables). Les seuls critères à respecter sont l'urgence, l'économie et la demande des usagers de la route.

Augmentation des heures d'attente dans les bouchons

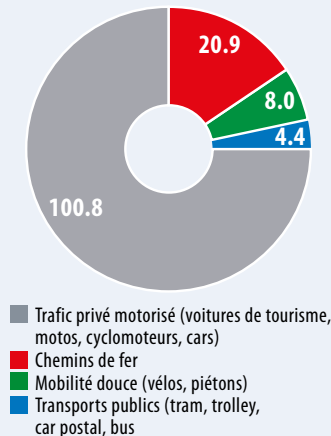


Automobilistes arnaqués par les amendes et redevances

Les automobilistes sont véritablement arnaqués dans certains cantons par un scandaleux régime d'amendes qui n'ont plus aucun rapport avec la sécurité routière, mais servent à remplir les caisses publiques. Preuves en sont les recettes inscrites dans les budgets au titre des amendes. Ces positions augmentent d'année en année. On a affaire à un terrorisme des amendes aux frais des automobilistes. Et comme si cela ne suffisait pas, l'UDC doit constamment se battre contre des nouveaux projets de taxes et de redevances dans le trafic comme le système mobility pricing, la hausse des prélèvements fiscaux sur les carburants, l'augmentation de la vignette autoroutière, les taxes CO₂, etc. Alors que d'autres usagers de la route circulent gratuitement (par ex., les cyclistes) ou de manière fortement subventionnée (transports publics) et bénéficient d'un nombre croissant d'infrastructures, les automobilistes se font de plus en plus lourdement taxer. Il faut mettre fin à ce pillage des portemonnaies des automobilistes.

Les trois quarts du trafic de personnes passent par la route

Personnes-kilomètres effectués en millions



«La musique joue sur la route»: trois quarts du trafic de personnes passent par la route. La Suisse risque de miser sur la mauvaise carte en se concentrant sur le rail. Avec la propagation de la mobilité électrique et de la conduite automatisée et aussi en raison de la croissance démographique, la route restera sans doute de loin le premier mode de transport. Dans sa perspective des transports jusqu'en 2040, l'Office fédéral du développement territorial annonce que même dans 20 ans quelque 70% des personnes-kilomètres seront effectués par le trafic motorisé individuel, indépendamment de la forme que celui-ci revêtira à l'avenir.

Source: OFS

Stopper la folie des grandeurs des CFF

Les transports publics absorbent chaque année des milliards de francs d'argent des contribuables. Les CFF en profitent le plus et commencent à coûter très cher. Leurs frais de personnel ont augmenté de plus de 25% (plus d'un milliard de francs) en dix ans seulement. Le taux d'exploitation des trains reste modeste, mais cela n'empêche pas la régie de s'offrir des immeubles luxueux. Il suffit pour s'en convaincre de regarder le siège principal des CFF à Berne ou diverses nouvelles gares pour

constater que le sens de l'économie n'est pas la première vertu des responsables de la compagnie ferroviaire. Il faut mettre fin également à la concurrence que livrent les CFF au secteur privé sur le marché immobilier et dans d'autres domaines sans rapport avec son activité clé. L'UDC réclame plus de concurrence sur le réseau ferroviaire suisse, par exemple par les compagnies privées comme le BLS ou le SOB. Le but premier n'est pas une baisse du prix des billets, mais il serait utile que les coûts d'exploitation puissent être comparés et soient ainsi mis sous pression.

Principes de la future politique des transports

1. Chaque mode de transport reçoit les moyens qu'il réalise (via les impôts prélevés jusqu'ici, les redevances, etc.). Ce principe empêche le détournement de recettes affectées initialement à l'un ou à l'autre mode de transport ainsi que les subventionnements transversaux.
2. Chaque augmentation des taxes et redevances existantes et l'introduction d'une nouvelle taxe ou redevance doivent être soumises au référendum facultatif.
3. Les comptes des différents modes de transport doivent être présentés de manière transparente et compréhensible.
4. L'équilibre financier des modes de transport doit être amélioré. L'objectif est que les modes de transport parviennent à moyen terme à se financer sans contribution de l'Etat. Pour l'atteindre, il faut davantage de concurrence, notamment sur le rail.

Positions

L'UDC ...

- dit non aux péages dans les tunnels, à la tarification de la mobilité, aux taxes CO2 sur les carburants, à la vignette électronique, à la hausse du prix de la vignette autoroutière et à l'augmentation de la RPLP;
- combat la constante reprise de droit UE dans les transports;
- s'oppose à toute discrimination des modes de transport et soutient le libre choix du moyen de transport;
- exige qu'il soit mis fin au subventionnement transversal du rail moyennant les taxes et redevances grevant le trafic routier;
- s'oppose aux amendes routières qui ne servent pas à la sécurité routière, mais dont le but évident est de remplir les caisses publiques;
- demande que les dérivés des dispositions de « Via sicura » soient corrigées et que la criminalisation des usagers de la route soit stoppée;
- se bat pour que la limitation à 50 km/h soit appliquée sur toutes les routes principales et sur tous les axes de transit importants à l'intérieur des localités;
- est ouverte à de nouveaux modes de propulsion (électricité, gaz, hydrogène, hybride, etc.), mais s'oppose aux subventions publiques et à l'interdiction de moteurs à essence ou diesel;
- soutient les nouvelles formes de mobilité comme les voitures, poids lourds et bus à conduite automatisée ainsi que les modèles commerciaux fonctionnant à l'interface entre mobilité et internet;
- refuse un assouplissement de l'actuelle interdiction du cabotage dans le transport de personnes et de marchandises par la route;
- demande plus de transparence concernant les coûts de construction et les frais consécutifs de projets d'infrastructure; le critère économique doit primer;
- demande que les travaux d'aménagement concernant le tunnel ferroviaire du Loetschberg soient terminés;
- exige un degré d'autofinancement plus élevé dans le trafic ferroviaire;
- demande que les horaires d'exploitation actuels des aéroports suisses soient maintenus et que des augmentations modérées de la capacité soient autorisées (voies de sortie rapide, optimisation des procédures d'approche et de décollage, etc.)
- se bat contre des suppléments CO2 et d'autres prélèvements fiscaux sur les billets d'avion.

Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme automobiliste, davantage de sécurité, moins de bouchons, pas de nouveaux impôts et moins de prélèvements fiscaux sur les carburants;
- ✓ comme passager des chemins de fer, moins de trains bondés et libre choix de la compagnie ferroviaire;
- ✓ comme transporteur, des capacités suffisantes sur la route et le rail et la garantie que mes produits arrivent chez les clients dans les délais utiles;
- ✓ comme touriste, la possibilité de jouir des beaux paysages au lieu d'être bloqué pendant des heures dans les bouchons;
- ✓ comme employé, d'une société internationale des liaisons fiables avec le monde entier.

Energie



Dubi Sinovcic
Chef de clinique

Pour un approvisionnement énergétique qui a de l'avenir

Faute d'énergie la marche du monde s'arrête. L'énergie est nécessaire à tous les domaines de la vie humaine, qu'il s'agisse de la fabrication de produits, du travail quotidien ou des loisirs. La Suisse bénéficie actuellement d'un approvisionnement énergétique efficace, sûr et avantageux avec une forte production indigène. Les impôts et redevances, de même que les régulations restent supportables. Mais cela va changer avec l'acceptation de la loi sur l'énergie en 2017.



“ Je suis effrayé par le manque d'intérêt de la Berne fédérale pour les réalités de l'approvisionnement énergétique. Au lieu d'assurer un approvisionnement sûr et à un prix abordable, de nombreux politiciens s'adonnent aux illusions énergétiques de la gauche et des écologistes. ”

Dangereuse expérience

La nouvelle loi sur l'énergie vise à réduire la consommation d'énergie avec une série de nouvelles mesures. A côté de subventions pour les énergies renouvelables, elle comporte des objectifs en vue d'une réduction de la consommation globale d'énergie : d'ici à 2035 cette consommation devrait être réduite de 43% par rapport à son niveau de l'an 2000. C'est donc bien d'une réduction de moitié de la consommation qu'il s'agit. On ne sait toujours pas très bien comment la Confédération entend y parvenir.

Croissance des besoins énergétiques

La consommation d'énergie ne cesse de croître nonobstant les mesures d'économie et l'augmentation de l'efficacité énergétique. La croissance de la population résidante, de l'économie et de la mobilité, mais aussi du parc immobilier fait que les besoins en énergie augmentent constamment. On ne voit pas pourquoi ils diminueraient dans ces conditions. Face à cette réalité, une réduction de moitié de la consommation est totalement illusoire.

La hausse des coûts freine les arts et métiers

La hausse des prix de l'énergie et l'augmentation des coûts qu'elle entraîne sont très mauvaises pour la croissance, donc la prospérité de notre pays. D'une part, les coûts de production augmentent et la compétitivité internationale de l'économie diminue, d'autre part, les citoyennes et citoyens ont moins d'argent à leur libre disposition.

Au lieu d'augmenter constamment les impôts et redevances, il faut viser une réduction de la charge fiscale. Au lieu de multiplier les réglementations, il faut simplifier les procédures. Les agents énergétiques ne sont ni des ressources fiscales, ni des instruments d'éducation du peuple, mais doivent être considérés comme de purs facteurs de production. Les mesures prises par l'Etat doivent être réalistes et dépourvues de toute considération idéologique.

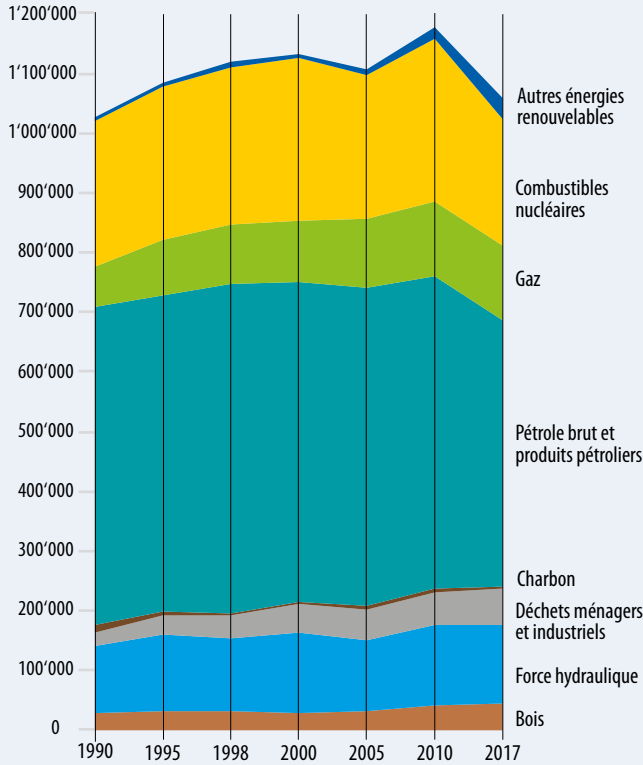
Subventions nuisibles

Les milliards de francs prélevés sur les différents agents énergétiques reviennent pour l'essentiel à la caisse fédérale. Le reste sert à subventionner l'énergie solaire et éolienne – avec des résultats plutôt modestes. En 2017 à peine 2,9% de la production nationale d'énergie provenaient des énergies renouvelables que sont le soleil et le vent. Il est évident que cela ne suffit pas à remplacer l'énergie nucléaire qui représente près de 32% du mix électrique suisse.

Economies au tarif zéro ?

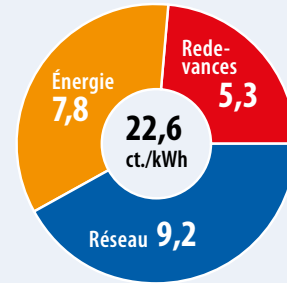
Une politique énergétique axée sur l'avenir doit se fonder sur les critères de la demande, de l'économie, de l'indépendance nationale et de la protection de l'environnement. La notion d'efficacité sonne très bien, mais la réalité est que les économies sont difficiles à obtenir et qu'elles ne sont pas gratuites. La diminution de moitié de la consommation d'énergie durant les 17 années à venir se concentrera principalement sur les agents énergétiques fossiles. C'est un objectif défendable en termes d'approvision-

Consommation brute d'énergie: part des agents énergétiques primaires en TJ

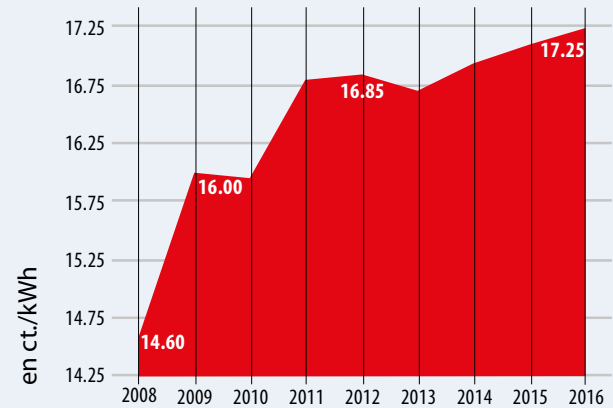


Source: statistique globale suisse de l'énergie

Composants du prix de l'électricité pour un ménage typique en 2019



Prix moyen de l'électricité pour le consommateur final



nement et de protection de l'environnement. Il ne faut cependant pas oublier qu'une diminution des énergies fossiles doit obligatoirement être compensée par d'autres formes d'énergie. Concrètement, le remplacement d'un chauffage à huile par une pompe à chaleur ou d'une voiture à essence par un véhicule électrique augmente forcément la consommation d'électricité. Cette intervention est donc tout sauf durable.

Davantage d'électricité indigène

Il est donc évident qu'il faudra à l'avenir augmenter la production électrique et non pas la diminuer. Afin de ne pas accroître la dépendance de l'étranger, cette production supplémentaire doit avoir lieu principalement en Suisse. Cette électricité doit cependant être disponible en permanence et ne pas dépendre du vent et des intempéries. A côté des agents énergétiques fossiles, seules la force hydraulique et l'énergie nucléaire répondent à cette exigence. Les lois actuellement en vigueur interdisant le remplacement des centrales nucléaires suisses, il s'agira d'améliorer les conditions-cadres pour l'exploitation de la force hydraulique.

Premier principe : la sécurité de l'approvisionnement

L'objectif premier d'une politique énergétique raisonnable est de garantir un approvisionnement en énergie à un prix avantageux, indépendant, suffisant et ménageant l'environnement. Ces exigences sont satisfaites par le mix actuel de la production électrique suisse. Les piliers principaux de notre approvisionnement électrique sont cependant en péril. Le remplacement des centrales nucléaires, soit 32% de la production électrique nationale,

par de nouvelles installations est dorénavant interdit par la loi. Représentant près de 60% de la production, la force hydraulique est également menacée par une production éolienne et solaire hautement subventionnée en Suisse et à l'étranger. En raison des incertitudes régnant dans ce secteur, les investissements dans ces énergies sont retardés ou annulés. Les systèmes d'incitation prévus en faveur de la force hydraulique, la principale ressource énergétique nationale, sont importants, mais ne permettent pas une extension suffisante.

Pour une politique énergétique raisonnable

La future politique énergétique de la Suisse doit se fonder sur des hypothèses et mesures réalistes et non pas sur des utopies et illusions nourries par des idéologies. Les interventions et régulations publiques comme l'augmentation des taxes et redevances ainsi que la création de nouveaux impôts énergétiques doivent être limitées au strict minimum.

Chaque agent énergétique doit participer à la production en fonction de ses spécificités. Des discriminations, voire des interdictions doivent être refusées. En lieu et place d'une jungle réglementaire toujours plus dense, il faut miser sur la responsabilité individuelle en réduisant le nombre de prescriptions et d'interdictions. L'économie et la société en général doivent décider à quels agents énergétiques elles entendent donner la préférence. L'objectif suprême doit être de réduire au maximum la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'étranger.

Positions

L'UDC ...

- revendique une énergie fiable, suffisante et à un prix abordable pour les particuliers et l'économie;
- combat la politique onéreuse, hostile à l'économie, idéologique et restrictive menée aux niveaux fédéral, cantonal et communal;
- s'oppose à des lois et projets visant unilatéralement la protection ou les subventions;
- exige un approvisionnement énergétique fondé sur les principes de la demande, de l'économie, de l'indépendance, de la protection de l'environnement et de faibles émissions nocives;
- s'oppose catégoriquement à une augmentation des impôts, redevances et taxes et à l'introduction de nouveaux prélèvements fiscaux qui renchérissent l'énergie;
- refuse des taxes d'incitation ou d'encouragement ainsi que d'autres régulations, prescriptions et interdictions dans le domaine énergétique qui défavorisent les arts et métiers, les régions périphériques et la population;
- approuve la sauvegarde et l'extension de la production électrique indigène, notamment de la force hydraulique;
- se prononce contre des interdictions de certaines techniques comme les chauffages à l'huile ou des interdictions de circuler frappant les voitures à essence ou diesel;
- s'engage pour le maintien du mix électrique actuel qui a fait la preuve de son efficacité et refuse avec détermination un arrêt anticipé des centrales nucléaires pour des motifs idéologiques ainsi qu'une détérioration des conditions-cadres de tous les agents énergétiques;
- préfère des incitations positives comme des allègements fiscaux, la déductibilité des investissements dans les énergies renouvelables et l'augmentations de l'efficacité énergétique plutôt qu'une politique de subventionnement;
- salue la recherche et le développement privés de projets dans e domaine des énergies renouvelables comme la géothermie, l'énergie solaire et éolienne ainsi que la biomasse sans subventions et indemnisations publiques.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme consommateur, de l'énergie en suffisance et à un prix abordable;
- ✓ comme chef d'entreprise, un approvisionnement énergétique fiable et à un prix abordable, donc une plus grande sécurité de planification;
- ✓ comme citoyen soucieux de la protection de l'environnement, un approvisionnement énergétique produisant peu d'émissions nocives et largement indépendant de l'étranger;
- ✓ comme propriétaire immobilier, l'assurance de ne pas devoir subir de nouvelles prescriptions, interdictions et contraintes, donc d'avoir moins de frais;
- ✓ comme habitant d'une région périphérique, des emplois intéressants près de chez moi;
- ✓ comme citoyen responsable, une plus grande indépendance par rapport à l'étranger et aux prix internationaux, donc une moins grande exposition de la Suisse aux pressions étrangères.

Environnement



Un environnement où il fait bon vivre aujourd'hui et demain

Un environnement intact est indispensable à la qualité de vie et au bien-être. Il est donc dans l'intérêt de chacun de ménager l'environnement. La responsabilité individuelle et l'application pratique des résultats de la recherche et de la science sont les moyens les plus efficaces pour protéger l'environnement. La manie socialiste de multiplier les interdictions et les mesures éducatives de type totalitaire n'ont que des effets négatifs. Le volontariat et le bon sens humain sont infiniment plus utiles.



“ L'immigration incontrôlée détruit de plus en plus d'espaces naturels. Une Suisse à 10 millions d'habitants menace. La moitié du pays est en passe de devenir une immense agglomération. Il faut empêcher cela – aussi dans l'intérêt de la nature. ”

Notre environnement se porte bien

Nos sols et nos cours d'eau sont en excellent état. Les émissions et substances nocives baissent depuis des décennies. Une nature superbe est un des grands atouts de la Suisse. Cette préservation de notre environnement naturel se poursuivra grâce aux réalisations de la science et de la technique.

Contrairement à la majorité des autres pays, la Suisse est dans une situation difficile en termes de protection de l'environnement. Sa géographie avec ses nombreuses montagnes et collines ne permet guère l'utilisation de véhicules économiques. Nos hivers froids et nos été chauds accroissent la consommation d'énergie. Malgré ces inconvénients et nonobstant une croissance démographique massive due à l'immigration (+1,73 million de personnes), une augmentation de la mobilité (plus 60% de véhicules), une croissance de l'économie et de la prospérité (PIB +48% par habitant) depuis 1990, la Suisse est un des rares pays au monde qui atteint les objectifs fixés au niveau international.

Halte à la manie des régulations et interdictions

Cet excellent résultat n'est pas le fruit du hasard. La Suisse applique aujourd'hui déjà un réseau dense de lois et prescriptions sur l'environnement. Les problèmes hérités du passé comme les anciens dépôts et stockages de déchets sont réglés moyennant les techniques les plus récentes. Comme dans d'autres domaines, cette manière de faire révèle l'esprit pratique qui anime la Suisse : d'abord analyser la situation, ensuite agir de manière responsable et trouver une solution.

La législation environnementale actuelle est si rigoureuse, que de nouvelles régulations et interdictions n'apportent aucune amélioration. Il serait donc beaucoup plus utile d'appliquer strictement les règles en vigueur. Des interventions supplémentaires de l'Etat provoquent toujours des frais, donc des inconvénients économiques. Or, seul un pays ayant atteint un niveau de prospérité élevé et possédant une économie saine peut dégager les moyens permettant de recourir aux technologies modernes qui apportent de réelles améliorations.

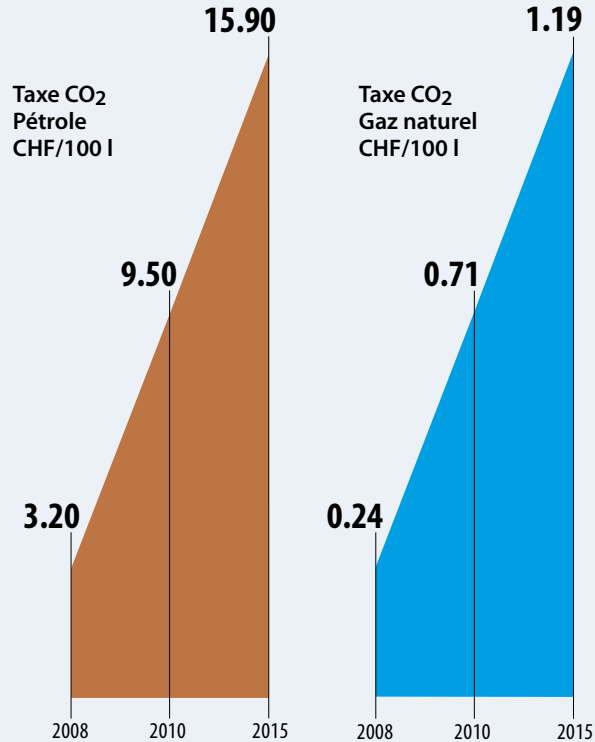
Contre le pessimisme politique et l'idéologie

Les magnifiques résultats décrits ci-dessus et obtenus grâce aux efforts de la population et de l'économie ainsi qu'une législation environnementale dense et sévère ne suffisent pas aux pessimistes professionnels aveuglés par l'idéologie de la gauche. Avec le généreux soutien des médias ces milieux s'efforcent de donner mauvaise conscience aux gens en se lamentant bruyamment et en critiquant tout et n'importe quoi. L'objectif de ce pessimisme hypocrite et forcené est d'éduquer et de contraindre la population en multipliant les interdictions et d'arnaquer les consommateurs et contribuables.

Moins de taxes et de redevances

Ce feu roulant de messages négatifs produit malheureusement des effets. La multiplication des taxes et redevances imposées depuis des décennies et l'augmentation des prélèvements existants au nom de la protection de l'environnement provoquent des charges écrasantes. 11,4 milliards de francs ont été dépensés

Forte augmentation des taxes CO2 2008-2015



en 2016 pour la protection de l'environnement. A elles seules, les dépenses des ménages à ce titre ont augmenté de 24% en l'espace de 8 ans.

A côté des taxes et redevances sur les carburants, l'huile de chauffage, les déchets, l'eau et l'électricité, les autres prélèvements, par exemple pour le recyclage, sont eux aussi une conséquence directe d'un activisme excessif de l'Etat. Mais ce n'est pas tout : les propositions se suivent au Parlement avec une régularité métronomique pour introduire de nouvelles redevances, par exemple sur les bouteilles et les canettes, ou pour interdire certains véhicules. Heureusement sans succès jusqu'ici. Notons que le recyclage fonctionne parfaitement en Suisse avec un taux de retour exceptionnel – et cela avec un minimum d'interventions de l'Etat et sans nouvelles contraintes.

Plus de sens pratique et moins de théories irréalistes

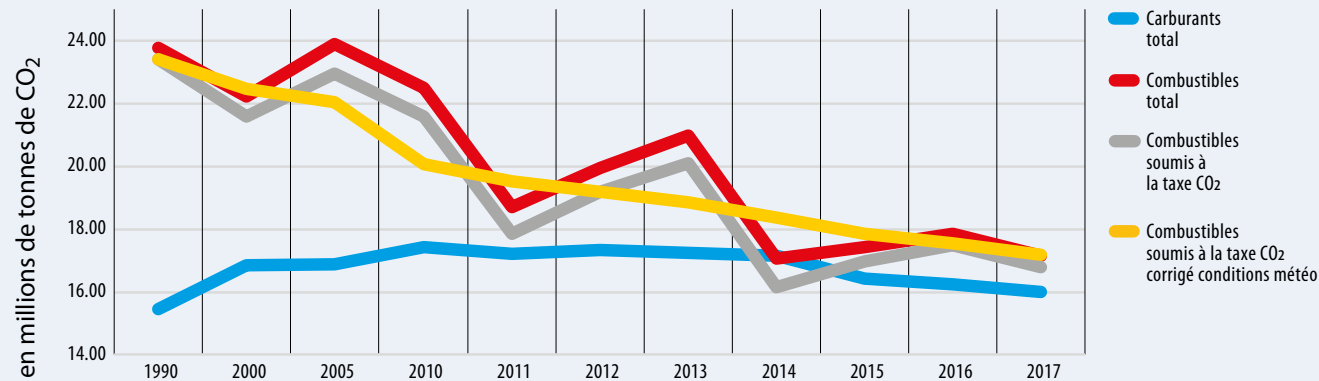
L'économie et la population ont jusqu'ici appliqué sous leur propre responsabilité les résultats de la recherche scientifique sans aucune contrainte de l'Etat. De nouvelles branches professionnelles et de nouveaux métiers en ont découlé. Augmentant la prospérité générale, ce développement est infiniment plus efficace que la manie des régulations, interdictions et punitions de l'Etat. La protection de l'environnement n'a pas besoin de nouvelles lois et prescriptions et d'une extension de la bureaucratie ; la liberté entrepreneuriale et l'application des lois en vigueur sont beaucoup plus utiles.

Nul besoin non plus d'objectifs insensés comme la réduction de moitié des émissions de CO₂ jusqu'en 2030 ou comme les démarches unilatérales de la Suisse en politique environnementale et climatique. Ce principe ne vaut pas seulement au niveau international, mais aussi en Suisse. Le constat selon lequel les problèmes sont plus faciles à résoudre au niveau le plus bas de l'échelle que par un Etat central omniprésent n'est pas nouveau. Il suffit de se montrer vigilant en veillant à ce que les compétences constitutionnelles des cantons et des communes, par exemple dans le domaine de l'aménagement du territoire, soient respectées.

Chacun doit donner l'exemple

Le principe de la responsabilité et du volontariat vaut dans presque tous les domaines, mais tout particulièrement dans celui de la protection de l'environnement. La prolifération des déchets, par exemple lors de festivals ou de soirées grillades dans les parcs publics, n'est pas due à des lois trop faibles, mais à un problème d'éducation. Les particuliers, mais aussi les entreprises peuvent donner l'exemple et prouver que la protection de l'environnement fonctionne aussi sans Etat, sans nouveaux impôts et sans subventions ou redevances.

Réduction des émissions de CO₂



Positions

L'UDC ...

- approuve les efforts raisonnables visant à sauvegarder, à rétablir et à améliorer les bases naturelles de la vie;
- mise sur les connaissances et acquis pratiques de la science, de la technique et de l'industrie pour régler les problèmes environnementaux;
- s'engage pour des mesures appropriées dans le domaine de l'aménagement du territoire, de la protection de l'eau et de l'air ainsi que pour une politique énergétique indépendante, économique et ménageant l'environnement.
- ne veut pas de la transformation de paysages en musées par la multiplication insensée de parcs naturels subventionnés ou de zones protégées imposant des contraintes bureaucratiques à l'agriculture, aux arts et métiers et au tourisme dans les régions concernées;
- exige que les auteurs d'oppositions infondées contre des importants projets de construction et d'infrastructure soient contraints de payer tous les coûts résultant de leur action et que le droit de recours des associations ainsi que le nombre d'organisations légitimées à recourir soit limité;
- demande une adaptation de la loi sur l'aménagement du territoire afin de redonner aux cantons leurs compétences constitutionnelles et permettre à toutes les régions de se développer suffisamment;
- s'oppose énergiquement aux actions unilatérales de la Suisse en termes d'objectifs environnementaux et climatiques, comme la réduction de moitié des émissions de CO2 jusqu'en 2030, sans décision contraignante de tous les Etats concernés;
- s'oppose à toute nouvelle redevance et à l'augmentation des prélèvements existants dans le domaine de la protection de l'environnement et du climat;
- approuve des incitations fiscales en politique de l'environnement et du climat.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme citoyen, moins d'idéologie et de tentatives de semer la panique ainsi que des charges fiscales réduites;
- ✓ comme famille, un environnement intact et propre, également pour mes enfants;
- ✓ comme investisseur, une plus grande sécurité de planification et moins de bureaucratie dans la réalisation de mes projets;
- ✓ comme artisan et agriculteur, moins de contraintes et plus de liberté entrepreneuriale pour mes activités.

Médias

Plus de diversité, moins d'Etat

Des médias libres et indépendants (presse écrite, radio, télévision, internet, médias sociaux) et la concurrence entre les producteurs médiatiques garantissent une démocratie vivante et efficace. Les influences de l'Etat et des réglementations excessives sont toxiques pour la liberté et la diversité médiatique en provoquant des monopoles. Une concurrence animée, une définition étroite du service public, la transparence et un minimum de contraintes légales pour les producteurs privés, voilà les caractéristiques essentielles d'une politique médiatique libérale.



Le subventionnement direct et indirect des médias augmente

Le paysage médiatique change constamment et avec lui les habitudes des consommateurs. Les offres gratuites de la presse écrite et sur internet jouissent d'un succès croissant. Elles accroissent certes la diversité et la concurrence, mais exercent aussi des pressions sur les produits médiatiques traditionnels. Les journaux perdent des annonceurs et des lecteurs, donc de l'argent. Détail intéressant, les médias les plus touchés sont ceux qui prétendent eux-mêmes être des «médias de qualité». Ce développement est typique de l'économie de marché. Les clients se tournent forcément vers des offres médiatiques plus avantageuses, meilleures ou plus informatives. Les subventions généreusement distribuées n'y changeront rien. Leur principal effet est d'accroître la dépendance de l'Etat, donc de réduire la diversité médiatique, car les médias subventionnés, conformément à l'adage «Le chien ne mord pas la main qui le nourrit», diffuseront complaisamment et sans critique les messages de leur donateur et deviendront ainsi progressivement des médias d'Etat.

Abus de la notion de service public

Ce développement peut être observé non seulement dans le secteur de la presse écrite en raison d'un mode de subventionnement suranné, mais aussi et surtout dans la radio et la télévision. Jouissant d'un quasi-monopole, la SSR n'a guère de concurrents par la grâce de diverses révisions de lois. Les Suissesses et les Suisses paient sans doute les redevances de

réception les plus élevées du monde. Sous le prétexte de la notion vague de service public, le législateur a encouragé une extension massive des programmes de radio et de télévision. Chaque niche a été occupée par une chaîne spécialisée afin de récupérer tous les groupes cibles, aussi petits soient-ils. Durant la campagne sur l'initiative «No-Billag», la SSR a promis en 2018 de réduire son offre et ses coûts. Il n'en est plus guère question depuis que l'initiative a été refusée.

Bien au contraire, la SSR continue de s'étendre sur internet. Or, ce réseau compte déjà un si grand nombre de producteurs qu'une offre subventionnée par l'Etat est totalement superflue.

Plus de liberté et d'indépendance dans le domaine médiatique

Un paysage médiatique divers et indépendant est essentiel au bon fonctionnement de la démocratie. L'UDC s'oppose donc à une nouvelle loi sur les médias qui gèle, voire étend le subventionnement public des médias. Le soutien public aux médias doit être supprimé et non pas renforcé. L'interprétation abusive de la notion de service public, à laquelle la Confédération se livre depuis des années, doit cesser. Une définition étroite du service public doit garantir l'offre de base de la SSR dans toutes les régions linguistiques, notamment en matière d'information. Les autres programmes et thèmes doivent être laissés au marché libre.

Baisser les redevances radio/TV à 300 francs au maximum

Les redevances de réception des programmes de radio et de télévision pourraient ainsi être ramenées à 300 francs par an au maximum avec une exemption complète des entreprises. Les chaînes de droit public peuvent continuer de bénéficier de la redevance, mais la publicité doit leur être interdite et réservée aux producteurs privés qui, en contrepartie, ne touchent pas de redevances. L'utilisation à d'autres fins de l'argent encaissé au titre de la redevance obligatoire, par exemple pour le subventionnement de l'ATS, doit cesser, tout comme le projet

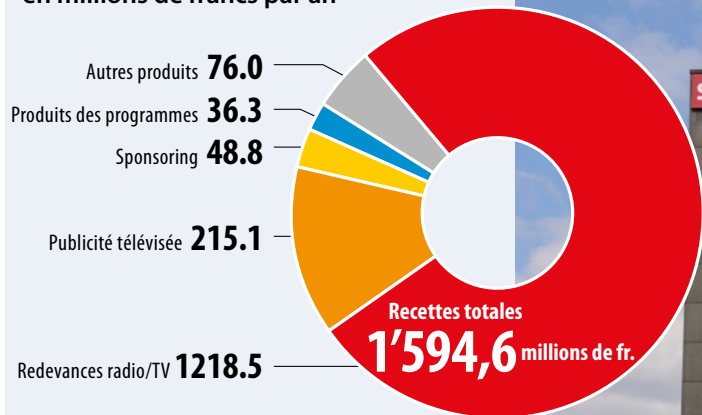
de soutien aux journaux internet. Dans ce domaine, le marché joue parfaitement sans aucune intervention de l'Etat.

Plus de transparence, plus de liberté

Une plus grande transparence dans les comptes de la SSR et la limitation des programmes de la télévision et de la radio à une offre d'information de base permettraient de réduire massivement les redevances de réception. Le choix des thèmes et la qualité n'y perdraient pas, mais l'influence de l'Etat serait réduite et la liberté augmenterait dans l'intérêt d'une démocratie libre, vivante et forte.

Mode de financement de la SSR

en millions de francs par an



Source: rapport d'activité 2017 SSR, p. 25

La SSR tire environ 76% de ses ressources financières de la redevance radio/TV (état 2017/2018). 14 autres % du budget proviennent de la publicité télévisée et 3% du sponsoring. Grâce à la vente de programmes à d'autres médias, à des institutions privées et publiques ainsi qu'aux coproductions elle réalise 2% de son budget. Les 5% restant proviennent principalement des contributions fédérales pour SWI swissinfo et tvsvizzera ainsi que de la coopération avec 3sat et TV5 Monde, de produits de prestations de service et de la location d'immeubles, de la vente de cartes Sat-Access et de recettes provenant de la vente de biens immobiliers.

Positions

L'UDC ...

- appelle de ses vœux un paysage médiatique indépendant et divers;
- exige que le service public financé par des redevances soit limité aux prestations indispensables que le secteur privé ne peut ou ne veut pas produire; il s'agit en particulier de garantir une offre de base en quatre langues dans le domaine de l'information;
- exige une baisse des redevances de réception à 300 francs au maximum; les entreprises doivent en être libérées;
- combat l'extension de l'aide public à l'ATS ainsi qu'à des portails d'information privés en ligne et à d'autres médias;
- s'engage pour un système dual (redevances pour les chaînes de droit public, publicité pour les producteurs privés);
- s'oppose au monopole absolu de la SSR et soutient la multiplication de canaux de communication alternatifs, non filtrés et privés;
- exige que la révision de la concession de la SSR soit suspendue et que la concession actuelle soit prolongée jusqu'en 2020;
- combat la diffusion de la propagande des autorités;
- refuse des interdictions publicitaires sélectives; il doit être permis de faire de la publicité pour tous les produits légalement commercialisés.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme consommateur, un plus grand choix et de meilleurs programmes à une redevance réduite;
- ✓ comme citoyen adulte et électeur, moins de mises sous tutelle et de mesures éducatives de l'État;
- ✓ comme journaliste, une plus grande indépendance de l'État et plus de liberté;
- ✓ comme chef d'entreprise, des conditions publicitaires raisonnables pour mes produits ainsi que la suppression des redevances de réception radio/TV pour les entreprises.

Internet et numérisation



Pour un internet libre

Ce débat est marqué par des notions comme «Industrie 4.0» et «Internet des objets». Des robots aux drones, en passant par les voitures autonomes, le progrès technique nous apporte un grand nombre de nouveautés qui réclament une réglementation légale : sécurité, assurances et contrats, droits d'auteur, protection des données, potentiel d'abus pour ne citer que ces thématiques. Face à ce grand nombre de questions attendant des réponses, le risque d'une surréglementation de l'internet est grand.



“ La numérisation offre des chances dans de nombreux domaines, mais elle est dangereuse pour les votations et élections. Il ne faut pas que la Suisse introduise le vote électronique. Des pirates pourraient massivement falsifier les résultats. La démocratie y perdrait tout crédit. ”

Deux facteurs peuvent ralentir, voire empêcher le progrès de la numérisation et de l'internet :

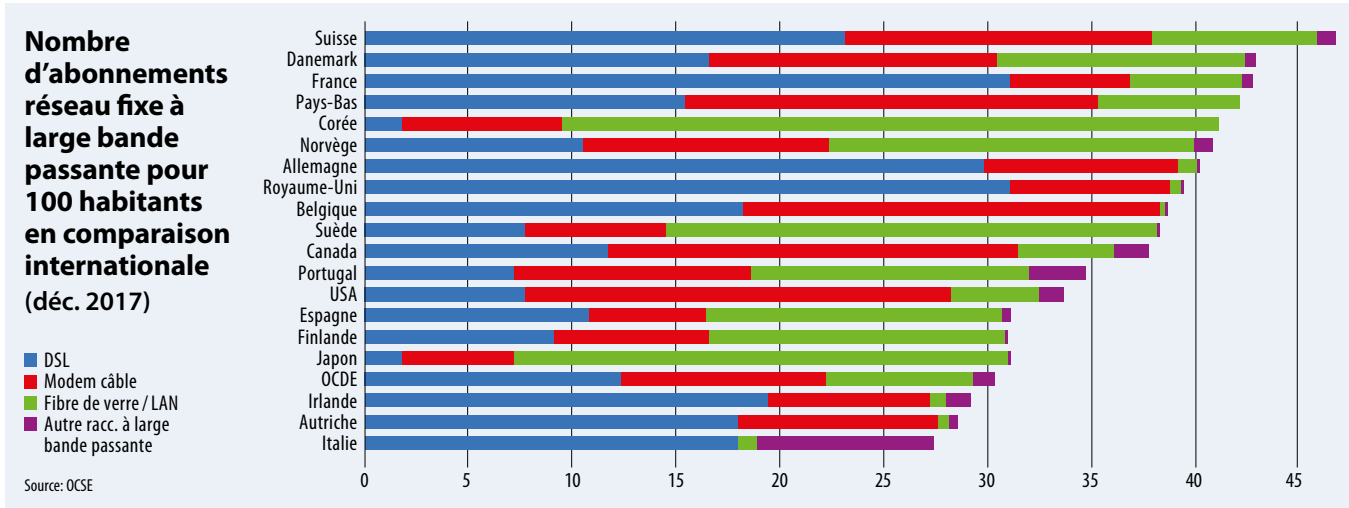
1. une surréglementation imposée par l'Etat
2. le manque de réseaux mobiles ou par câble assurant une bande passante suffisamment large.

L'UDC se bat pour des conditions-cadres permettant le développement des applications et services numériques – également dans les régions périphériques. Il s'agit notamment de mettre en place des réseaux modernes et sûrs qui soient capables de transporter de grandes quantités de données. La Suisse

en tirerait un grand avantage dans la concurrence internationale. La politique doit tout particulièrement s'engager pour une couverture rapide et complète du pays par des réseaux mobiles 5G qui sont la condition à l'exploitation de nouvelles possibilités techniques et mobiles.

Banque de données suisses

Autrefois de nombreux étrangers déposaient beaucoup d'argent en Suisse parce qu'il y était en sécurité. Aujourd'hui, ils y transfèrent des données et comptent une fois de plus sur la sécurité helvétique. Grâce à son approvisionnement électrique



fiable, ses réseaux de télécommunication efficaces et sa grande sécurité la Suisse devient un important site de dépôt de données au niveau mondial. Notre petit pays abrite aujourd'hui déjà des quantités de données énormes d'origine indigène et étrangère. Il faut donc offrir à la branche informatique et aux entreprises de télécommunication les conditions-cadres dont elles ont besoin.

Positions

L'UDC ...

- s'engage pour un internet libre et neutre; des interventions de l'Etat ne peuvent être justifiées que par la lutte contre la criminalité et le terrorisme;
- soutient la concurrence sur le marché des télécommunications tout en veillant à ce que les régions périphériques soient également desservies par les moyens de télécommunication et réseaux de transmission les plus modernes et les plus sûrs;
- soutient l'aménagement rapide des réseaux à fibres optiques et mobiles (G5) afin de préserver l'avance technologique de la Suisse par rapport à l'étranger;
- s'engage en faveur de bonnes conditions-cadres pour la branche informatique et notamment pour le succès des offres de stockage de données en Suisse;
- s'engage pour la garantie de la protection des données à un niveau élevé;
- refuse l'introduction du vote électronique en Suisse;
- veillera à ce que la protection de la propriété (intellectuelle) soit également garantie dans le monde numérique;

Risque de manipulations lors des élections et votations

Une exception doit cependant être admise pour les votations et élections par la voie électronique. L'UDC s'y oppose strictement. Il est impossible d'exclure ou d'empêcher totalement des manipulations dans ce domaine.

- s'engage pour que des prestations de service de l'Etat ne soient numérisées (cyberadministration) que si ce procédé permet effectivement de réduire les coûts et la bureaucratie pour les citoyennes et les citoyens.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ en tant qu'utilisateur, la certitude que je peux continuer de surfer librement et sans filtre sur l'internet aussi longtemps que je reste dans le domaine de la légalité;
- ✓ comme chef d'entreprise, l'avantage de disposer partout des meilleurs réseaux internet et de la meilleure télécommunication mobile, même si je me trouve dans une région périphérique;
- ✓ comme électrice et électeur, la certitude que mon vote ne peut pas être manipulé par la voie électronique.

Sport



Un esprit sain dans un corps sain

Comme peu d'autres activités, le sport peut être assimilé à la joie de vivre, à la performance et à l'esprit d'équité. L'UDC soutient le sport de masse, scolaire, de jeunesse, des handicapés et le sport de compétition ainsi que, tout particulièrement, les activités bénévoles des sociétés sportives. Les conditions-cadres des sociétés sportives doivent être améliorées par des conditions d'utilisation non bureaucratiques et avantageuses des infrastructures publiques.



“ Dans le sport, c'est comme dans la société, des performances de pointe ne sont possibles que si la liberté, la responsabilité individuelle et la volonté à l'effort sont encouragées au lieu d'être entravées. ”

Loisirs raisonnables et sains

De nombreuses et nombreux citoyennes et citoyens suisses s'engagent durant leurs loisirs comme entraîneurs et responsables d'associations dans les sports individuels et d'équipe. Dans ces sociétés sportives les jeunes apprennent très tôt à assumer des responsabilités générales et dirigeantes et à se dépenser pour avoir du succès dans l'équipe. Le sport est une activité de loisir intelligente et une précieuse école de vie. Il exige de la volonté à l'effort et de l'endurance et empêche bon nombre de jeunes de traîner dans les rues et de glisser vers la drogue ou la criminalité.



Sport à l'école

Le sport à l'école offre un bon dérivatif par rapport au travail intellectuel alors que le sport de masse et de performance est une compensation bienvenue du travail quotidien. Mis à part le sport à l'école et la mise à disposition d'infrastructures, le sport n'est cependant pas une tâche prioritaire de l'Etat.

Le sport de compétition encourage le sport de masse

Les athlètes de compétition et sportifs de haut niveau motivent de larges couches de la population et, plus particulièrement, les jeunes à pratiquer également une activité physique. Les jeunes les plus talentueux doivent être encouragés par une offre de formation qui combine judicieusement l'enseignement scolaire et/ou professionnel avec un entraînement sportif professionnel.

L'UDC s'engage pour un esprit sportif et combat les manipulations des concours, le dopage et la violence.



Positions

L'UDC ...

- salue les activités sportives générant joie, performance et forme physique;
- reconnaît le sport scolaire comme un bon dérivatif par rapport à la formation intellectuelle;
- exige un soutien approprié des camps scolaires et sportifs;
- constate avec inquiétude que même des très petites manifestations sportives se heurtent à des conditions bureaucratiques excessives;
- soutient le sport de masse comme une activité entretenant la santé et encourageant l'intégration sociale;
- soutient le travail bénévole que les sociétés fournissent en faveur de l'organisation de manifestations sportives;
- reconnaît le sport de pointe et son rôle d'émulation pour la jeunesse et la large population;
- s'engage pour un esprit sportif et lutte contre le dopage, les paris sportifs manipulés et la violence dans le monde du sport;

+ Avantages

Ce que cela me rapporte:

- ✓ comme sportif de loisirs, la possibilité de disposer de l'infrastructure dont j'ai besoin pour exercer mon activité sportive;
- ✓ comme athlète de compétition, une formation et un encouragement professionnels;
- ✓ comme collaborateur d'une association ou d'une société sportive, la possibilité de m'engager activement pour les intérêts du sport;
- ✓ comme parent, la certitude que mes enfants bénéficient d'un soutien sportif à l'école ou dans une société au lieu de traîner dans la rue.

Culture



La culture n'est pas une tâche de l'Etat

La culture exprime par la multitude de ses facettes la diversité de la société. Depuis toujours les impulsions à exercer une activité culturelle sont venues des humains eux-mêmes. La culture est donc avant tout le résultat d'une initiative privée. La culture soutenue par l'Etat court toujours le risque de sacrifier à l'ère du temps et aux préférences personnelles de quelques bureaucrates culturels au lieu de créer des valeurs durables et dépassant l'actualité quotidienne. Tout au plus une culture soutenue par l'Etat peut-elle compléter l'offre privée et l'intervention de l'Etat devra toujours respecter le fédéralisme.

Non à une culture imposée par l'Etat

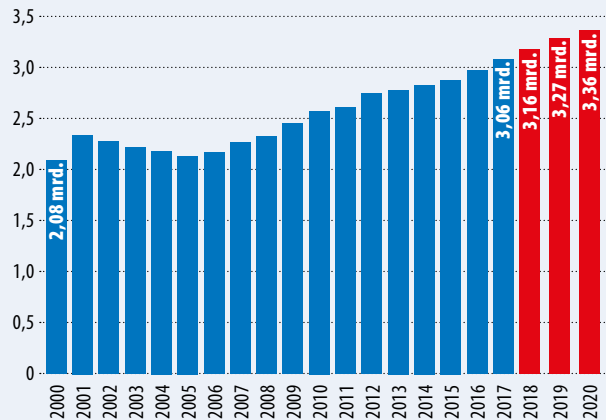
C'est une évidence : plus la culture d'Etat s'étend, plus la culture populaire et vivante recule. La politique culturelle de l'Etat permet aux décideurs politiques de soutenir le type de culture qui leur convient politiquement le mieux, d'où un gros risque de favoritisme et de copinage. La politique culturelle agit aussi souvent selon le principe de l'arrosoir, donc sans distinction et sans utilité réelle. De toute manière, la culture est une affaire de goût. L'Etat n'y a guère sa place. L'UDC souhaite que la bureaucratie culturelle soit considérablement élaguée à tous les niveaux de l'Etat. Dans le domaine de la promotion culturelle, le potentiel d'économie est sans doute de plusieurs centaines de millions de francs.

Plus d'argent – plus de dépendance

Il suffit de lire le message culturel qui définit les lignes directrices de la politique culturelle fédérale pour comprendre à quel point ce domaine est marqué par le centralisme et la mentalité du tout à l'Etat. Les dépenses culturelles considérables de la Confédération encouragent les convoitises et les revendications et créent des dépendances alors que, par définition, les créateurs artistiques devraient s'inspirer de leur passion et prendre personnellement l'initiative de réaliser leurs œuvres et contribuer ainsi à la diversité de la production culturelle. L'UDC refuse une politique culturelle nationale qui vise à harmoniser même les politiques culturelles cantonales et communales. Elle s'oppose aussi à la participation de la Suisse aux programmes culturels de l'UE qui sont avant tout un immense gaspillage d'argent.

Développement des dépenses pour la culture entre 2000 et 2020

(Confédération, cantons, communes) en milliards de francs



■ Dépenses culturelles publiques durant les années 2000 à 2017
Statistique selon OFS, financement de la culture

■ Dépenses culturelles publiques durant les années 2018 à 2020
Pronostic selon le message sur la politique culturelle

L'initiative individuelle crée la culture

De l'avis de l'UDC, la culture n'est par principe pas une affaire de la Confédération, des cantons et des communes. La culture est l'affaire des personnes intéressées à la culture. L'action de l'Etat doit tout au plus être subsidiaire par rapport à l'initiative individuelle et le mécénat privé. Un soutien public apporté à un projet constitue toujours une discrimination pour les projets qui n'en bénéficient pas. L'UDC se bat donc aussi bien contre une bureaucratie culturelle foisonnante que contre la promotion excessive à des fins politiques que génère la politique culturelle actuelle.

Une culture vivante est forcément diverse

Par culture nous entendons d'une manière générale tout ce que les humains produisent par leurs actions. La culture doit être entretenue pour survivre. Un Etat libéral et fédéraliste doit s'efforcer de créer un climat spirituel qui encourage la diversité culturelle. La politique culturelle actuelle fait juste l'inverse. Une politique culturelle digne de ce nom doit admettre la diversité et non pas viser l'uniformité.

Une culture qui a du succès est une culture qui plaît au public

La culture n'échappe pas à l'économie de marché et, partant, à la loi de l'offre et de la demande. Une production qui passe à côté du public n'a pas de sens. Le succès commercial doit être réservé à la culture qui plaît au public. La culture d'Etat provoque des distorsions de cette concurrence et encourage des projets à motivation politique et idéologique. Preuve en est que la culture populaire ne bénéficie guère

re du soutien de l'Etat. Elle vit principalement du bénévolat et de l'engagement de particuliers, d'associations et de fondations.

La culture encourage la cohésion

Les théâtres d'amateurs, les orchestres d'amateurs, les sociétés musicales, les groupes de yodel, les groupes folkloriques et jusqu'aux Guggenmusik ou aux groupes rock – toutes ces activi-

tés ne visent pas les éloges de quelques critiques d'art, mais se nourrissent de ce qui fait l'esprit de la culture, c'est-à-dire la passion et le besoin de créer ensemble quelque chose qui fait plaisir aux auteurs et à leur public. Cette forme de culture n'a pas besoin de subventions, mais elle exige de la reconnaissance et des conditions de départ équitables. Voilà le cœur de notre culture de milice qui mérite notre soutien.

Positions

L'UDC ...

- exige une politique culturelle qui respecte strictement le principe de subsidiarité: la Confédération ne doit intervenir que dans les domaines où les cantons et les communes ne peuvent pas assumer seuls leur tâche;
- exige qu'il soit mis fin à une promotion culturelle selon le principe de l'arrosoir;
- demande que les structures culturelles surannées, par exemple les théâtres, soient adaptées aux besoins actuels et réduites;
- refuse la constante centralisation de la politique culturelle dans le cadre d'une politique culturelle nationale;
- demande que les fondations culturelles et les donateurs privés bénéficient d'allègements fiscaux et que la constitution de fondations soit facilitée sur le plan légal;
- veut que les musées suisses s'adaptent au goût du public pour atteindre un degré d'autofinancement aussi élevé que possible;
- s'engage pour une culture populaire dans des associations et structures privées ne dépendant pas de l'Etat, mais issues de l'initiative privée et créant une culture locale et nationale de citoyens pour les citoyens;

- s'engage pour que les associations culturelles privées puissent utiliser le plus simplement et le plus avantageusement possible les infrastructures publiques;
- exige que la préférence soit donnée à la culture traditionnelle indigène par rapport aux projets internationaux de prestige bien loin des citoyens;
- se bat contre la participation onéreuse aux programmes culturels UE qui sont un immense gaspillage d'argent et n'intéressent pas le large public.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme fan de culture, la possibilité de profiter d'une culture diversifiée plutôt qu'uniformisée;
- ✓ comme créateur culturel, une plus grande liberté et la protection contre l'influence de l'Etat et la monopolisation;
- ✓ comme musicien populaire ou acteur amateur, des chances égales dans la concurrence culturelle.

Formation



Stopper les réformes prétentieuses et irréalistes – revenir à une formation axée sur la pratique

Un système de formation efficace est à la base du développement et de la prospérité de la Suisse. Les intérêts de l'enfant et son développement global, qui feront de lui une personne responsable d'elle-même et par rapport aux autres, doivent être au cœur de tout système d'instruction publique. L'UDC soutient une formation de qualité élevée, efficace et axée sur l'effort. L'école doit toujours viser la réalité de la vie en formant la tête, le cœur et la main. La qualité d'un système éducatif dépend moins de la quantité d'argent public investi que de la présence d'enseignants à la personnalité forte. Le système dual de formation professionnelle doit être soutenu et étendu.



“ La formation doit donner à nos enfants les meilleures chances de faire un bon départ dans la vie professionnelle. Pourtant, de nombreux enfants apprennent à écrire selon la phonétique. L'orthographe ne joue aucun rôle. Les enfants apprennent une fausse formation des mots. Des études récentes ont prouvé que cette méthode tant vantée est responsable de l'incapacité de nombreux jeunes d'écrire correctement. Elle a d'ores et déjà été interdite en Allemagne. La Suisse doit en faire autant. ”

L'UDC soutient le principe selon lequel l'éducation est l'affaire des parents alors que la formation est l'affaire de l'école. Ce principe figure d'ailleurs dans la Constitution fédérale.

Le système de formation doit s'axer sur la réalité du monde du travail. S'il faut davantage de médecins, d'informaticiens, d'ingénieurs et de techniciens, ceux-ci doivent être formés en Suisse. Face aux critiques des chefs d'entreprises et des écoles supérieures relevant les connaissances de base insuffisantes des jeunes sortant de l'école obligatoire, les responsables de cet échelon scolaire doivent à nouveau concentrer la formation sur la langue maternelle, les mathématiques et les sciences naturelles et renoncer à des enseignements idéologiques du type politique de genre ou éducation sexuelle, voire à des cours de protection des consommateurs et de l'environnement qui distillent de l'hostilité à l'égard de l'économie. De nombreuses réformes et expériences scolaires effectuées ces dernières années, comme les interventions thérapeutiques, l'enseignement intégratif, l'enseignement par équipes d'enseignants, l'enseignement axé sur les compétences, mais surtout la lecture et l'écriture phonétiques, «Bologna», «HarmoS» et le Plan d'enseignement 21 ont eu pour principal effet d'alourdir la bureaucratie, de centraliser et de pousser inutilement les jeunes vers des formations universitaires au lieu d'orienter enfin l'enseignement vers la réalité pratique. Ces réformes ont massivement renchéri l'instruction publique et gonflé l'appareil administratif (engagement de personnel supplémentaire) sans apporter un avantage réel.

Exiger des efforts

L'exigence d'efforts doit être à la base du quotidien scolaire. L'économie et les arts et métiers doivent s'imposer face à une rude concurrence. Ils exigent de leurs collaboratrices et des collaborateurs une réelle volonté à l'effort et des performances. La souveraineté des cantons au niveau de l'école primaire est un des piliers du système éducatif suisse. Les cantons et, par conséquent, les citoyennes et les citoyens doivent pouvoir choisir leur système scolaire conformément aux règles de la démocratie directe. Les programmes scolaires des cantons doivent imposer des objectifs clairs et contraignants. Les performances et la qualité doivent être exigées et encouragées à tous les degrés scolaires. Il n'existe pas de succès scolaire sans ordre, discipline et volonté à l'effort. Les performances des élèves doivent être évaluées par des notes et des appréciations écrites du comportement. Le carnet de notes doit être conçu de manière simple, claire et compréhensible pour les parents et les maîtres d'apprentissage.

Renforcer le métier d'enseignant

Il faut continuer de renforcer la position des enseignants et d'accorder la liberté de choix des méthodes. A niveau primaire, il faut revenir au système du maître de classe qui a fait la preuve de son efficacité. Les enseignantes et les enseignants doivent pouvoir consacrer toutes leurs forces et tout leur temps à l'enseignement et aux enfants et ne pas se disperser dans des activités comme le «développement scolaire», l'administration ou le «coaching». L'UDC s'engage pour l'indépendance des écoles



par rapport aux administrations cantonales. L'indépendance et la diversité des écoles doivent être respectées et garanties par les autorités cantonales.

Renforcer l'apprentissage professionnel et les métiers techniques

Le système dual doit être renforcé de manière ciblée pour mettre en évidence les avantages de l'apprentissage et augmenter le nombre de jeunes s'engageant dans une formation professionnelle axée sur la pratique. Les taux élevés de maturité sont principalement le résultat d'un égalitarisme forcé et du nivellement par le bas. Il est largement prouvé que la formation professionnelle est la meilleure garantie contre le chômage des jeunes et qu'elle constitue le lien le plus utile entre l'économie et l'instruction publique. L'UDC combat donc la tendance actuelle à pousser les jeunes vers les universités. Elle s'engage aussi à ce que, par exemple, on renonce à exiger une formation de

master pour les instituteurs, les sages-femmes, les infirmières et infirmiers ainsi que les enseignants et enseignantes de l'école enfantine et du niveau primaire. Il faut aussi que les écoles spécialisées cessent de décerner des titres de doctorat.

La recherche pour obtenir des performances de pointe

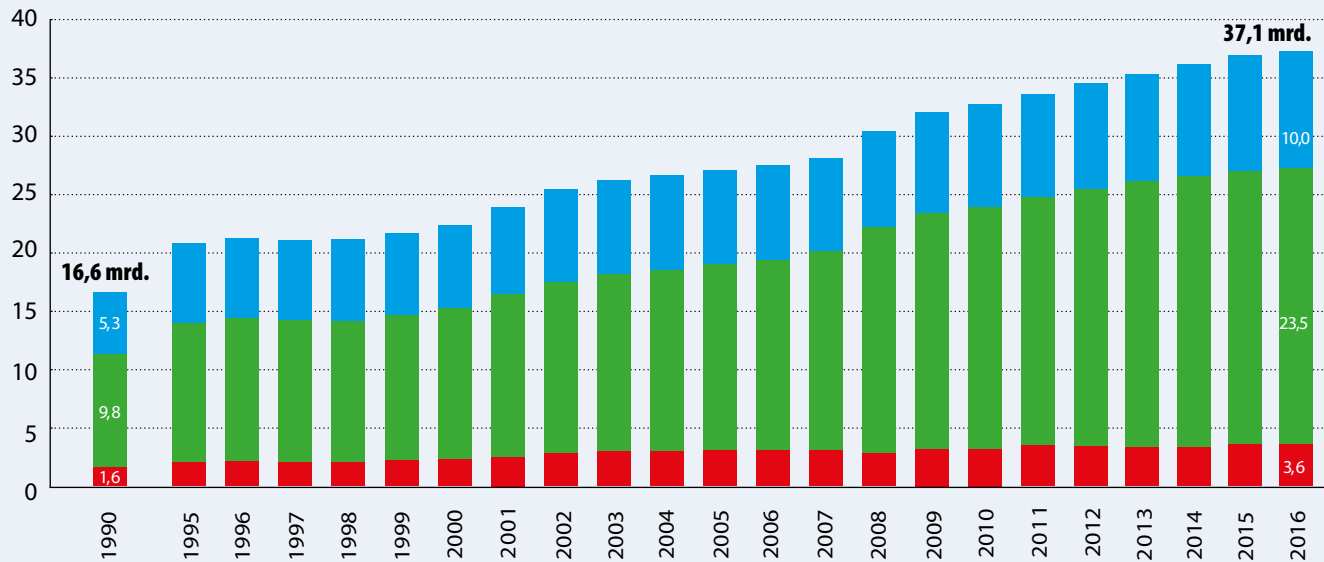
La recherche scientifique n'est par principe pas une tâche clé de l'Etat. Ce dernier doit pour l'essentiel se contenter de créer des conditions-cadres favorables aux activités scientifiques. La recherche ne doit pas être un but en soi, mais elle doit être axée sur les résultats et doit se soumettre à la concurrence des meilleurs. Les universités suisses et les écoles polytechniques fédérales doivent mettre l'accent sur la transmission de connaissances théoriques, sur le travail scientifique et la recherche de pointe. Les offres d'études doivent être davantage axées sur les besoins du marché du travail. L'UDC ne veut pas des universités de masse, mais elle exige des universités de pointe.

Non au subventionnement de programmes douteux

Il est choquant de voir les contribuables suisses financer la formation de milliers d'étudiants étrangers qui, une fois leur formation terminée, quittent le pays et mettent leurs connaissances au service d'autres économies nationales. Il faut donc exiger des étudiants étrangers des taxes universitaires beaucoup plus élevées. L'UDC se bat aussi contre le gaspillage de deniers publics dans des programmes de formation et de recherche UE qui passent en majeure partie à côté des intérêts réels des citoyens et de l'économie.

Développement des dépenses de formation en milliards de francs

■ Confédération ■ Cantons ■ Communes



Source: OFS dépenses publiques pour la formation; statistique financière 6.9.2018

Positions

L'UDC ...

- s'engage pour un système de formation de qualité, efficace et axé sur les performances;
- exige des notes scolaires dès la première classe;
- veut que les cantons soient responsables de l'apprentissage d'une langue nationale. Ils doivent décider eux-mêmes quand, lesquelles et combien de langues nationales doivent être enseignées dans leur canton.
- demande que l'on renonce définitivement à des expériences scolaires qui ont manifestement échoué ces dernières années (par ex., l'enseignement intégratif ou l'écriture phonétique);
- combat la pathologisation des écolières et des écoliers; les cours d'appui doivent être globalement réduits;
- exige une école sans violence et sans drogue; la prévention de la violence et des drogues à l'école doit avoir la place qui lui revient;
- soutient un enseignement politique équilibré ainsi que la transmission et la conservation des valeurs culturelles et des traditions suisses dans les écoles publiques;
- exige que l'hymne national actuel soit maintenu et enseigné dans les écoles publiques;
- combat le chômage des jeunes par un renforcement de l'apprentissage axé sur la pratique;
- rejette les tentatives d'augmenter artificiellement le taux de maturités et exige que les examens d'entrée à l'école secondaire soient maintenus;
- demande une vérification périodique et, le cas échéant, des adaptations du système de Bologne en termes de diplômes, d'attractivité et d'utilité sur le marché du travail;
- demande des incitations en faveur de prêts d'étude à la place de bourses et exige que les personnes qui interrompent leurs études soient contraintes de restituer l'intégralité des bourses obtenues;
- veut empêcher le développement des Ecoles supérieures dans le but d'en faire des «universités cantonales» afin d'éviter des doubles emplois (pas de filières d'étude masters, pas de doctorats aux Ecoles professionnelles supérieures);
- exige que tous les chargés de cours des Hautes écoles pédagogiques qui forment de futurs enseignants aient eux-mêmes travaillé au moins trois ans comme enseignants dans une école;
- demande que des institutions de formation privées, notamment dans le domaine du perfectionnement, ne soient pas concurrencées par l'Etat.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme écolier et étudiant, une formation proche de la pratique et de bonnes chances sur le marché du travail;
- ✓ comme parent, la certitude que l'école prépare mes enfants aux exigences de la vie professionnelle;
- ✓ comme enseignant, le temps de me concentrer sur la transmission de connaissances au lieu de me disperser dans des procédures administratives superflues;
- ✓ comme maître d'apprentissage, des apprentis qui sortent de l'école obligatoire avec un solide bagage;
- ✓ comme chef de personnel, des professionnels bien formés de Suisse.

Religion

Nous engager pour nos valeurs

La Suisse se fonde sur des valeurs culturelles chrétiennes et occidentales qui définissent notre identité et notre cohabitation. Ce n'est pas un hasard si le drapeau suisse est marqué d'une croix et si l'hymne national fait référence à Dieu. La liberté de religion et de conscience permet cependant à chaque citoyenne et citoyen de choisir librement sa foi à condition que ses pratiques religieuses ne soient pas en contradiction avec le régime juridique suisse.



Conserver nos propres racines

La séparation de l'église et de l'Etat ne doit pas faire oublier que la culture et la politique de la Suisse sont marquées par une conception d'essence chrétienne de la société et de l'être humain. La perte de ces racines et de ces valeurs serait désastreuse. La liberté individuelle est précisément une conséquence de la conception chrétienne de l'être humain. Le développement de la démocratie depuis l'antiquité ne s'explique que par le passage vers la responsabilité individuelle. L'éthique protestante du travail est à la base d'une société animée par l'esprit d'entreprise et la recherche de la performance. C'est dans notre fondement chrétien et occidental que nous puisons raison, créativité et innovation. L'esprit d'entreprise et le progrès prennent leurs racines dans l'espoir actif d'un avenir prospère. L'idée catholique de la subsidiarité et l'accent qu'elle met sur la valeur de l'individu au sein de la création ont également marqué la Suisse et le fédéralisme helvétique. En conclusion, la mentalité helvétique suppose que les problèmes soient résolus dans le cadre de la responsabilité individuelle et, si possible, par les personnes directement concernées.

Suivre d'un œil critique l'expansion de l'islam

La tolérance et l'ouverture d'esprit font également partie de l'héritage chrétien. Cela ne doit cependant pas nous empêcher, dans un souci déplacé du politiquement correct, de considérer attentivement et d'un œil critique l'expansion de l'islam. Plus de 400 000 musulmans vivent actuellement en Suisse. Certes, une minorité seulement d'entre eux sont animés de pensées

islamistes, mais les musulmans proviennent fréquemment de pays où il n'existe pas d'ordre juridique démocratique. Ils apportent parfois des conceptions du droit et de l'ordre ou encore de la position de la femme dans la société qui sont incompatibles avec notre système juridique et nos règles démocratiques. Les problèmes posés par la radicalisation et l'isolement social ne doivent pas être sous-estimés. Parallèlement, les communautés musulmanes réclament de plus en plus souvent d'être reconnues comme des corporations de droit public ou de pouvoir former des religieux dans les universités suisses. Il ne faut pas faire preuve de naïveté face à ces revendications. De l'avis de l'UDC, la reconnaissance officielle de l'islam doit être évitée, car elle entraînera inévitablement de nouvelles et plus larges exigences de la part de la communauté musulmane.

Respecter la liberté religieuse et de conscience

Nos racines spirituelles, historiques et culturelles doivent être soigneusement entretenues. La tâche des églises est d'offrir force et aide à la vie par la prédication et l'activité pastorale. Les églises apportent ainsi une contribution essentielle à une Suisse solidaire. Ni un parti politique, ni l'Etat n'ont le droit de prescrire des convictions religieuses. Notre liberté religieuse et de conscience permet à chacune et chacun de penser, écrire et parler librement – et de professer sa foi. Les églises et communautés religieuses bénéficient donc dans le cadre de la Constitution fédérale de la liberté de prédication et de la liberté d'activité ecclésiastique. Cette tolérance atteint cependant ses limites lorsque des communautés religieuses la méprisent et la

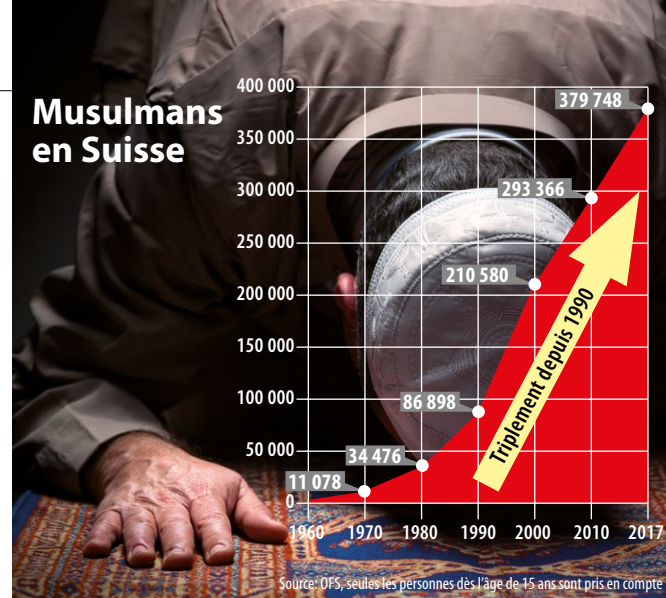
combattent. Il va par ailleurs de soi que des rites chrétiens et des références à notre héritage chrétien font partie intégrante de certaines de nos fêtes officielles.

Exiger le respect de nos règles

Par analogie au respect que nous devons manifester pour les règles d'autres Etats lorsque nous y séjournons comme hôtes, nous devons insister strictement en Suisse sur le respect de notre droit et de nos us et coutumes. Nous ne pouvons pas tolérer des sociétés parallèles dans notre système juridique. Notre ordre juridique libéral ne doit en aucun cas se plier à la sharia. Il est hors de question que nos tribunaux considèrent l'origine d'une culture islamique comme une circonstance atténuante. La tolérance, voire l'encouragement de pratiques comme les mariages forcés, les meurtres pour l'honneur, la vendetta, l'excision de femmes, le mariage avec des mineurs ou la polygamie sont absolument inacceptables. Notre Etat de droit a l'obligation d'exiger des immigrants le respect total de notre régime juridique et d'éviter toute concession aussi faible soit-elle.

Ne pas tolérer des sociétés parallèles

Le système juridique doit veiller par des mesures adéquates à ce que des problèmes comme celui de l'islamisme ne s'aggravent pas. Il faut clairement faire comprendre que nos règles valent pour tous les membres de toutes les communautés de foi et que chacun doit s'y adapter s'il veut vivre dans ce pays. L'égalité devant la loi est universelle. Voilà pourquoi on ne peut pas admettre non plus de dispenser des enfants des cours de



natation, accepter des règles funéraires particulières dans les cimetières publics ou encore l'abandon des chants de Noël à l'école enfantine. L'expansion sournoise des us et coutumes de la sharia parallèlement à notre Etat de droit doit être vigoureusement stoppée. Seules des personnes qui s'identifient sans réserve à nos principes démocratiques et libéraux peuvent être naturalisées. Quant aux personnes qui s'opposent activement à notre échelle des valeurs et qui n'ont pas la nationalité suisse, elles doivent être renvoyées.

Positions

L'UDC ...

- s'engage en faveur du fondement chrétien et occidental de notre Etat, de notre régime juridique et de notre culture;
- demande que les croix symbolisant notre culture chrétienne et occidentale et notre religion soient tolérées et respectées également dans l'espace public;
- refuse tout droit spécial à motivation religieuse qui est en contradiction avec notre régime juridique;
- exige l'interdiction de la dissimulation du visage lors d'activités de service public comme dans le domaine de la santé, de la police, aux guichets publics ou dans les métiers de l'enseignement;
- exige que les écolières et écoliers des établissements publics se présentent à l'enseignement sans couvre-chef;
- soutient l'initiative populaire exigeant l'interdiction de se dissimuler le visage;
- refuse tout droit à des règles funéraires spéciales dans les cimetières publics;
- s'oppose à des réglementations spéciales des jours fériés pour des communautés religieuses non reconnues;
- veut que toutes les écolières et tous les écoliers fréquentent les cours obligatoires;
- demande l'application sans réserve de l'interdiction des minarets voulue par le peuple;
- demande que les citoyens suisses qui ont participé à l'étranger à des activités terroristes ou djihadistes soient sévèrement punis lors de leur retour en Suisse;
- exige que les étrangers ou doubles nationaux suisses qui ont participé à l'étranger à des activités terroristes ou djihadistes perdent immédiatement leur droit de séjour, respectivement leur droit de citoyenneté suisse, et soient expulsés;
- refuse la reconnaissance de communautés religieuses non-occidentales comme corporations de droit public et la formation par l'Etat de religieux de ces communautés.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme chrétien pratiquant, la liberté d'exercer ma religion;
- ✓ comme parent, la certitude que mes enfants puissent à l'école également s'orienter selon les valeurs chrétiennes et occidentales;
- ✓ comme enseignant, la certitude que tous les élèves suivent mes cours;
- ✓ comme citoyen, la protection contre la violence et les incitations publiques à la haine.

L'être humain, la famille, la communauté



Responsabilité individuelle au lieu de mise sous tutelle

L'UDC approuve l'effort de chaque être humain à trouver le bonheur et la sérénité. Les décisions individuelles doivent être prises sous la responsabilité individuelle de chacun. Il n'est pas acceptable que l'Etat décide finalement de la réussite ou de l'échec de projets de vie privés. La famille doit rester le pilier principal de la société. Elle a besoin à cet effet d'une grande liberté et d'un minimum d'interventions de l'Etat.



“ La communauté – ses membres sont réunis par des valeurs communes. Pour moi, ces valeurs s'appellent «liberté» et «sécurité». Elles sont à la base d'une vie comblée et heureuse et d'une Suisse performante. ”

Non à l'étatisation de la famille

L'Etat intervient de plus en plus souvent dans la conception de la vie familiale en favorisant certains modèles familiaux par rapport à d'autres. Exemple : les subventions publiques et les facilités fiscales accordées à la garde extrafamiliale des enfants discriminent les familles traditionnelles. L'Etat intervient dans un domaine où la société fonctionne parfaitement et verse, par exemple, des contributions pour la garde des enfants à des familles qui n'en ont pas besoin financièrement. La tendance actuelle est de mettre légalement un nombre croissant de formes de cohabitation sur un pied d'égalité avec le mariage. Il y a de bonnes raisons de penser que ces mesures servent en réalité à modifier la société. L'Etat se mêle de plus en plus de l'éducation des enfants au lieu de se limiter à sa tâche de formation.

L'école est utilisée à des fins idéologiques

Prétextant des dysfonctionnements souvent imaginaires, les responsables scolaires tentent fréquemment d'instrumentaliser l'école pour résoudre des prétendus problèmes, par exemple dans le domaine de l'éducation sexuelle, de l'utilisation des médias, de la consommation ou encore de la «formation politique». Dans une conception libérale de l'instruction publique, les parents sont responsables de l'éducation des enfants alors que les enseignants peuvent, sous leur propre responsabilité, introduire ces thèmes dans leur enseignement.

Egalitarisme

Les réformes projetées du droit du mariage et de la famille encouragent l'arbitraire et le refus des engagements. Le mariage traditionnel d'un homme et d'une femme est affaibli, car mis sur pied d'égalité avec n'importe quelle autre forme de cohabitation. Il est même question d'admettre la polygamie. Dans ce même ordre d'idées, on veut que le partenariat légalement reconnu de personnes du même sexe soit considéré comme un mariage. Il est prévu d'introduire un mécanisme légal grâce auquel la simple cohabitation avec des enfants est automatiquement considérée comme une famille après un certain temps. C'est ouvrir grandes les portes à l'arbitraire et aux abus et c'est aussi aller au-devant de graves problèmes en termes de droit successoral, d'assurances sociales, de droit du divorce, d'obligations d'entretien et de droit fiscal.

Contrairement à ce que prétendent leurs partisans, ces réformes ne conduisent pas vers une société plus libérale, mais vers l'étatisation de la vie privée. Elles menacent des cellules vitales de la société comme la famille, les associations, les fondations, les églises, les rapports de voisinage ainsi que les communautés de quartier et de village qui existent indépendamment de l'Etat.

Libre expression des opinions sans muselière légale

Acceptée de justesse par le peuple en 1994, la norme pénale contre le racisme doit être supprimée, car, comme prévu, elle n'a pas fait la preuve de son utilité. La pratique judiciaire toujours plus large déduite de cette norme en illustre l'absurdité. Ce recours au droit pénal pour condamner des opinions ou faire peur aux per-



sonnes qui les partagent est profondément antidémocratique. Jamais encore une démocratie n'a été détruite par un excès de liberté d'opinion. C'est le contraire qui est vrai.

Renforcer la famille

La famille et le mariage entre un homme et une femme sont à la base de notre société. Les parents et leurs enfants méritent une protection particulière de la part de l'Etat. Les couples de parents et les personnes élevant seules leurs enfants portent la responsabilité de l'éducation et du développement de leurs enfants et leur offrent amour et protection. C'est dans cet environnement que l'enfant apprend à aider et à respecter et acquiert la capacité de gérer des conflits.

Honorer davantage le bénévolat

Un travail précieux n'est pas seulement fourni dans le cadre d'une activité professionnelle rémunérée, mais également tous

les jours dans des cercles privés, que ce soit sous la forme d'aide entre voisins, de soins apportés à des parents ou de la garde d'enfants. Cette forme de travail est de plus en plus dévalorisée et évincée sous le prétexte fallacieux de la professionnalisation. Aucune institution publique comme les crèches ou autres structures d'accueil ne peut remplacer l'amour et la sollicitude des parents. L'éducation des enfants depuis la naissance jusqu'à l'âge adulte est de la responsabilité des parents et ne peut être déléguée à l'Etat. Ce qui compte pour la jeunesse à côté de bonnes possibilités de développement, de formation et de perfectionnement, c'est un contexte qui les valorise et dans lequel ils peuvent développer leur personnalité. L'UDC soutient donc aussi les activités des sociétés de jeunesse qui contribuent à une organisation judicieuse de la vie et des loisirs. D'une manière générale, l'UDC rend hommage au bénévolat

Non à la lutte des sexes

Les femmes et les hommes sont faits pour se compléter. Ce n'est pas le sexe, mais uniquement l'aptitude personnelle qui doit décider de la fonction ou de la charge qu'une personne peut occuper. Des droits égaux et un salaire égal pour un travail et des performances de valeur égale vont de soi pour l'UDC. Ni les services publics d'égalité des droits, ni d'autres réglementations bureaucratiques comme une police des salaires ou des quotas féminins ne sont utiles à cet objectif. L'UDC se bat contre l'égalitarisme et mise sur un engagement responsable et dans un esprit de partenariat de l'homme et de la femme pour la famille, la société, la profession et la politique.

Positions

L'UDC ...

- s'engage pour la responsabilité individuelle et l'autodétermination des familles et s'oppose à l'étatisation croissante des familles et de l'éducation des enfants;
- exige que la famille, la cellule la plus petite et la plus importante de la société, puisse vivre en liberté et sans tutelle de l'Etat;
- s'oppose à la polygamie, à l'égalité totale du mariage et des partenariats homosexuels ainsi qu'à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels ou des familles dites monoparentales;
- refuse les mariages forcés et la mutilation sexuelle des filles; le Code pénal doit être strictement appliqué à ces cas;
- refuse un congé de paternité ou parental imposé par l'Etat;
- reconnaît l'homme et la femme comme partenaires de droit égal dans la profession et dans la société;
- refuse les quotas imposés par l'Etat et la multiplication des réglementations et prescriptions au titre de ladite politique de genre;
- demande la suppression des bureaux de l'égalité et d'autres services publics qui réglementent la vie privée et cherchent à rééduquer la société;

- refuse des structures d'accueil diurne imposées par l'Etat et donne la préférence à des offres communales répondant à un réel besoin et financées en priorité par le secteur privé;
- soutient la cohabitation dans la famille, dans les associations, entre voisins, à l'église, au village et dans le quartier;
- encourage la liberté d'expression des opinions par l'abrogation de la norme pénale contre le racisme.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme individu, un maximum de liberté et un minimum de mise sous tutelle par l'Etat;
- ✓ comme famille, la liberté de s'épanouir et la protection contre l'intervention de l'Etat dans l'éducation des enfants;
- ✓ comme enfant, amour et protection au sein de la famille;
- ✓ comme célibataire, je n'ai pas à payer encore plus pour les autres;
- ✓ l'égalité des droits dans les rapports entre l'homme et la femme.



Engagez-vous avec l'UDC pour la Suisse!

Soutenez l'UDC avec un don au
CCP 30-8828-5 ou
IBAN CH80 0900 0000 3000 8828 5.

Un grand merci.



Moi aussi, je m'engage pour une Suisse libre, indépendante et souveraine.

- Je veux devenir membre de l'UDC de ma commune de domicile ou mon district. L'adhésion à un parti est comparable à l'adhésion à une association.
- Veuillez m'envoyer le programme politique de l'UDC Suisse.
- J'aimerais être informé/e sur les activités courantes, les communiqués et articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer votre newsletter à l'adresse courriel ci-contre.
- Je soutiens l'UDC et je fais un don de _____ francs sur le **CCP 30-8828-5**.
- Veuillez m'envoyer un **bulletin de versement** de l'UDC Suisse.

Nom/Prénom

Rue

NP/Lieu

No de tél.

Courriel

Date/Signature



Merci de remplir ce talon et de le renvoyer à l'adresse suivante :

UDC Suisse, Secrétariat général, case postale, 3001 Berne; courriel : info@udc.ch; Tél. 031 300 58 58, Fax 031 300 58 59

www.udc.ch

